

Nouveau mandat pour M^{me} Aquino

Si l'on s'en tient aux premières indications de vote - entre 70 et 80 % de oui, - les électeurs philippins se sont prononcés de la manière la plus nette, lors du référendum du 2 février, en faveur de la Constitution que leur proposait M^{me} Aquino, un an après la chute de M. Marcos. Ce vote vient à point nommé pour la présidente qui, ces dernières semaines, semblait avoir de moins en moins pris sur les événements, à telle enseigne qu'on pouvait se demander si elle n'allait pas être à son tour emportée dans la tourmente.

Sur le plan des institutions, le vote comble un vide juridique qui avait un effet démobilisateur certain sur l'élite du premier pays d'Asie à s'être doté, voilà presque un siècle, d'une Constitution. Jusqu'alors, M^{me} Aquino se trouvait dans une position ambiguë : elle était, certes, détentrice d'un réel mandat populaire depuis l'élection présidentielle de février 1986, - dont l'issue contestée avait provoqué l'éviction de M. Marcos, - mais aucune procédure légale n'avait légitimé son pouvoir. En votant pour l'adoption du projet de Constitution, les Philippines ont implicitement confirmé le mandat qui lui permettra de gouverner jusqu'en 1992 et officialisé le mouvement populaire qui l'avait portée au pouvoir.

L'empireur de la majorité des philippins, d'autre part, a triomphé personnellement pour M^{me} Aquino, qui s'est imposée comme la seule personnalité capable de garantir la stabilité et la prospérité du pays. Les intellectuels, qui reprochaient à la présidente de n'avoir pas mis à profit son prestige au lendemain de la chute de M. Marcos pour imposer des réformes, comme les petites gens, dont la condition n'a guère changé, ont apparemment fait taire leurs griefs pour apporter leur soutien à M^{me} Aquino. L'attitude de cette dernière a semé chez les opposants un climat de confiance et de confiance. Les résultats de ce scrutin ne désarmeront ni les extrémistes de droite ni les communistes mais leur coupe l'herbe sous le pied pour un temps. Les artisans des coups de force, dont le dernier, à quelques jours du scrutin, ne vint pas moins qu'à rétablir l'ancien régime, vont devoir réviser sérieusement leurs plans. Après le vote de lundi, Washington, en particulier, s'accommodera moins facilement d'un coup d'Etat, quelle que soit l'inquiétude qu'on y nourrit sur l'avenir des bases militaires américaines aux Philippines.

Grands perdants de ce scrutin, les communistes. La population a montré que la lutte armée n'était pas à ses yeux le moyen d'obtenir des réformes sociales indispensables. L'insurrection, qui avait déjà manqué le rendez-vous populaire de février 1986, est contrainte à manifester plus de souplesse. Les Philippines ont découvert les méthodes brutales des insurgés qui n'ont, souvent, rien à offrir à celles des milices de M. Marcos.

Ce scrutin représente tout au plus un grave revers pour l'armée. Ceux de ses membres qui ont voté contre le projet de Constitution ont pu prendre ainsi la juste mesure de leur isolement. Leur chef, le général Ramos, qui espère, apparemment, à la succession de M^{me} Aquino en 1992, en tirera sans doute le leçon.

(Lire nos informations page 5.)

Les difficultés du dialogue social

Désaccord sur les salaires dans la fonction publique

Les négociations salariales pour 1987 dans la fonction publique se sont achevées, le lundi 2 février, sur un constat de désaccord entre M. Hervé de Charette, ministre délégué, et les syndicats. Ceux-ci vont consulter leurs mandants et rendront leurs réponses entre mercredi et vendredi, mais un accord salarial semble exclu, comme en 1986 - gel des augmentations générales - en 1984 et en 1977. La divergence la plus profonde porte sur la clause de sauvegarde.

M. de Charette ne s'estime pas engagé par les sept points du projet de « relèvement de conclusions » s'il ne recueille aucune signature (lire page 32).



Les désordres monétaires internationaux

L'inflation comme un feu sous la cendre

Le président de la Réserve fédérale des États-Unis, Paul Volcker, a mis en garde les Américains contre une baisse supplémentaire du dollar (lire page 33). Pour M. Paul Volcker, les risques d'inflation deviennent préoccupants, et la dépréciation de la monnaie ne peut se substituer à d'autres types d'actions pour limiter les déficits commerciaux et budgétaires des États-Unis. A ses yeux, une réduction de la croissance s'impose, même si elle s'accompagne momentanément d'une hausse du chômage.

par Paul Fabre

On a beau multiplier les réunions internationales, chaque pays reste comme ennuagé dans sa propre expérience, sans véritablement profiter de celle des autres.

De cette addition de surprises inattendues qui, tous ensemble, produisent une belle cacophonie, la récente crise des changes dont nous ne sommes pas encore sortis, puisque le dollar reste orienté à la baisse, a fourni une illustration particulièrement édifiante.

On y a vu Français et Allemands se renvoyer des arguments de plus en plus subjectifs, les uns comme les autres se croyant dispensés d'examiner au fond ceux du partenaire. A telle enseigne que, au lendemain du onzième réaménagement des parités au sein du SME, celui-ci apparaît pour la première fois non pas comme fortifié par la nouvelle démonstration qu'il leur a ainsi donnée de son adaptabilité aux circonstances, mais au contraire

en partie vidé de sa substance (celle-ci fond comme neige au soleil si la coopération franco-allemande vient à faire défaut) et menacé dans son existence.

Avec les Américains, les malentendus sont encore plus épais. C'est que James Baker le Troisième secrétaire, au Trésor du président Reagan, a renoué avec les détestables pratiques de ses prédécesseurs du temps du président Carter. Ces derniers n'hésitaient pas, pendant les années 1977 et 1978, à souhaiter publiquement la baisse du dollar afin de stimuler l'activité économique aux États-Unis. Ils jouaient ainsi avec la plus grande monnaie du monde comme s'il s'agissait d'un objet de faible importance.

(Lire la suite page 34.)

Le statut des maîtres-directeurs

Manifestations d'instituteurs contre les décrets de M. Monory

La signature par M. Jacques Chirac des quatre décrets sur les maîtres-directeurs préparés par M. Monory, et leur publication dans le « Journal officiel » du mardi 3 février, ont renforcé la détermination des instituteurs. Ceux-ci s'approprient à organiser, mercredi, des manifestations à Paris et dans plusieurs villes de province pour protester contre ces décrets.

Avant même la parution de ces textes, la FEN avait demandé le report de l'entrevue avec M. Monory, prévue pour mercredi, qui devait marquer le démarrage d'une grande concertation sur l'ensemble des problèmes scolaires.

Dans une interview au Monde, M. Jean-Claude Barbarant, secrétaire général du Syndicat national des instituteurs et des professeurs de collège (FEN), envisage une « manifestation nationale » à Paris « très rapidement », et rappelle les raisons de son opposition au texte de M. Monory.

Il annonce, d'autre part, l'intention du SNI d'étendre son audience à l'ensemble des catégories de personnel de l'enseignement secondaire. Si les réalités changent, « les syndicats devront changer », affirme-t-il.

(Lire page 11.)

Inquiétudes en RFA

Bonn craint un éventuel retrait partiel des troupes américaines en Europe.

PAGE 6

Relève à la CIA

M. Robert Gates succède à M. William Casey à la tête de la centrale de renseignement américaine.

PAGE 3

La France perd ses outils

Le solde du commerce extérieur de la mécanique s'effondre.

PAGE 33

Nouvelle rive droite à Paris

Deux grands projets lancés par le Conseil de la capitale.

PAGE 10

Le sommaire complet se trouve page 36

La recomposition du paysage politique

Le centre, potion magique ?

par Jean-Marie Colombani

« La France aspire à être gouvernée au centre » : cette formule de M. Giscard d'Estaing datait un peu. La voilà remise au goût du jour par son père fondateur. Dans un contexte apparemment propice : partout, il n'est plus question que du centre.

Positionnement au centre pour les uns, alliances au centre pour les autres, recentrage pour le gouvernement. Réputée ingouvernable, la France pourrait-elle enfin trouver - au centre - la recette miracle de la gouvernabilité ?

Cette question en sous-tend une autre : les sociétés occidentales développées sont-elles gouvernables ? L'idée la mieux partagée dans la classe politique était, pré-

cisément, que gouverner en temps de crise conduit à l'échec, et à des alternances rapides.

Tour à tour, M. Giscard d'Estaing et les socialistes se sont déclarés battus par la crise, tandis que M. Chirac est mis en échec par des crises. Or M. Kohl - et avant lui MM. Gonzales, Martens et M^{me} Thatcher - a été reconduit dans ses fonctions. Il n'y a donc pas fatalité de l'échec, en temps de crise. Et il y a peut-être même une potion magique.

Ce simple coup d'ailet alerte autour suffit à réévaluer, en baisse, la « performance » récente du PS et, en hausse, les chances futures de M. Chirac.

(Lire la suite page 8.)

Modernisation et tensions à Pékin

En grattant le vernis chinois...

PÉKIN de notre envoyé spécial

« Le gouvernement chinois a reconstruit de lui-même, ici, les concessions internationales » de l'époque coloniale, dit un banquier occidental amusé par le décor style « nouille » du club-restaurant Maxim's, copie conforme de l'original de la rue Royale, installé par Pierre Cardin en plein cœur de la capitale chinoise. Des hommes d'affaires occidentaux à la recherche du contrat chinois du siècle y obtiennent des fonctionnaires communistes qui se disent fraîchement convertis à l'économie de marché, ainsi que - chose encore impensable il y a peu - les très rares citoyens chinois assez aisés pour régler eux-mêmes l'addition astronomique de l'établissement. Car ici on accepte le renminbi, la « monnaie du peuple » dont doivent se contenter la plus grande partie du milliard de Chinois. Dans les autres restaurants et hôtels pour étrangers qui reconstruisent l'univers capitaliste à Pékin, tout se paye en « certificats », les coupons-devises en principe réservés aux visiteurs.

Le Maxim's de Pékin constitue sans doute l'expression la plus élaborée de l'image que s'efforce de projeter à l'étranger le régime de M. Deng Xiaoping. Avec son bar à lumière tamisée, ses serveurs en livrée et son décor exubérant plaqué sur une vieille bâtisse de style stalinien, il jure de façon quasi surréaliste avec la pompe communiste austère que symbolise, à deux pas, le mausolée où repose la dépouille embaumée de Mao Zedong.

Le Pékin de Deng Xiaoping, en l'espace de dix ans, a considérablement changé. Les faubourgs traversés depuis l'aéroport sont méconnaissables au point qu'on a peine à s'orienter. Les gratte-ciel, promis par le régime à cette ville dont l'habitat traditionnel était limité au rez-de-chaussée, ont poussé comme des champignons - plus laids les uns que les autres. On a ouvert des avenues immenses au travers de quartiers anciens. Elles sont encore bordées des ruines des maisonnettes aux flancs crevés, comme des plaies mal cicatrisées dans le paysage urbain. Les limousines allemandes ou japonaises des fonctionnaires et des nantis se bousculent aux feux rouges où, jadis,

seules quelques jeeps chinoises tentaient de se frayer un passage au travers de la foule des cyclistes.

Le « Pékin-à-étages » s'adresse avant tout à l'homme d'affaires international. Sur son parcours, durant les quelques jours de sa visite, de son hôtel identique à ceux de Hongkong ou de Taïpeh aux locaux dépoussiérés des firmes avec lesquelles il négocie, tout vise à lui donner l'impression d'une cité en pleine expansion.

FRANCIS DERON.

(Lire la suite page 5.)

Le Monde

SCIENCES ET MÉDECINE

■ La mission spatiale soviétique vers Mars et son satellite.
■ Des recherches médicales financées par le mécénat.
■ Une bouée pour éviter les catastrophes dues aux lacs de cratère.
■ Secteurs de pointe : les voleurs du minute.

Pages 19 à 21

هكذا من الاجل

صكنا من الاصل

Débats

La nouvelle inflation

Le papier financier vient aujourd'hui jouer le rôle politique que tenait hier le papier-monnaie.

par PHILIPPE SIMONNOT (*)

Il ne trouverait preneur à un prix aussi exorbitant. Pourtant, notre homme faisait preuve d'une fièvre assurance. Et en effet, quelques jours plus tard à ceux qui s'inquiétaient de son affaire, il annonça qu'il avait réussi. Et comment cela ? demanda-t-on. « C'est bien simple, répondit-il, j'ai vendu mon chameau contre deux chameaux à 250 000 dollars ».

Cette fable que les Koweïtiens se racontent quand le flux de pétrodollars inondait leur Émirat et que la Bourse de Koweït flambait (elle s'est effondrée depuis lors) pourrait être utilement rappliquée à tous ces braves gens qui ruent aujourd'hui à la Bourse pour acheter du papier. Mais le public a tellement besoin de croire au miracle que l'on a quelque scrupule à jouer les trouble-fête.

Le ravauche des épargnants et des rentiers

D'autant que le miracle est double. L'hydre de l'inflation paraît enfin terrassée on ne sait par quelle magie, tandis que les cours de Bourse volent de sommet en sommet. Est-ce que cela ne

SNCF, par exemple, ne soit pas privatisable : avec quelques titres de papier, on aurait peut-être pu calmer la colère des cheminots, partir tranquillement en vacances... et économiser le coût énorme de la grève.

Ainsi, loin d'être la preuve que l'inflation a été vaincue, l'envolée des cours de Bourse serait au contraire révélatrice de la constance des tensions inflationnistes dans notre société.

Il est vrai que l'on peut prétendre que la nouvelle figure de l'inflation est beaucoup plus subtile : l'indice de la Compagnie des agents de change ne fait pas partie de celui qui est censé mesurer le coût de la vie, et l'on imagine mal une indexation des salaires sur les cours de la Bourse. L'inflation nominale du papier financier paraît ainsi aujourd'hui plus durable que celle que donnait le papier-monnaie.

Les pertes légitimées par avance

L'art de gouverner l'économie aurait fait de cette manière un progrès indéfinissable. D'autant que les victimes éventuelles d'une chute de tel ou tel cours sont censées accepter par avance leur destin de perdants, puisqu'en souscrivant aux titres qu'elles achètent, elles souscrivent en même temps à la règle du jeu boursier qui légitime, par avance, les pertes. Même les détenteurs de papier-monnaie les plus naïfs de l'époque keynésienne étaient finalement plus méfiants que les néophytes que l'on rencontre de nos jours sur les marchés du Palais Brongniart.

Bien sûr, des esprits chagrins ne manqueraient pas de prophétiser que tout ce papier devra un jour ou l'autre être converti en richesses réelles (c'est ce qu'on appelle un krach boursier). Mais comme ils sont incapables de prévoir ni l'heure ni le jour de la fatale échéance, les nouvelles monnaies de singe a encore de beaux jours devant elle.

Pour le moment, tant que le public se contente d'échanger du papier (monnaie) contre du papier (financier) — comme tout à l'heure notre Koweïtien, un chameau contre des chameaux — il est sous le charme. Que demander de mieux ?

(*) Journaliste.

TOURBILLONS FINANCIERS

L'incroyable succès de la souscription du public aux actions de Paribas traduit un état d'esprit des Français qui n'a pas que des avantages, selon Philippe Simonnot. Cet appétit de gain excite la verve de Daniel Accursi qui évoque les mânes du père Ubu.

« Je gagne, donc j'existe »

L'argent est de plus en plus le fondement de l'existence : telle est la métaphysique ubuesque.

par DANIEL ACCURSI (*)

A FORCE de réduire toutes les valeurs à la seule valeur monétaire, il semble bien que la pensée libérale exauce les vœux et prophéties du père Ubu et qu'il faille substituer à la métaphysique la pataphysique.

Comment ce bon docteur Freud, un homme si respectable, a-t-il pu s'égarer à ce point et répéter *urbi et orbi* que ce qui hantait l'homme n'était autre que le « zizi » ? Et ce brave bourgeois allemand de M. Marx, comment a-t-il pu rédiger des milliers de pages pour dire que l'argent n'était qu'une aliénation ? Quel gâchis ! Il est mieux fait, comme ne cessait de le lui répéter sa bonne mère, d'accumuler un capital plutôt que d'en écrire un.

L'argent comme fondement de l'existence : telle est la métaphysique ubuesque. Mais cette métaphysique se double d'une thérapeutique à usage collectif. En hurlant à tout bout de champ : « *Merde de merde !* », Ubu veut signifier à ses concitoyens cet

impératif : n'ayez pas honte, déculpabilisez-vous, libérez-vous de toute cette religiosité qui vous colle à la peau et qui affirme qu'il n'y a de richesses que spirituelles.

La pensée ubuesque se place au cœur d'un mécanisme libérateur. Elle est cathartique. Elle veut purger, purifier les individus de leurs fausses croyances, de leurs illusions, de leurs remords. Elle annonce le jour où la société française, débarrassée de ses frustrations, de ses repentirs et autres scrupules, pourra enfin se prosterner sans rougir devant le veau d'or, « *onelles contre onelles* ».

En révélant aux hommes ce terrible secret, à savoir que plus le déculpabilisme s'accroît plus la pompe à phynances domine le monde, Ubu prophétise, à l'image de l'holocauste nucléaire, l'holocauste métaphysique. « *Cornes-au-cul, vive le père Ubu !* »

(*) Journaliste.

Donc, pour Ubu, l'homme n'est ni une libido freudienne, ni un roseau pensant pascalien, ni un impératif kantien, ni une volonté de puissance nietzschéenne, ni un parleur lacanien... Il est un flux monétaire, un portefeuille, un carnet de chèques, une Carte bleue internationale. Le cogito ubuesque s'inscrit ainsi : « *Je gagne, donc j'existe* ». Par gagner, il faut entendre : « *Amasser de l'argent* », car gagner une partie de bilboquet ou même le paradis fait éclater de rire. Enfin, le « *donc* » n'est en rien une déduction mais une intuition, voire une illumination. On devrait donc dire dans un souffle extatique : « *Je gagne de l'argent, j'existe* ».

L'URGENCE D'UNE MORALE



Jean-Claude Barreau
LA FOI QUI RESTE

SEUL

COURRIER DES LECTEURS

Il n'y a pas que la « culture américaine... »

Je vous écris à propos du compte rendu du livre de Jacques Cellard, *Histoires de mots*, et de celui d'Orlando de Rudder, *Le français qui se casse* (Le Monde du 2 janvier). Ceux qui regrettent l'intrusion de trop de vocables anglo-américains dans le français seraient coupables d'« esprit cocardier ».

Cette fausse querelle me rappelle celle qui surgit chaque fois que l'on essaie, toujours timidement et jamais longtemps, de favoriser l'introduction de nouvelles musiques ou d'autres cinémas étrangers en France : cette « *impudence* » est qualifiée de « *cocardière* » à l'encontre de la domination de la culture anglo-américaine. Total : nous

A propos des expulsions de Basques espagnols

J'apprends qu'un nouveau Basque espagnol a été arrêté puis expulsé et renvoyé directement par notre police à la police espagnole, sans autre forme de procès.

Supposant que, comme les autres, il vivait en France depuis plusieurs mois ou années à la connaissance des autorités françaises, et pouvait ainsi invoquer nos lois, je voudrais rappeler quelques réalités :

1) La France affirme comme principe de base de sa justice la présomption d'innocence : de quel juge, de quel défenseur ont bénéficié ces « expulsés-extrajudiciaires » ?

La Convention européenne des droits de l'homme, signée et ratifiée par la France et ayant autorité supérieure à nos lois internes selon l'article 55 de la Constitution française, est-elle caduque ?

2) La France a signé la convention européenne d'extradition du 13 décembre 1957 (dite de Paris) et l'a ratifiée le 10 février 1966. Cette convention est applicable en France depuis le 10 mai 1966, elle réaffirme dans son article 3, que « l'extradition ne sera pas accordée si l'infraction pour laquelle elle est demandée est considérée par la partie requise comme une infraction politique ou comme un fait connexe à une telle infraction ».

Je sais qu'une jurisprudence récente écarte le caractère politique des infractions dites « les plus graves », mais encore faut-il — pour l'apprécier — que des juges aient été saisis d'un dossier !

JEAN-JACQUES DE FELICE, vice-président de la Ligue des droits de l'homme.

LE

« DOM GRAMMONT, ABBÉ DU BEC-HELLOUIN », de A. Maillard de la Morandais

Un moine d'aujourd'hui

UNE haute et puissante silhouette drapée de blanc. Anachronique, archaïque même, le mot est à la mode. Mais un moine à la pointe de la réflexion sur son temps. Un homme-phare et un homme-refuge pour beaucoup de ses contemporains, catholiques ou non, intellectuels ou non, « paumés » de la dernière guerre ou du grand choc de 1968. Un personnage dont on a beaucoup parlé, et dont on parle moins, sans qu'il s'en soucie : Dom Grammont, ancien abbé bénédictin du Bec-Hellouin, en Normandie.

Ce colosse courtou est un moine tout ce qu'il y a de plus moine. S'il étonne, ce n'est pas parce qu'il a fait exploser les règles. Il a pris l'habit d'un ascète et ne l'a quitté qu'en 1939-1940, où il a participé, sans armes, à la bataille de Narvège. C'est parce qu'il domine avec une sorte de majesté aussi bien physique qu'intellectuelle un temps dont il n'ignore rien.

Lecteur de Hegel, préférait Freud à Jung, familier des philosophes les plus actuels, capable pour s'instruire, de suivre avec un humour discret un stage de dynamique de groupe, féru de musique et d'art, il n'a cessé de regarder l'évolution de la pensée et de la société. Avec le formidable recul de sa vocation et de sa solitude. Solitude difficile.

Dom Grammont a accepté après la guerre de relever les ruines d'une abbaye autrefois célèbre, le Bec-Hellouin, restaurée au dix-huitième siècle, démantelée sous le Premier Empire, utilisée pendant cent cinquante ans par l'armée comme dépôt d'équipes puis de remonte.

Le Bec-Hellouin est aujourd'hui l'un des plus beaux monuments de Normandie, mais surtout un monastère peuplé, un centre de rencontres œcuméniques, de liturgie et d'études. Dom Grammont a quitté sa charge récemment pour une petite communauté en Irlande du Nord.

La biographie d'un vivant aussi vivant n'est pas chose facile. L'auteur a choisi une formule originale : une série d'entretiens, complétés d'explications et de notes et d'un récit de la campagne de Normandie.

JEAN PLANCHAIS.
* Dom Grammont, abbé du Bec-Hellouin, le Sarnent, Fayard, 168 p., 72 F.

Où est la « gauche réelle » ?

Je ne poserais qu'une seule question : Quelle ou quelles actions politiques peuvent mener ceux qui, déçus par la mollesse du PS, déçus par l'arriération du PC, déçus par l'idéalisme caractérial des groupes d'extrême gauche, déçus par l'absence d'un mouvement politique solidaire de masse (déçus par le manque d'unité des travailleurs), déçus par l'absence d'analyse de l'hégémonie du capitalisme en France et en Europe (déçus par l'incertitude des intellectuels), déçus enfin d'une façon générale, c'est-à-dire insatisfaits au point d'ignorer les motifs réels de leur insatisfaction profonde, ont, malgré cela ou à cause de cela, le profond désir d'une compréhension de notre monde politique et le non moins intense désir de servir activement les valeurs (qui restent à redéfinir) d'une gauche réelle ? Cette question est fondamentale ; je ne sais pas seul à la poser. Nous attendons des réponses !

THIERRY YANN KASSILE, étudiant (Paris).

Le Monde

7, RUE DES ITALIENS
75427 PARIS CEDEX 09
TÉLEX MONDPAR 658572 F
TÉLÉPHONE : (1) 45-23-96-51
TÉLEX : (1) 42-47-97-27

Édité par la S.A.R.L. Le Monde
Gérant : André Fontana, directeur de la publication
Anciens directeurs : Robert Bresson-Méry (1944-1949), Jacques Bouver (1949-1952), André Laurens (1952-1985)
Durée de la société : cent ans à compter du 10 décembre 1944.
Capital social : 620 000 F
Principales sociétés de la société : Société civile « Les Rédacteurs du Monde », Société anonyme des lecteurs du Monde, Le Monde-Entreprises, M&L, André Fontana, gérant, et Robert Bresson-Méry, fondateur.
Administrateur général : Bernard Wozniak.
Rédacteur en chef : Daniel Verzet.
Correspondant en chef : Claude Salas.

ABONNEMENTS
BP 507 09
75427 PARIS CEDEX 09
TÉL. : (1) 42-47-98-72

3 mois	6 mois	9 mois	12 mois
FRANCE			
354 F	672 F	954 F	1 200 F
TOUS PAYS ÉTRANGERS			
PAR VOIE NORMALE			
687 F	1 337 F	1 952 F	2 530 F
ÉTRANGER (par messagerie)			
I. — BELGIQUE-LUXEMBOURG			
PAYS-BAS			
399 F	742 F	1 069 F	1 380 F
II. — SUISSE, TUNISIE			
394 F	777 F	1 094 F	1 380 F

Par voie aérienne : tarif sur demande.
Changements d'adresse : déclarations et provisions ; nos abonnés sont invités à formuler leur demande deux semaines avant leur départ. Joindre la dernière bande d'envoi à toute correspondance.
Veuillez nous faire connaître d'écrire tous les nouveaux propriétaires ou capitales d'implication.

Le Monde

TÉLÉMATIQUE
Composé 36-15 - Tapes LEMONDE

Reproduction interdite de tous articles sans accord avec l'administration

Commission paritaire des journaux et publications, n° 57 437
ISSN : 0395-2037

Le Monde
PUBLICITE

5, rue de Montessuy, 75007 PARIS
TÉL. : (1) 45-55-91-82 et 45-55-91-71
TÉLEX MONDPUB 206 136 F

Le Monde (ISSN 0395-2037) is published daily, except Sundays for \$ 400 per year by Le Monde o/o Speedprint, 40-45 28th Street, L.I.C., N.Y. 11104. Second class postage paid at P.O.C. 40-45 28th Street, L.I.C., N.Y. 11104.

Etranger

ÉTATS-UNIS : la « désagrégation » de l'équipe présidentielle

La démission du directeur de la CIA prive M. Reagan d'un de ses plus proches collaborateurs

WASHINGTON
de notre correspondant

M. Reagan a accepté, lundi 2 février, la démission du directeur de la CIA, M. William Casey, et nommé pour lui succéder M. Robert Gates, qui assurait depuis six semaines l'intérim à la tête de la centrale de renseignement américaine, dont il était déjà le directeur adjoint.

Hospitalisé le 15 décembre dernier, M. Casey avait été opéré trois jours plus tard d'une tumeur au cerveau qui s'était révélée cancéreuse. Attendu depuis plusieurs semaines, son départ n'a donc d'autres raisons que médicales, mais n'en a pas moins l'image de désagrégation donnée par l'équipe présidentielle.

Après le départ, à la veille et au lendemain de l'élection présidentielle de 1984, de la plupart de ses amis californiens, M. Reagan vient, en effet, de perdre coup sur

coup trois de ses plus proches collaborateurs. Fin novembre, c'était l'amiral Poindexter qui quittait son poste de conseiller pour les affaires de sécurité nationale à la suite de la découverte du détournement au profit de la guérilla antisandiniste des bénéfices des ventes d'armes à l'Iran.

À la fin de la semaine dernière, le porte-parole de la Maison Blanche, M. Larry Speakes, abandonnait à son tour son poste pour aller plus que tripler son salaire comme chargé des relations publiques d'une grosse firme de Wall Street.

Le dossier de l'Irangate

Ce retrait de la scène publique, annoncé depuis plusieurs mois, n'a absolument rien à voir avec la politique. Il n'en prive pas moins M. Reagan des talents de maître dans l'art d'éclaircir avec précision l'information.

La démission de M. Casey, enfin, enlève au président américain le dernier des membres de son entourage avec lequel il entretenait des liens d'amitié personnelle, et cela au moment même où des rumeurs insistantes parlent d'un prochain retrait de M. Richard Perle, secrétaire adjoint à la défense et incarnation de l'hostilité des néo-conservateurs au contrôle des armements.

Parallèlement, le dossier de l'Irangate continue d'épaissir jour après jour. Lundi, le Pentagone a partiellement démenti un article du *New York Times* selon lequel il aurait, dans l'espoir d'obtenir des renseignements militaires et un char soviétique capturé par l'armée iranienne, volontairement fermé les yeux depuis deux ans sur une tentative d'importantes ventes d'armes à Téhéran par des marchands privés.

La Maison Blanche a, quant à elle, confirmé que M. Reagan prenait régulièrement des notes personnelles sur ses activités et annoncé qu'il serait prêt à en communiquer des extraits pertinents s'il était prouvé qu'ils puissent faciliter les enquêtes en cours. Le nouveau porte-parole présidentiel, M. Marlin Fitzwater, avait déclaré dans un premier temps que la communication de ces notes serait contraire au respect de la vie privée de M. Reagan et de celle d'autres personnes qui y sont évoquées par le président.

B.G.

Prochaine visite de M. Shultz en Chine. — Le secrétaire d'État américain, M. George Shultz, se rendra en Chine du 1^{er} au 6 mars, a annoncé lundi 2 février le département d'État. Avant de rentrer à Washington le 8 mars, il fera des visites en Corée du Sud et au Japon. — (AFP.)

M. WILLIAM CASEY : pour le meilleur et pour le pire...

Dans sa jeunesse, ses amis l'appelaient « cyclone », tant l'effervescence qu'il avait alors mettait dans ses actes de vigueur et de détermination. Plus tard, dans les services secrets, dans les affaires et en politique, William Casey a déployé la même énergie sans toujours être très regardant sur les moyens. Ancien membre de l'équipe Nixon, il est mis ensuite au service de Ronald Reagan, pour le meilleur et pour le pire. De la même génération, les deux hommes étaient devenus des amis proches, sachant le prix des confidences à demi-mots et des silences.

New-Yorkais — de Long Island, la banlieue huppée de la métropole de la côte est. — William Casey, né en 1913, vient à peine de s'inscrire au barreau de New-York en 1938 que la guerre éclate, et il se retrouve à Londres, où il coordonne bientôt, aux côtés du colonel Bruce, les actions secrètes en Europe de l'OCC, l'ancêtre de la CIA. Comment le jeune avocat s'est-il embourbé dans le monde du renseignement ? Mystère.

Cette expérience d'homme de l'ombre lui sera utile plus tard. De retour aux États-Unis, après la guerre, il préfère pourtant exercer ses talents juridiques, qu'il déploie surtout dans le domaine du droit fiscal. Auteur prolifique d'ouvrages spécialisés, du genre Comment se procurer de l'argent pour faire de l'argent, il enseigne cette discipline pendant près de quinze ans à l'université de New-York. Ses affaires professionnelles et boursières lui permettent, dès cette époque, d'arrondir convenablement ses fortunes, ce qui lui vaudra par la suite quelques tracas avec le Congrès.

Retour aux sources

Ainsi, lorsque Richard Nixon, en février 1971, le nomme à la tête de la Commission fédérale des opérations de Bourse, l'impopulaire sénateur Proxmire (démocrate, Wisconsin) accuse Casey d'avoir « enfreint ». « Et une plus tôt, la législation sur les transactions boursières.

La *New York Times* se fait l'écho de soupçons analogues dans une autre affaire. Et l'on ne manquera pas de remarquer que, après sa désignation comme directeur de la CIA en décembre 1980, il est continué à suivre de près la gestion de son portefeuille boursier, enregistrant des gains substantiels. L'usage aurait voulu pourtant qu'il ait un tel niveau de responsabilité publiques il contie la gestion de ses intérêts à un blind trust, qui aurait veillé à faire prospérer le bien de son client en toute indépendance.

Chef de la campagne de Ronald Reagan en 1980, William Casey ne pouvait en récompense de ses mérites, qu'obtenir un poste de haut rang. La CIA

est, pour lui, en quelque sorte, un retour aux sources. Il y est « l'essence et l'âme » du président. Sa nomination intervient à un moment où les services de renseignement américains, affaiblis, discrédités par une série d'erreurs en Iran, au Vietnam, en Amérique centrale, ont besoin d'être repris en main.

Casey plaide pour une CIA opérant certes « dans le cadre de la loi », mais disposant d'une plus grande liberté de mouvement. Disposant d'un budget plus important, il développe les actions clandestines à l'étranger. Soucieux avant tout d'efficacité, il fait parfois peu de cas des réglementations. Le mariage secret des ports nicaraguayens, plus tard condamné par la Cour internationale de Justice de La Haye, lui vaut un rappel à l'ordre du Sénat, tenu dans l'ignorance de l'action.

L'avertissement ne sert pas de leçon. Paragageant la même obsession que Ronald Reagan du danger communiste en Amérique centrale, il engage de plus en plus la CIA sur le terrain, jusqu'à le compromettre dans des opérations douteuses, telle l'affaire du manuel de guerre destiné aux « contras », où est prévu l'assassinat des adversaires politiques. Rendu furieux à plusieurs reprises par les révélations de la presse — qu'il n'aime pas — il se met à l'œuvre à des en prisonniers la création d'une escouade spéciale du FBI chargée de traquer les auteurs de fuites.

L'hospitalisation soudaine de William Casey, le 15 décembre 1986, est une opération d'une tumeur au cerveau qui a été un événement important l'enquête sur le scandale du financement des « contras » par les bénéfices provenant des ventes secrètes d'armes à l'Iran. Dans ses premiers auditions, Casey avait reconnu que la CIA avait ouvert un compte en Suisse pour y accueillir les fonds venant de l'Iran. Tout en ayant eu au connaissance du détournement de ces fonds vers l'Amérique centrale, il avait admis avoir été informé du mécanisme un mois et demi avant que le post-scriptum soit révélé, le 26 novembre, par le ministre de la Justice, M. Meese.

Des indices montraient que le chef de la CIA, aveuglé par sa passion politique — en 1983, il avait prêté la victoire des « contras » pour la fin de l'armée, — avait permis à son organisation de couvrir, voire de faciliter, les agissements parallèles d'une sorte d'internationalisme anticommuniste. Une conduite qui, au fond, coïncide avec la volonté du président Reagan de soutenir de par le monde les guérillas anticommunistes et de faire de nouveau de la CIA un bras opérationnel de la politique étrangère américaine.

MANUEL LUCBERT.

M. ROBERT GATES : un professionnel respecté

Mince et les traits encore juvéniles, le nouveau directeur de la Central Intelligence Agency a conservé, à quarante-trois ans, un air d'étudiant sage qui sied mal au vieux roulier du renseignement qu'il est en fait.

Entré à la CIA à une époque — en 1968 — où l'agence n'était pas du tout populaire sur les campus, M. Robert Gates en était déjà, depuis le printemps dernier, directeur adjoint. Peut-être en serait-il resté là si le cancer n'avait pas rongé le cerveau de son prédécesseur, M. William Casey. Mais ce qui avait favorisé sa promotion il y a moins d'un an l'a aussi fait choisir aujourd'hui.

Spécialiste de l'histoire soviétique, presque aussi à l'aise en russe qu'en anglais et membre de la très puissante confrérie des experts du contrôle des armements, M. Gates a notamment été chargé de suivre pour son agence l'ensemble du dossier soviétique puis de superviser tout le département d'analyse des données qu'il a recueillies. Il est en ce sens un technicien à la compétence indiscutée.

L'homme de la situation

Ce diplomate, bien étranger au monde de l'action, est en même temps un partisan déclaré des opérations clandestines que son prédécesseur avait remises au goût du jour et qu'il considère comme « un instrument approprié de politique étrangère pour autant qu'elles sont décidées dans un contexte plus large ».

M. Gates a, de surcroît, travaillé au Conseil national de sécurité de 1974 à 1980, c'est-à-dire sous trois présidents différents, Richard Nixon, Gerald Ford et Jimmy Carter. De cette parenthèse à la Maison Blanche, il a gardé un parfum « bipartisan ».



d'autant plus prononcé qu'il a été un chef de cabinet très apprécié de M. Brzezinski, le conseiller de M. Carter pour les affaires de sécurité nationale.

Bien vu des républicains, et notamment des plus conservateurs d'entre eux, bien vu aussi des démocrates et respecté de tous, M. Gates était donc l'homme de la situation, aussi bien en mars dernier quand il a fallu remplacer un précédent directeur adjoint, M. John McVehon, qui désapprouvait le nouvel

activisme de la CIA, qui maintenant, où il fait à la Maison Blanche une transition à la fois indiscutable et sans rupture.

M. Robert Hunter, un ancien conseiller de politique étrangère de M. Mondale (le candidat démocrate à l'élection présidentielle de 1984), voit dans le nouveau patron du renseignement américain un homme qui « place la politique après le travail » et dont le Sénat confirmera la nomination sans difficulté. Les « ultras » du renseignement, s'ils ne sont pas ravis, se font visiblement une raison, et le parallèle s'impose, de ce point de vue, avec ce qui s'est passé, avant Noël, pour le Conseil national de sécurité.

Profondément impliqué dans l'Irangate et le détournement de fonds en faveur des contras, l'amiral Poindexter y avait, en effet, été remplacé par un homme de profil semblable, M. Carlucci, diplomate de carrière, haut fonctionnaire sous Richard Nixon, directeur adjoint de la CIA sous Jimmy Carter et numéro deux du Pentagone durant le premier mandat de M. Reagan.

La crise et l'arrivée d'une majorité démocrate au Sénat poussent ainsi sur le devant de la scène des professionnels, pondérés par fonction, et à mille lieux des militants de la révolution conservatrice que l'élection de M. Reagan avait, en 1981, propulsés aux commandes de l'État fédéral.

BERNARD GUETTA.

Afrique

CENTRAFRIQUE : le procès de Bokassa

MM. Dacko et Maidou confirment avoir fait appel à Paris pour renverser l'ancien empereur

Bangui (AFP). — La vingt-huitième audience du procès de Bokassa, commencé en novembre à Bangui, a été marquée, lundi 2 février, par les dépositions de MM. David Dacko, ancien président de la République, et Henri Maidou, ancien premier ministre. Celui-ci, qui était en fonction en janvier 1979, époque du massacre de plusieurs dizaines d'écoliers, a confirmé que « le gouvernement qu'il représentait avait fait appel à la France pour détenir l'accusé, pour mettre un terme à ces abus ».

« Nous avons dû faire appel à la France, car aucun coup d'État n'était possible de l'intérieur du fait de l'existence d'un service de renseignement personnel de Bokassa, auquel il consacrait 15 millions de francs CFA (300 000 F), a-t-il expliqué.

Pour part, M. Dacko, qui succéda à Bokassa après sa chute, a expliqué que, à l'époque des faits, « tous les pouvoirs étaient entre les mains » de l'ex-empereur.

« Aucun ministre n'avait d'autorité sur son département, aucun ministre n'était associé aux décisions de l'empereur, nous recommandions la modération à Jean-Bedel Bokassa, mais il n'écouit personne », a dit M. Dacko, qui fut, de 1976 à 1979, le principal « conseiller politique » de l'ex-empereur. « Je me mettais à genoux devant lui, dit M. Dacko, pour l'empêcher de faire le pire, comme ce jour où il voulait faire bombarder certains quartiers de Bangui par l'aviation. (...) Mais le vie de l'État était bloqué, les séances de travail au palais consistaient en de longues discussions stériles qui se poursuivaient jusqu'à des heures avancées de la nuit devant des bouteilles de whisky. Après le massacre des enfants de Bangui, dont j'ai été le premier à annoncer la mort à l'ancien premier ministre Henri Maidou, nous avons décidé de faire appel à l'extérieur pour mettre un terme à ces abus ».

TCHAD

N'Djamena considère toujours M. Goukouni Oueddeï comme un « otage » de Tripoli

Le gouvernement tchadien a estimé, le lundi 2 février, que le colonel Kadhaïf cherchait à faire « diversion » en laissant parler l'ancien président Goukouni Oueddeï, qu'il détient, selon N'Djamena, en « otage ».

Au cours d'un entretien, M. Goukouni Oueddeï avait déclaré dimanche (le Monde du 3 février) qu'il était « libre de contacter n'importe qui et de s'entretenir avec n'importe qui » et qu'il pouvait « à tout moment quitter la Libye et prendre contact avec des émissaires » du président Hissène Habré en vue de rechercher les moyens de rétablir la paix. Il avait également attribué à un « malentendu » la confrontation entre ses partisans et les Libyens.

Interrogé par l'AFP, le secrétaire d'État tchadien chargé de l'information et de l'orientation, M. Moumine Tugot Kadhaïf, a affirmé que le colonel Kadhaïf était « empêtré » au Tchad, aussi bien militairement que diplomatiquement, et que les déclarations de M. Goukouni Oueddeï

entraînaient dans le cadre de la « campagne de diversion pour gagner du temps en faisant croire qu'il s'agit d'un conflit tchado-libyen et non d'une guerre libyo-tchadienne ».

M. Moumine Tugot a jugé que, pour l'ancien président tchadien, ces déclarations étaient « un moyen de faire savoir qu'il était en bonne santé ». « Goukouni est un otage, et il le sait. Comme il est courageux, il a tenu de dire ce qu'il pouvait, mais cela fait aussi le jeu de Kadhaïf », a ajouté le secrétaire d'État.

Sur le plan militaire, l'aviation libyenne continue à effectuer des bombardements à haute altitude, donc relativement imprécis, dans le nord du pays. Elle a ainsi attaqué lundi la localité de Zouar, ce qu'elle fait presque quotidiennement, et, pour la première fois depuis plusieurs semaines, celle de Wour. Selon l'état-major tchadien, un blindé libyen a sauté sur une mine blindée dans la région de Zouar et un hélicoptère libyen a été abattu le même jour à Zouar.

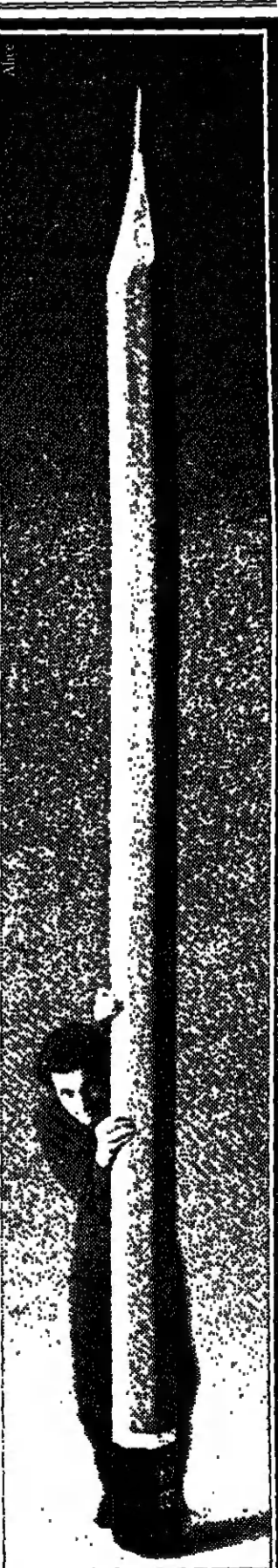
Avec la médiation de l'Eglise

Libération du colonel détenu par la guérilla salvadorienne

La guérilla a remis en liberté, lundi, le colonel Avalos, qu'elle retenait prisonnier depuis quinze mois, en échange de la libération par les autorités salvadoriennes de cinquante-sept guérilleros. L'échange a été réalisé grâce à la médiation de l'Eglise catholique.

Le colonel a été remis en liberté à Perquin, à 200 kilomètres au nord-est de la capitale en présence de l'archevêque de San-Salvador, Mgr Arturo Rivera y Damas, et de plusieurs membres de la Croix-Rouge internationale, alors que l'évêque auxiliaire de la capitale, Mgr Gregorio Ross Chavez, se rendait dans des prisons de San-Salvador pour assister à la libération des cinquante-sept prisonniers (dont sept femmes).

Dans des déclarations faites à la radio du FMLN, Radio-Venceremos, avant sa libération, le colonel Avalos avait qualifié d'« expérience utile » sa détention. — (AFP.)



Psychanalyse de la bande dessinée
Par Serge Tisseron
Que se passe-t-il lorsque nous lisons une bande dessinée et que rencontrons-nous de nous-même ?
Collection "Vies nouvelles en psychanalyse" dirigée par Jean Laplanche. 226 pages - 90 F.
LES LIVRES DES PUF QUESTIONNENT LE MONDE

صكزا من الاصل

سكننا من الاصل

4 Le Monde • Mercredi 4 février 1987 •••

LA LIBERTÉ DES PRIX, ÇA SE MAÎTRISE.

EN FÉVRIER

-10% SUR LE BOEUF*

Chez Carrefour, la viande est bonne, tendre, savoureuse et abordable. Ça, ce n'est pas nouveau. Et maintenant que les prix sont libres, que va-t-il se passer ? Vont-ils monter ? Non, chez Carrefour, la liberté des prix se maîtrise à la baisse. Résultat : -10% sur toute la viande de bœuf pendant tout le mois de février. Pour vous, Carrefour maîtrise la liberté des prix. Et ce n'est pas fini.

* Les prix baissent de 10% sur toute la viande de bœuf par rapport aux prix les plus bas pratiqués en janvier.



Carrefour ◀ ▶

Asie

PHILIPPINES : vote massif en faveur de la nouvelle Constitution M^{me} Aquino remporte un triomphe personnel

MANILLE
de notre envoyé spécial

Les premiers résultats du référendum constitutionnel du 2 février indiquent sans équivoque qu'une large majorité de Philippines ont voulu confirmer le mandat de M^{me} Aquino et donner à son gouvernement la force légale et morale pour agir. En milieu de journée, ce mardi, alors que pratiquement 30 % des votes ont été décomptés, les « oui » à la Constitution, à laquelle M^{me} Aquino a clairement associé son nom, dépassaient une majorité de 80 %. Même si les résultats définitifs, qui seront connus mercredi, peuvent être légèrement moins favorables, la tendance semble irrévocable : les votes en faveur de la Constitution représenteront entre 70 % et 80 % des suffrages exprimés.

Si la campagne pour ce référendum a été dans l'ensemble assez calme et peu mobilisatrice, lorsqu'il s'est agi d'exprimer leurs opinions, les Philippines ont répondu massivement. Le taux de participation à ce référendum a été particulièrement élevé : 90 % de vingt-cinq millions d'inscrits se sont rendus aux bureaux de vote. Contrairement à la crainte qui régnait à la veille du scrutin, celui-ci s'est déroulé dans le calme. A l'exception de quelques incidents sans gravité à Manille (trois explosions dans la nuit de dimanche à lundi) mais meurtriers à Mindanao (la Nouvelle Armée du peuple -

communiste - ayant attaqué des bureaux de vote, causant la mort de neuf personnes), cette consultation populaire a été l'une des plus paisibles que les Philippines aient connues depuis longtemps.

Ce vote exprime un rejet pacifique de l'extrémisme (de droite comme de gauche). Il révèle aussi une certaine lassitude de l'instabilité chronique qui règne aux Philippines depuis l'été. Alors que la vie politique avait en tendance à se polariser entre la droite et la gauche, cette consultation témoigne de l'extension du centre modéré. Il est vraisemblable que ce centre se fragmentera à nouveau pour les élections législatives, prévues au mois de mai. En fait, beaucoup ont voté en faveur de la Constitution avec l'idée que la restauration du cadre constitutionnel permettra la tenue d'élections qui apparemment tout le monde souhaite. C'est particulièrement vrai en province, où la situation est devenue chaotique depuis que des administrateurs nommés par le gouvernement ont remplacé les anciens élus locaux.

Une armée hostile

S'il existe une demande de stabilisation chez la plupart des Philippines, celle-ci ne fait pas disparaître les facteurs qui pèsent en sens contraire. L'un des risques les plus évidents de troubles vient, comme

les incidents de ces dernières semaines le prouvent, des militaires. La « Jeune Armée » Aquino est sans armée. Ou plus exactement elle a affaire à une armée qui lui est hostile. Bien que la hiérarchie militaire se soit prononcée en faveur de la Constitution, le « non » a largement prévalu parmi les soldats.

Toutefois, les militaires devront tenir compte d'un vote qui tend à les isoler dans leur opposition au gouvernement, et M^{me} Aquino est aujourd'hui en meilleure position pour tenter de rétablir la suprématie du pouvoir civil sur l'armée.

On pourra, en fait, très rapidement évaluer l'état du rapport de forces entre le gouvernement et les militaires. La prochaine échéance est l'expiration du cessez-le-feu avec les communistes, le 8 février. Ces derniers se sont retirés des négociations avec le gouvernement à la suite de l'incident de Mindanao (seize manifestants avaient été tués par l'armée le 22 janvier). Les militaires semblent opposés à une reprise du dialogue avec les communistes, que soutiennent en revanche le gouvernement. Ils estiment en effet que les communistes ont déjà tiré suffisamment avantage de ce cessez-le-feu, et ils sont partisans de solutions énergiques. Sur le terrain, dans des régions comme Batuan par exemple, proche de Manille, où la NPA est active, l'armée a renforcé ses positions et semble prête à en « découper » avec les insurgés.

PHILIPPE PONS.

En grattant le vernis chinois...

(Suite de la première page.)

Une ville engagée sur une voie à peine différente de celles des autres pays d'Asie en cours d'industrialisation rapide : les longues jupes fendues à mi-cuisse des serveuses d'hôtel ; l'accent américain du personnel ; le « club disco » avec orchestre. Le silence règne sur les entrelacs de boulevards périphériques : l'usage du klaxon, dont l'abus, judicieux, confie à la circulation une allure de foire paysanne, a été interdit. Idem pour les directives

national, affirme même, non sans condescendance, qu'il a fallu interdire aux passagers de fumer sur les vols intérieurs en raison du nombre de passagers les empruntant pour la première fois : « Ils risqueraient de mettre le feu en ignorant les consignes de sécurité ». De fait, l'un d'eux s'est empressé d'allumer une cigarette dès qu'il a posé le pied sur l'aire de l'aéroport.

Dans les rues du vieux Pékin encore préservé de la fièvre du gratta-ciel - la plus grande partie

dizaines de cartouches une livraison de cigarettes américaines dans le Magasin de l'amitié, autres réservés aux diplomates et visiteurs étrangers...

Déambulant dans les rues où passe rarement le banquier occidental en voyage d'affaires donne l'impression que la bouffée d'oxygène apportée par le régime à l'économie est loin d'avoir profité à l'ensemble de la population autant, et de façon aussi systématique, qu'on le prétend en haut lieu. Le côté improvisé et artificiel du nouveau Pékin n'en ressort que davantage. Le chauffeur de taxi pilote, certes, une berline du dernier cri, mais il est à tel point nouveau dans le métier qu'il faut, le plus souvent, lui expliquer longuement la route à suivre. L'interdiction de croquer dans les lieux publics n'empêche guère les Pékinois de se livrer à ce sport national en catimini, après un coup d'œil furtif pour s'assurer que le policier tourne le dos.

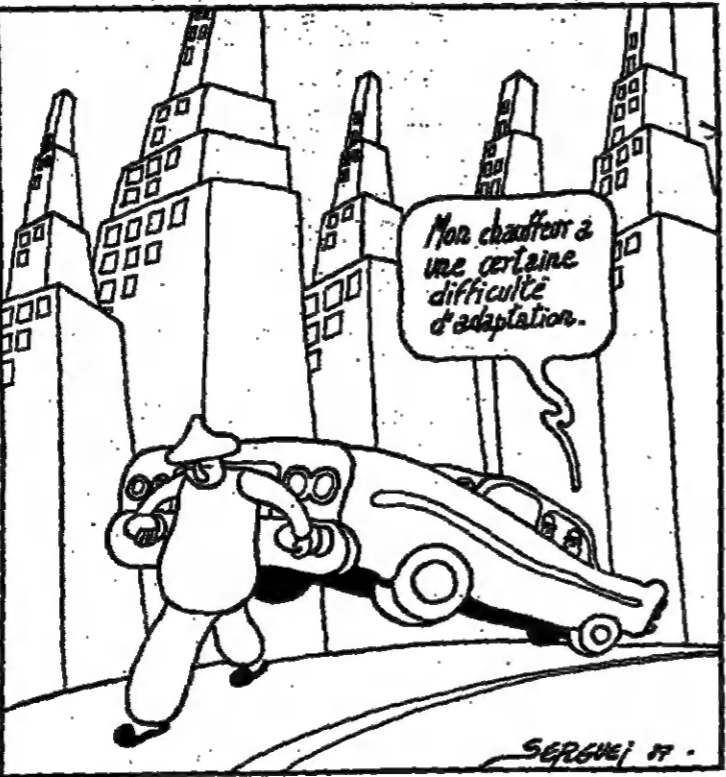
Le moulin à rumeurs

Le vernis de la modernisation économique mettra du temps à « prendre ». Celui de la modernisation politique encore plus, à en juger par l'atmosphère qui règne à Pékin depuis l'ouverture de la crise la plus grave depuis l'arrestation de Jiang Qing, la veuve de Mao, et de ses compagnons de la « bande des quatre », en octobre 1976.

Le moulin à rumeurs du Pékin des temps de crise s'est à nouveau mis à tourner à son allure folle qu'alimente le silence des porte-parole officiels. Les questions simples des étrangers - journalistes ou diplomates - attirent des réponses officielles sibyllines : « M. Hu Yaobang [le chef limogé du parti] est-il toujours secrétaire général ? » M. Hu Yaobang [son successeur] l'a-t-il remplacé ? M. Hu Yaobang est-il épais... ? Jusqu'à ce que l'« épaissement » de l'intérêt se traduise par une « démission ». Les observateurs en sont réduits, dans ces moments, à surveiller les programmes de visite des personnalités communistes étrangères de passage, dans l'espoir qu'un report de rendez-vous, qu'un déplacement touristique imprévu, fournisse un indice sur l'état de santé, politique cette fois, du chef du plus grand parti communiste du monde.

Les quelques journalistes qui ont pu se rendre dans les universités après la poussée de fibre contestatrice ont été à même de vérifier que l'opacité du monde politique chinois demeure intacte dès que s'y mêlent les grands enjeux. Nul n'a pu recueillir les confidences des contestataires qui brillaient, début janvier, les organes de la presse officielle. A Pékin, l'heure de la « transparence » communiste n'a pas encore sonné.

FRANCIS DERON.



autrefois hurlées dans un mégaphone par l'agent de police aux carrefours. Dans les grandes rues commerçantes, nombre de boutiques ont adopté la tactique du ravalement rapide : comme au Maxim's, on a plaqué une façade cinquante sur le vieux ciment sale et craquelé des années 50, et on a surmonté le tout d'un néon tape-à-l'œil.

Des options auxquelles semblait tenir le régime s'affrôlent : à l'aéroport de Canton, par exemple, la première vision qu'aura le « compatriote » chinois de Hong-kong en visite sera la graphie simplifiée mise au point par les communistes, mais dans sa forme ancienne, encore utilisée dans le reste du monde par les Chinois d'outre-mer.

Une grogne mal dissimulée

Certes, ces images de la nouvelle « nouvelle Chine » ne relient pas toutes de la mise en scène. Le nombre de passagers visiblement originaires du monde rural sur un avion des lignes intérieures en témoigne. L'hôtesse, qui ne se maquille qu'une fois le vol parvenu sur un parcours inter-

de la capitale, fort heureusement pour les amoureux de cette ville jadis magique, - les retombées modestes de l'ouverture économique sont visibles partout. Boutiques plus coquettes, propreté nouvelle, acheteurs sérieux se pressant aux rayons où se bousculaient surtout les curieux, petits marchés privés et surtout, dans l'ensemble, une satisfaction évidente. « On vit mille fois mieux maintenant », disent les Chinois en énumérant les améliorations sur les étalages ou en pointant le doigt en direction des grues incombables sur les chantiers.

Mais il y a le prix, source du mécontentement ou, du moins, de la grogne mal dissimulée, de ceux qui ne font pas partie de la nouvelle Chine, celle des affaires plus ou moins combinardes. « Les loyers sont exorbitants dans ces nouveaux immeubles », dit Pan. De toute évidence, ce marché de la consommation est destiné en priorité aux débrouillards. A ce quinquagénaire bien mis qui achetait, l'autre jour, en prévision du nouvel an traditionnel pas moins de quatre instruments musicaux au prix équivalant à deux semaines de travail d'un ouvrier, ou aux parents de ces jeunes privilégiés qui s'arrachaient par

Proche-Orient

Selon le département d'Etat américain

Les Iraniens ont reculé légèrement sur le front de Bassorah

Les contre-attaques lancées par l'Irak au cours du week-end sur le front sud de la guerre du Golfe ont contraint les Iraniens à reculer légèrement des positions qu'ils occupent près de Bassorah, a annoncé lundi 2 février le porte-parole du département d'Etat, M. Charles Rodman. Il a cependant indiqué que les combats continuaient « de faire rage » et qu'il n'y avait pas eu de « percée d'un côté comme de l'autre ».

Dimanche, le président irakien Saddam Hussein avait affirmé que les derniers contre-attaques de ses forces avaient permis de « briser l'épine dorsale » de l'offensive kurde à Bassorah.

Nouveau missile irakien sur Bagdad

L'Irak, qui a de nouveau appelé sa population à construire des abris antiaériens, a affirmé que son aviation avait attaqué des objectifs militaires et économiques à Al-Amarah, à 160 kilomètres au nord de Bassorah. Al-Amarah se trouve sur la route principale qui relie Bassorah à Bagdad. De source diplomatique, on estime que Téhéran pourrait essayer de la couper pour isoler le sud de l'Irak.

Un missile sol-sol irakien, le huitième tiré sur Bagdad depuis le

début de l'année, s'est écrasé ce mardi 3 février aux premières heures de la journée sur la capitale irakienne. La déflagration a été entendue dans un rayon de plusieurs kilomètres, et une énorme colonne de fumée s'est aussitôt élevée au-dessus du point d'impact. - (Reuters.)

Se jugeant insulté par un journal iranien

Le colonel Kadhafi renonce à ses efforts de médiation entre Bagdad et Téhéran

Le colonel Kadhafi a renoncé à ses efforts de médiation entre l'Irak et l'Iran à la suite de commentaires de la presse iranienne qu'il considérait comme insultants. Le dirigeant libyen, dont le pays est le principal allié arabe de Téhéran, avec la Syrie, avait qualifié la guerre d'« absurde » la semaine dernière, et précéda la mise en place d'une force tampon islamique composée de soldats algériens, indonésiens et nigériens.

La publication de ses propos par un journal koweïtien lui a valu une réplique cinglante du journal de Téhéran, Ettelaat, qui a tourné en dérision « ceux qui présentent la poursuite de la guerre comme une folie, alors qu'ils sont eux-mêmes accusés de posséder cette qualité ». L'agence libyenne Jana affirme que cette réaction iranienne constitue une insulte « qui ressemble à une déclaration de guerre ». Par conséquent, le dirigeant de la grande révolution de septembre [Kadhafi] annonce le retrait de son initiative de paix dans la guerre du Golfe. - (Reuters.)

UN EGYPTIEN DANS LE PARIS DE 1830

Comment peut-on être Parisien en 1830 ? L'écrivain égyptien Tahawi a vécu sur les bords de Seine il y a cent soixante ans. Regard étiré sur les habitudes de la table française... Plume naïve - ou ironique - pour dépeindre les mœurs « libres » des femmes... Accents admiratifs pour décrire les jardins et les somptueux monuments de la cité, accents passionnés pour vanter les mérites du système éducatif... Le reportage savoureux d'une étonnante actualité, est illustré par des photos du Paris du XIX^e siècle. Dans le numéro 2 d'ARABIES, le mensuel du monde arabe et de la francophonie, en vente en kiosques et dans les librairies.

Washington affirme qu'aucune opération n'est envisagée pour libérer les otages du Liban


Le Pentagone a laissé entendre, lundi 2 février, qu'aucune opération de reprises ou de libération d'otages au Liban n'était envisagée, malgré le renforcement de la présence militaire de la marine américaine en Méditerranée orientale. On souligne au Pentagone que les mouvements de navires vers la Méditerranée orientale représentent des mesures de précaution en raison de la situation explosive dans cette région, et ne constituent pas un prétexte à quelque opération militaire. Le ministre italien des affaires étrangères,

M. Giulio Andreotti, a déclaré pour sa part lundi, à l'issue d'un entretien avec le président Ronald Reagan, qu'il n'avait pas « le sentiment qu'une solution militaire » était envisagée par Washington pour résoudre la crise des otages au Liban.

Le renforcement de la présence de la marine américaine en Méditerranée orientale est cependant réelle. Selon des sources informées au département de la défense, le porte-avions Kennedy, après une escale à Malaga pendant le week-end, est parti rejoindre un autre porte-avions, le Nimitz, en Méditerranée orientale, alors qu'il aurait dû normalement rentrer aux Etats-Unis. Le Kennedy devrait faire escale à Haifa, en Israël, vers la fin de la semaine. Le Pentagone a doublé de mille neuf cents à trois mille huit cents, le nombre de « marines » embarqués à bord d'unités de la VI^e flotte. Quelque mille neuf cents « marines » qui devaient rentrer à Rosa (Espagne), où sont arrivés récemment ceux qui devaient les remplacer, ont été maintenus en Méditerranée orientale. - (AFP.)

● Israël : la grève de la faim de M. Vanunu. - M. Mordokhai Vanunu, technicien israélien d'espionnage et de haute traïson, en grève de la faim depuis vingt-neuf jours, est nourri par injections intraveineuses, selon la direction de la prison où il est détenu. Sa vie n'est nullement en danger, mais il s'est considérablement affaibli, indiquent-ils. Inculpé pour avoir vendu des secrets nucléaires de son pays à la presse britannique, M. Vanunu a commencé sa grève de la faim le 4 janvier dernier, pour protester notamment contre les conditions de sa capture à l'étranger. - (AFP.)

CHRISTIANE
Desroches Noblecourt
La femme au temps des Pharaons



JEAN D'ORMESSON
de l'Académie française
Le Figaro Magazine

318 pages, 139 F.

“Un livre original et savant”

Stock / Laurence Pernoud

سكان العالم

سكنا من الاصل

Politique

M. Marchais répond aux « rénovateurs »

« Nous n'avons exclu personne »
Invité, le lundi 2 février, de l'émission « Face au public » sur France Inter, M. Georges Marchais, secrétaire général du PCF, a donné son sentiment sur la réunion de trente-cinq responsables « rénovateurs » qui s'était déroulée, le samedi précédent, à Paris (le Monde du 3 février). Ces communistes critiques ont décidé, après les démissions de MM. Claude Poperon et Marcel Rigout, de « rénovateurs » qui s'était déroulée, le samedi précédent, à Paris (le Monde du 3 février). Ces communistes critiques ont décidé, après les démissions de MM. Claude Poperon et Marcel Rigout, de « rénovateurs » qui s'était déroulée, le samedi précédent, à Paris (le Monde du 3 février).

(Suite de la première page.)
Comment, en effet, ne pas juger aujourd'hui plus sévèrement l'incapacité de M. Mitterrand à préserver une majorité ? Comment ne pas être plus circonspect sur ses possibilités d'un prompt retour en force ? L'idée reçue à laquelle quelques socialistes ont adhéré dans l'enthousiasme de leur belle défaite était qu'ayant fait la preuve de leur capacité de gestion, ils étaient assurés de revenir rapidement aux affaires, après que l'opinion eût été éduquée par une nouvelle expérience de droite. Or la norme occidentale est désormais la réflexion, non la défaite. Et le reflux de la droite, aujourd'hui (limité à M. Chirac), n'est pas synonyme de regain de la gauche, ne serait-ce que parce qu'il existe, à droite précisément, une solution de rechange, un recours, en la personne de M. Barre.

Le centre : potion magique ?

d'être un président. M. Chirac a un an devant lui pour se refaire une santé, et tirer parti de cette fluidité. Après tout, les Allemands ne se faisaient guère d'illusions sur M. Kohl. Les Français, sans en nourrir davantage sur M. Chirac, pourraient donc s'en accommoder, ou s'y résigner, pour sept ans... Mais il ne suffit pas nécessairement de sortir du piège des réformes de société pour se concilier un pays : M. Fabius l'a mesuré à ses dépens. Il ne suffit pas non plus de prendre et d'occuper le pouvoir : le problème est de l'exercer. Or, depuis 1974, personne n'a vraiment, en France, trouvé cette recette miracle qui entraîne dans l'opinion un jugement globalement positif sur l'exercice du pouvoir. D'où l'idée qu'il faut gouverner au centre. Et avec le centre.

Chirac-obscure
Au centre : chez nos voisins, comme d'ailleurs aux Etats-Unis, l'une des conditions de la gouvernabilité a été un rapide recentrage de l'action gouvernementale, une modification de celle-ci, voire... une pause (le « libéralisme » de M. Reagan ne ressemble plus guère au modèle dont nos chers libéraux voudraient continuer à s'inspirer). Avec le centre : les socialistes et la droite ont pu rapidement constater qu'en France il était nécessaire mais insuffisant de recueillir les faveurs d'une majorité relative d'électeurs, et qu'il faut donc tenter de rassembler « deux Français sur trois » (M. Giscard d'Estaing) ou « trois Français sur cinq » (M. Bérégovoy). C'est alors que le clair-obscur devient la dominante du paysage politique. Car autant les grandes lignes d'un gouvernement au centre peuvent être clairement perçues, autant les voies d'un gouver-

nement avec le centre paraissent obscures, pour ne pas dire impénétrables. La recherche d'un point d'équilibre passe naturellement par l'abandon d'une vision manichéenne de la société, celle-là même dont nous ont gratifiés successivement la gauche première manière (faire payer les riches, casser la FNSEA, etc.) et la droite (exempter les grandes fortunes, casser la FEN, etc.) ; elle nécessite autre chose qu'une gestion électorale de quelques clientèles. Elle justifie l'abandon d'une spécialité nationale : défaire ou tenter de défaire ce que les autres ont fait ; tricoter et détricoter la France au gré des alternances... Stabiliser le cadre général de l'action économique, la règle du jeu, et donner une traduction concrète aux zones de consensus qui existent, et s'élargissent, dans l'opinion ne signifierait pas faire cesser tout combat entre une droite et une gauche, mais permettrait le traitement de quelques grands problèmes. Après tout, des hommes tels que MM. Barre et Delebarre, pour ne citer que ces deux-là, ne sont pas éloignés d'une telle démarche. Autre chose serait d'obtenir qu'ils gouvernent un jour ensemble.

En Nouvelle-Calédonie

Le FLNKS réactive son « gouvernement provisoire »

Le ministre des départements et territoires d'outre-mer, M. Bernard Pons, est arrivé, le mardi 3 février, en Nouvelle-Calédonie, où il doit notamment poursuivre ses consultations préparatoires au référendum d'autodétermination prévu l'été prochain dans le territoire. Au cours de la « convention » qu'il a tenue pendant le week-end à Arama, au nord-est de Nouméa, le FLNKS a décidé de réactiver sa position définitive qu'au terme du débat parlementaire qui aura lieu sur le projet de loi devant fixer la composition du corps électoral. Dans une interview publiée samedi par le Matin, le président du mouvement indépendantiste, M. Jean-Marie Tjibou, affirmait toutefois : « A partir du moment où il a été décidé de présenter le projet de loi dont on sait déjà qu'il ne tient aucun compte de notre revendication, c'est que le gouvernement a fait son choix. Il devra en assumer

les responsabilités (...). Il prépare certainement l'épreuve de force. Quant à nous, nous subirons et organiserons une résistance passive, avec probablement un boycott de discussions. Mais je veux croire qu'il reste une chance pour sortir de l'impasse. » Dans l'immédiat, le FLNKS a annoncé, outre la « rémobilitation » et la « reprise en main des groupes de pression et des comités de lutte », une réactivation de son « gouvernement provisoire », formé en décembre 1984. Trois nouveaux « ministres » ont été nommés : MM. Aymard Bouznique, chargé de la sécurité et de l'information ; M. Nino Wea, chargé des finances, et M. Luc Tutugoro, chargé de l'économie et du développement. La convention d'Arama a été également consacrée à la préparation du dossier qui sera présenté prochainement au comité de décolonisation des Nations unies, dans lequel figureront les grandes lignes d'une « Constitution de Kanaky ». En outre, une « plate-forme de discussions » sera proposée aux partis indépendantistes qui n'appartiennent pas au FLNKS.

M. Chirac installe la mission de commémoration de 1789

Ce fut une belle réunion interministérielle et de collaborationniste en diable. Six ministres ou secrétaires d'Etat autour du premier ministre, M. Jacques Chirac, et du premier des ministres, M. Edouard Balladur. Et de M. Michel Baroin, bien sûr, officiellement installé le lundi 2 février dans ses fonctions de président de la mission de célébration du bicentenaire de la Révolution française et de la Déclaration des droits de l'homme et du citoyen. Dans la salle, parmi les membres des divers comités qui ont préparé la mission, tout ce que l'Elysée pouvait déléguer d'yeux et d'oreilles spécialisés ; M^{me} Georgette Elgey, historienne et archiviste du chef de l'Etat, M. Jean-Michel Gaillard, historien et conseiller technique à l'Elysée, et M. Claude Manceon, historien de la Révolution et chargé de mission auprès de M. Mitterrand. 1987 n'est-elle pas du reste l'année de toutes les célébrations, puisque M. Baroin se met à l'œuvre « alors que débute l'année de la célébration du millénaire de l'élection d'Hugues Capet ? » M. Chirac, qui l'a fait remarquer, a sobriement renvoyé à un passé révolu la « guerre civile latente » qui n'est pas manifeste de susciter dans le passé une « approche militante et polémique » de deux événements. Nous n'en sommes plus là. Aujourd'hui, et demain, chacun commémorera le début de la Révolution (jusqu'à la Fête de la Fédération du 14 juillet 1790) et la Déclaration de 89, sans négliger les « autres traditions légitimes qui composent le patrimoine de la nation ». M. Chirac a émis un autre souhait : que la célébration du bicentenaire « permette de donner corps à la proposition de pédagogie des droits de l'homme. Celle-ci devrait devenir la règle dans toutes les

Cohabitations

écoles pour que les enfants venant de milieux très divers par leur degré de culture, par leur origine sociale et ethnique, puissent apprendre à parler ensemble et à constituer, pour le troisième millénaire, le germe d'une société vraiment humaine ». M. Baroin va se mettre à l'œuvre avec ses troupes : il l'a redit avec enthousiasme. Fête de la Fédération universelle à Paris le 14 juillet 1989 ; congrès « économique, spirituel et scientifique » le 5 mai 1989 pour définir « l'éthique par l'homme du troisième millénaire » ; tourbillon de fêtes, débats, colloques... rien ne manquera. Tout le monde sera mis à contribution. Le grand argentier leva un sourcil désemparé lorsqu'il fut question

La mort du sénateur Paul Bénard Un authentique Réunionnais

Le maire de Saint-Paul, M. Paul-Julius Bénard, sénateur apparenté RPR, est mort le lundi 1^{er} février d'une crise cardiaque à son domicile. Il était âgé de soixante-trois ans. Il sera remplacé au palais du Luxembourg par M. Paul Moreau, maire et conseiller général de Bras-Panon, directeur de la coopérative locale des producteurs de vanille. SAINT-DENIS-DE-LA-REUNION de notre correspondant Paul-Julius Bénard laissera l'image d'un authentique Réunionnais. Né d'une famille modeste, à Saint-Paul, il avait conservé un profond attachement à ses racines terriennes, marquées du sceau de la colonie et de celui de la départementalisation. D'un caractère entier, préférant les formules à l'importation aux grands discours, il se définissait volontiers comme un « mangeur de riz », par opposition aux Européens mangeurs de pain. Cette classification lui valut d'ailleurs de solides inimitiés à droite, d'autant qu'il considérait avec une circonspection les thèses élabores dans les États-majors politiques « parisiens » qu'il abhorrait. Sa stature politique, Paul-Julius Bénard l'a forgée dès sa première élection à la mairie de Saint-Paul en 1965, au besoin en employant une méthode plutôt musclée face aux

Manifestation antisoviétique

A Nouméa, plus de mille cinq cents personnes ont empêché, lundi, l'escalade d'un paquebot de croisière soviétique qui se rendait de Port-Vial (Vanuatu) à Sydney (Australie). Parmi les passagers de l'Alexandre-Pouchkine, qui transportait surtout des touristes australiens, figurait aussi, en effet, un ambassadeur d'URSS venu au Vanuatu conclure avec les autorités locales un accord sur le pêche. Arborant des banderoles qui indiquaient : « Touristes, bienvenue », « Russes go home », ces manifestants, rassemblés à l'appel d'États du Rassemblement pour la Calédonie dans la République, ont harcelé la coque du navire de slogans anti-communistes et coupé plusieurs amarres. Le commandant du paquebot a alors donné l'ordre d'appareiller. A Paris, le député national du PS aux DOM-TOM, M. Robert Le Fol, député de Seine-et-Marne, a estimé, pour sa part, samedi 31 janvier, que « le refus du ministre de l'outre-mer de constituer à négocier avec le FLNKS relance la tension en Nouvelle-Calédonie, où aucune solution ne pourra être trouvée si l'on exclut une communauté ». De son côté, M. Georges Sarre, député socialiste de Paris, a souligné que « la volonté gouvernementale de rompre avec la politique foncière de restitution des terres aux résidents de droits fonciers communistes ne peut que favoriser la radicalisation des tensions intercommunautaires et compromettre par là même le fragile équilibre instauré par le gouvernement précédent ».

La Déclaration de 1789 revue et corrigée par trois jeunes Parisiens

Trois copains du collège privé Stanislas devenus trois jeunes étudiants de bonne famille se lancent à l'assaut de la Déclaration des droits de l'homme. Pas moins... Leur projet ? « Une déclaration pour le troisième millénaire », adaptée au progrès et au goût du jour, à sortir en manifeste lors de la célébration du bicentenaire de la Révolution française en 1989. Ils ont entre vingt et vingt-deux ans, se forment aux sciences politiques ou à la sociologie, habitent chez leurs parents, se font un peu d'argent dans des petits boufres et surtout se sont mis à leur tâche historique avec une grande méthode. Ils s'appellent Jean-Michel Barquin, président de l'Association pour la déclaration du 26 août 1989, Richard Senghor, dont le grand-oncle n'est autre que Leopold Senghor et François Baroin, fils de Michel. Mais son fils et les deux amis l'ont devancé... Quatre mois plus tôt, en juin 1985, ils créent leur association, avec deux préoccupations. La première, juridique, c'est que « le monde de demain, technique à outrance, nécessite des protections individuelles pour mettre le progrès au service de l'homme, et non l'inverse ». La deuxième, d'ordre éthique, est plus ambitieuse encore : « Si tous les pays sont aujourd'hui réunis grâce aux moyens de communication, aucune valeur morale ne

Le Monde sur minitel 10 ABONNEMENTS GRATUITS AU MONDE Jouez avec le Monde et gagnez votre abonnement. 3615 TAPÉZ LEMONDE

guide leur développement commun. La liberté et la paix doivent retrouver une forme nouvelle de référence universelle ». Il est temps. Dès octobre 1985, après une assemblée générale réunissant à Paris quatre-vingts jeunes adeptes, les trois amis d'enfance sont reçus à l'ONU, sur le thème des droits de l'homme. Un ambassadeur en retraite les a introduits auprès des autorités de l'ONU. Ces promoteurs d'un ramus-ménage « dans le marais des idées » s'opposent à « ces années 80 du rapisme triomphant et du mensuralisme au sens étroit ». Ils réunissent des commissions sur les grands sujets de l'heure - information, informatique, génétique, environnement, espace, etc. - se rencontrent ainsi chaque semaine chez l'un ou l'autre pour exposer, réfléchir, débattre et préciser les concepts du droit humaniste : identité et universalité. Ce droit à redéfinir n'est pas « un délice romantique » mais doit devenir un cadre juridique. Des femmes et des hommes de tous bords, souvers d'origine chrétienne, de la méthode et de l'enthousiasme : tels sont les ingrédients du cocktail-manifeste que prépare, au nom d'un nouvel humanisme, cette association « apolitique ». DANIELLE ROUARD.

a un A

(Publicité)

N'ayons pas peur de le reconnaître, c'est vrai.

Depuis 70 ans, nous avons (était-ce de la paresse, de la pudeur, de l'orgueil mal placé?) toujours laissé à nos produits le soin de parler de nous.

Mais (forcément, il y a un mais), 70 ans après, cela risque de devenir une véritable cacophonie, à cause du nombre de nos produits.

Aussi avons-nous décidé de faire une entorse à notre paresse(?), notre pudeur(?) et/ou notre orgueil mal placé(?) et de parler de nous. Ce que nous n'avons jamais, vous l'avez remarqué, voulu vraiment faire.

Par contre, Morgan Mc Mahon, auteur d'un excellent ouvrage paru à New York en 1958, sur l'histoire de la radio et de la télévision, a su très bien parler de nous.

«1918. Ralph Matthews et Karl Hassel, fabricants de matériel pour radio-amateurs, fondent Radio Labs (qui, en 1923, sera définitivement baptisé Zenith).

«1921. Zenith invente

radio alimentée par courant alternatif.

«1927. Zenith invente le «pushbutton tuning» (un sélecteur permettant d'obtenir directement une, parmi plusieurs, station radio présélectionnée).

«1934. Zenith invente le célèbre «Big Black Dial» (le système qui vous permet, aujourd'hui encore, de trouver n'importe quelle station de radio en tournant un simple bouton).

«1939. Zenith invente le W9X2V qui préfigure les futurs téléviseurs «tout électronique». (Voir 3 lignes ci-dessous).

«1940. Zenith invente la première station FM.

«1948. Zenith introduit sur le marché ses postes de télévision mis au point à partir du prototype W9X2V. (Voir 9 lignes ci-dessus). Depuis, un téléviseur sur trois fabriqué aux USA est un Zenith.

«1950. Fidèle à sa philosophie: ne produire que du matériel de pointe, Zenith est alors à

produits de très grande qualité. Ce qui se traduit pour Zenith (est-ce l'émotion qui nous fait soudain parler de nous?) par la volonté d'innover avec chaque ordinateur.

Ce qui se traduit (aujourd'hui) par une gamme ultra-complète de compatibles: du portable, le Z-181 doté d'un écran unique au monde, aux 16/32 bits les plus puissants de leur catégorie.

Ce qui se traduit (aujourd'hui) par un poids de 2 milliards de dollars, 33 000 collaborateurs, 24 usines et une présence dans 65 pays.

Ce qui se traduit (aujourd'hui) par la mise au point du programme «Campus». «Campus» a ravi, en leur permettant d'accéder à l'informatique de pointe, des milliers d'enseignants et étudiants.

Ce qui se traduit (aujourd'hui comme demain) par le désir d'aller plus encore dans l'innovation et la recherche.

Ce qui se traduit, depuis 1918, par la garantie de 70 ans d'expérience. De fiabilité. De succès.

Par 70 ans d'avance.

Depuis 70 ans, on a un peu négligé la publicité. Alors on se rattrape.

le «Station Call», l'un des piliers de la réussite des

expériences polaires de l'Amiral Donald B. McMillan. Zenith a fait figure de pionnier dans le domaine des transmissions à ondes courtes. Il crée une série d'appareils qui auront une influence mondiale sur ce type de transmissions.

«1924. Zenith invente la radio-portable (le fameux Trans-Océanic).

«1926. Zenith invente la

son zé... euh, son sommet». Voilà pour Morgan Mc Mahon. A nous maintenant.

Si de la radio à la télévision il y eut 24 longues années, de la télévision à l'informatique, il n'y en eut que 20...

En 1970 donc, nous nous lançons dans la micro-informatique avec pour principe comme le disait si bien Morgan McMahon, de fabriquer des

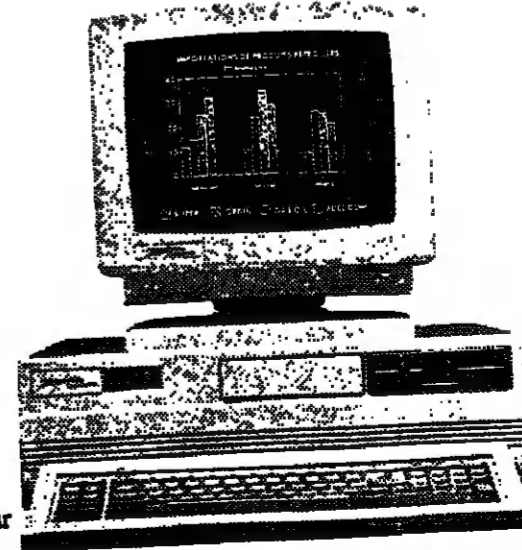
70 ans d'histoire. Ce qui se traduit enfin, ne jouons pas

aux modestes, par cette page d'histoire qui valait bien une page de publicité.

Zenith, 167-169, avenue Pablo Picasso, 92000 Nanterre, tél. (1) 47.78.16.03.

ZENITH data systems
SINCE 1918

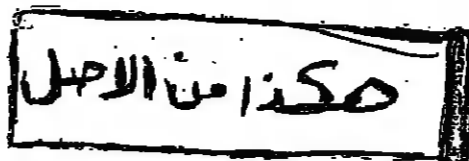
70 ANS D'AVANCE



Le ZW-248 compatible 80286 à 8 MHz 20 ou 40 Mo avec écran couleur haute résolution EGA.

FCB

هكذا من الاجل



Société

L'affaire du Carrefour du développement

Jeux, police et corruption à Rio

RIO-DE-JANEIRO
de notre correspondant

Le scandale du Carrefour du développement tient en coulisse un nouvel acteur : l'Elysée. Après s'être promené dans trois continents, du Brésil au Burundi, en passant par Paris et avoir mêlé poèmes et mafia corse, le principal « héros », accusé et accusateur, M. Yves Chailier met en cause la présidence de la République. Dans la note qu'il a publiée le 26 janvier, M. Chailier assure avoir reçu, alors qu'il se cachait, durant l'été 1986, à Rio de Janeiro, la visite d'un mystérieux émissaire élyséen.

Le rendez-vous, précisait-il, a eu lieu au café Maxim's, avenue Atlantica, sur Copacabana. Agé d'une cinquantaine d'années, inconnu de M. Chailier, l'homme qui lui montre un passeport au nom de Jean Garnier, né à Neuilly en 1933, se serait inquiété des futures révélations de M. Chailier. Après celles que l'ancien chef de cabinet de M. Nucci avait faites dans le rapport rédigé au Brésil — transmis par des voies originales à M. Michel Aurillac — et dans une interview organisée, au Paraguay, pour le *Figaro-Magazine*.

Bref, l'émissaire secret semble vouloir rassurer l'Elysée en prenant des assurances auprès de M. Chailier, à qui il aurait notamment confié : « La président n'a pas pu arrêter l'affaire ». « On n'a rien contre le fait que vous restiez au Brésil. A condition que vous vous teniez tranquille... », aurait encore dit le mystérieux envoyé spécial.

Le contrôleur général Jacques Delabois, désigné par M. Chailier comme son « manipulateur » au service du ministre de l'Intérieur, n'a pas manqué de tirer parti de cette déclaration. Cette rencontre ne suggère-t-elle pas une toute autre manipulation ? Et M. Delabois lors de la confrontation de jeudi dernier, de mêler ce fait et les liens supposés de M. Chailier avec la DGSE. Une façon de remplacer le tandem DST-ministère de l'Intérieur, mis en cause pour la remise à M. Chailier d'un « vrai-faux » passeport, par le tandem DGSE-Elysée...

Sonné par le juge d'expliquer la provenance de certains de ses revenus, M. Chailier a en effet assuré que 800 000 F correspondaient à des versements de la DGSE pour laquelle il aurait continué à travailler, tout en étant chef de cabinet du ministre de la coopération. Mais ni les enquêteurs, ni le juge d'instruction, ni le DGSE ne semblent croire un instant cette affirmation de M. Chailier.

Celui-ci a certes appartenu au SDECE, prédécesseur de la DGSE, de 1972 à 1974 ; il a eu évidemment des rapports avec ce service secret dans le cadre normal de ses fonctions auprès de M. Nucci, mais il n'était plus membre du service et n'avait aucune raison d'en recevoir un « traitement ».

Autrement dit, ces divers interlocuteurs suggèrent que, par l'affirmation fantaisiste de sa collaboration avec la DGSE, M. Chailier voudrait ainsi cacher certains des détournements de fonds qui lui sont imputables.

Un camarade de promotion

La DGSE écartée, reste l'Elysée. L'hypothèse immédiate est que cet émissaire, aussi imprudent que mystérieux, gravite autour de la cellule élyséenne, dirigée par le préfet Christian Prouteau, plutôt prompt à jouer les franc-tireurs. Hypothèse que viendrait conforter ce fait : le numéro deux de la cellule et son véritable animateur, le colonel Jean-Louis Esquivier, est un camarade de promotion de M. Chailier à Saint-Cyr. En 1964, au mariage de celui-ci, à Chârnay, il participait à la hâte d'honneur formé par ses amis officiers à la sortie de l'église.

C'est, pour l'heure, le seul recoupement. Mais, à l'Elysée — où il n'existe évidemment pas de dossier sur le nom de Jean Garnier — on se demande aussi, de ce côté, en ne lui opposant pas également le « secret défense »...

Le président de la République est fort courroucé de cette rumeur et s'est récemment, de vive voix, à M. Pasqua, N'a-t-il pas félicité M. Chailier, le 15 avril 1986, quand celui-ci est venu l'entretenir du scandale à venir ? N'a-t-il pas refusé la curieuse proposition que lui faisait celui-ci de prendre et de garder un « chèque » les archives du Carrefour du développement ?

GEORGES MARION
et EDWY PLENEL

associé avec Yves Navaro et un avocat brésilien. La presse a publié une photo de l'inscription de cette société au registre du commerce. On y lit que M. Campana avait la procuration d'Yves Navaro pour cet enregistrement et qu'il a présenté à cette occasion le « vrai-faux » passeport apporté par lui-même de Paris à l'ancien chef de cabinet.

Une enquête criminelle ?

Conclusion : non seulement l'ancien secrétaire de la police se serait rendu coupable d'« enrichissement illicite », mais il pourrait être poursuivi pour « usage de faux », pratique assimilable à une escroquerie et justiciable d'une peine de deux ans de prison. M. Nilo Batista a été dit pendant le week-end le procureur à suivre contre son prédécesseur. L'enquête sommaire ne suffisant plus, une enquête criminelle serait ouverte contre M. Campana, qui risque déjà d'être expulsé de la police si son enrichissement illicite est prouvé.

Depuis la semaine dernière, l'ancien chef de la police n'a plus reparu à son domicile. Il a démissionné le 29 janvier de son poste à la Cour des comptes. Et les bureaux de Terrarum sont fermés. Ils avaient été loués le 7 septembre 1986, pour trois ans, au prix de 46 000 cruzeiros (17 000 francs) par mois. Ils devaient servir à l'import-export de produits agricoles, minéraux et semi-industriels. Mais aucune opération de ce genre n'a été enregistrée par l'organisme brésilien qui centralise les données du commerce extérieur. La presse en conclut que Terrarum servait de couverture à d'autres opérations, ou bien que, si elle était vraiment destinée à l'import-export, c'était pour blanchir l'argent des jeux.

Après le départ du Brésil d'Yves Chailier, la participation de celui-ci dans la société est passée aux mains d'un autre Français, Jean-Michel Ruiz, qui est devenu l'associé majoritaire après une augmentation de capital. Ruiz, qui se présente comme commerçant et possède un visa de séjour permanent au Brésil, habite l'autre appartement que M. Campana possède à Copacabana. Le concubinage de son immeuble le décrit comme un homme de taille moyenne, au visage rouge et renfrogné, parlant mal le portugais, et affirme qu'il est parti sans laisser d'adresse dès que l'affaire a éclaté dans la presse. Le troisième associé, Glaucio Régis Jorge Ribeiro, est un avocat brésilien domicilié lui aussi à Copacabana et lui-même introuvable.

Lorsque Jules Fillipedu, alias Philippe Julien, avait commencé à faire parler de lui en novembre dernier, les journaux brésiliens l'avaient catalogué comme agent secret, affirmant que lui-même se présentait ainsi. Il en est de même, depuis quelques jours, avec Yves Navaro-Chailier. Celui-ci est dénoncé comme un « mafioso » et un « espion » : la thèse diffusée par des « hautes autorités parisiennes » — selon laquelle l'ancien chef de cabinet avait été chargé d'« espionner » l'industrie brésilienne d'armement — a été acceptée, ici, sans réserves. L'explication donnée est que la concurrence est vive en Afrique et au Proche-Orient entre les vendeurs d'armes des deux pays et qu'Yves Chailier était chargé de « s'infiltrer » dans les milieux spécialisés brésiliens pour donner des renseignements à Paris.

Les jeux et la corruption

En retraçant la carrière de M. Campana, les journaux ont donné des détails intéressants : quand celui-ci était commissaire de police à Copacabana, un scandale avait éclaté à la suite de la disparition, dans un coffre à sa garde, de bijoux qui avaient été confisqués. Devenu secrétaire de la police civile en 1983, M. Campana a été dénoncé, à plusieurs reprises, par des élus locaux pour ses liens avec le monde des jeux clandestins dont le pouvoir de corruption sur la police est de notoriété publique.

Un député de l'Assemblée législative locale, M. Alcides Fonseca, a présenté un témoignage montrant que M. Campana était intervenu personnellement en faveur de la mafia du vidéo-poker. Ce jeu, défini d'abord comme un jeu de hasard, dont la pratique est interdite au Brésil — a changé de catégorie, lorsque

M. Campana dirigeait la police, pour être assimilée à celui des machines à sous ordinaires. M. Delio Capitelli était alors responsable, à la police de Rio, du département des « divertissements publics » et du contrôle des machines à sous. C'est le même Capitelli qu'on retrouve à Paris, en juin 1985, en compagnie de M. Campana, l'un et l'autre invités par leurs collègues parisiens. Séjour qui fut suivi de l'introduction du vidéo-poker au Brésil.

Après avoir fait ces révélations, M. Alcides Fonseca, qui craint aujourd'hui pour sa vie, vient de demander la protection de la police fédérale. Des hommes armés occupant deux voitures sans plaque d'immatriculation, dit-il, ont rôdé autour de son domicile, vendredi dernier, et essayé de mettre la main sur lui.

Le scandale impliquant M. Campana éblouit celui qui était son patron direct, M. Leonel Brizola, gouverneur de Rio jusqu'en 15 mars prochain. Pendant plus de trois ans, M. Brizola a gardé à la tête de la police un homme dont les liens avec le monde des jeux semblaient bien connus, et il a fallu un redoublement de la violence criminelle, ainsi que la grogne de plusieurs commissaires se plaignant du manque de moyens et d'effectifs, pour que le gouverneur découvre à quel point la sécurité de son Etat était mal assurée et se sépare de celui qui en était le responsable. Il ne le connaissait pas quand il l'a nommé. Les journaux ont révélé que le gouverneur avait demandé à l'un de ses amis de lui proposer un nom pour occuper le poste et que celui de M. Campana avait surgi au cours d'une conversation dans un café...

CHARLES VANHECKE.

Le tremblement de terre d'El Asnam

Une lettre de M. Thierry Roussel

Après la publication dans le *Monde* du 21 janvier d'un article intitulé « L'exploitation financière du tremblement de terre d'El Asnam », M. Thierry Roussel, mis en cause dans cet article, nous a adressé le droit de réponse suivant :

1. — Je remarque que le créancier à qui vous faites allusion est celui qui a racheté une créance contestée bien après le dépôt de bilan de Bati-club pour justifier de ses actions dans cette affaire.

2. — Respectueux du droit à l'information objective, je refuse d'engager une quelconque polémique dans l'affaire actuellement soumise à l'autorité judiciaire.

3. — Le secret de l'instruction m'interdit toute révélation sur les éléments de l'information actuellement en cours, j'ai décidé d'engager, à l'encontre de tous ceux qui continueraient à me calomnier, des actions judiciaires. Les tribunaux saisis au sujet de la possibilité à l'égard de moi d'établir ma innocence et ma bonne foi.

4. — Je crois utile de rappeler que dès juillet 1985, c'est-à-dire plusieurs mois avant le début de cette affaire, j'ai porté plainte pour chantage et tentative d'extorsion de fonds contre M. Gianninaro qui sera jugé avec ses complices par le tribunal correctionnel de Paris en avril prochain.

MARC AMBROISE-RENDU.

Le fantôme de l'Elysée

Le contrôleur général Jacques Delabois, désigné par M. Chailier comme son « manipulateur » au service du ministre de l'Intérieur, n'a pas manqué de tirer parti de cette déclaration. Cette rencontre ne suggère-t-elle pas une toute autre manipulation ? Et M. Delabois lors de la confrontation de jeudi dernier, de mêler ce fait et les liens supposés de M. Chailier avec la DGSE. Une façon de remplacer le tandem DST-ministère de l'Intérieur, mis en cause pour la remise à M. Chailier d'un « vrai-faux » passeport, par le tandem DGSE-Elysée...

Sonné par le juge d'expliquer la provenance de certains de ses revenus, M. Chailier a en effet assuré que 800 000 F correspondaient à des versements de la DGSE pour laquelle il aurait continué à travailler, tout en étant chef de cabinet du ministre de la coopération. Mais ni les enquêteurs, ni le juge d'instruction, ni le DGSE ne semblent croire un instant cette affirmation de M. Chailier.

Celui-ci a certes appartenu au SDECE, prédécesseur de la DGSE, de 1972 à 1974 ; il a eu évidemment des rapports avec ce service secret dans le cadre normal de ses fonctions auprès de M. Nucci, mais il n'était plus membre du service et n'avait aucune raison d'en recevoir un « traitement ».

Autrement dit, ces divers interlocuteurs suggèrent que, par l'affirmation fantaisiste de sa collaboration avec la DGSE, M. Chailier voudrait ainsi cacher certains des détournements de fonds qui lui sont imputables.

Un camarade de promotion

La DGSE écartée, reste l'Elysée. L'hypothèse immédiate est que cet émissaire, aussi imprudent que mystérieux, gravite autour de la cellule élyséenne, dirigée par le préfet Christian Prouteau, plutôt prompt à jouer les franc-tireurs. Hypothèse que viendrait conforter ce fait : le numéro deux de la cellule et son véritable animateur, le colonel Jean-Louis Esquivier, est un camarade de promotion de M. Chailier à Saint-Cyr. En 1964, au mariage de celui-ci, à Chârnay, il participait à la hâte d'honneur formé par ses amis officiers à la sortie de l'église.

C'est, pour l'heure, le seul recoupement. Mais, à l'Elysée — où il n'existe évidemment pas de dossier sur le nom de Jean Garnier — on se demande aussi, de ce côté, en ne lui opposant pas également le « secret défense »...

Le président de la République est fort courroucé de cette rumeur et s'est récemment, de vive voix, à M. Pasqua, N'a-t-il pas félicité M. Chailier, le 15 avril 1986, quand celui-ci est venu l'entretenir du scandale à venir ? N'a-t-il pas refusé la curieuse proposition que lui faisait celui-ci de prendre et de garder un « chèque » les archives du Carrefour du développement ?

GEORGES MARION
et EDWY PLENEL

Deux grands projets lancés par le Conseil de Paris

La nouvelle rive droite

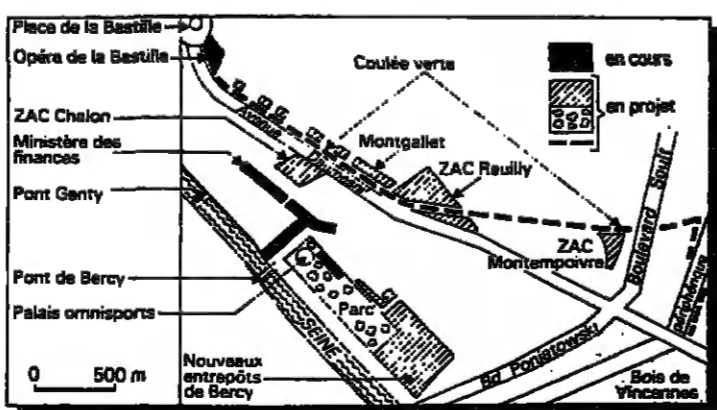
Au cours de leur séance du 2 février, les élus de Paris ont lancé la réalisation de la fameuse coulée verte et le réaménagement des anciens entrepôts viticoles de Bercy. Ces deux opérations, à la fois originales et ambitieuses, devraient donner un coup d'accélérateur à la mutation déjà amorcée du 12^e arrondissement.

Transformer en une promenade ombragée la vieille voie ferrée qui, sur 4 kilomètres, relie la place de la Bastille au bois de Vincennes, l'idée fut lancée par les élus socialistes il y a déjà dix ans. Depuis, tous les candidats aux élections, en 1977 comme en 1983, l'ont inscrite à leur programme. Les Parisiens l'ont adoptée et les associations n'ont cessé de la réclamer.

D'abord étonnés par cette innovation puis rebutés par les difficultés de sa réalisation, les services techniques n'ont mis aucun empressement, c'est un euphémisme, à la faire sortir des tiroirs. Mais, comme il fallait bien tenir une promesse électorale, la voie enfin qui s'ébauche.

En trois délibérations différentes, le Conseil de Paris a déterminé le tracé définitif de la coulée verte, il a choisi un parti d'aménagement et il a décidé d'acheter les tronçons encore détenus par la SNCF.

On a enfin compris que cette longue promenade plantée qui part de l'Opéra de la Bastille puis court tantôt en viaduc tamisé en tranchée à



travers le tissu urbain pouvait changer la vie de plusieurs quartiers.

Le long de son itinéraire, on va donc masquer des pignons rébarbatifs par des immeubles à la vue imprenable, aménager des petits squares, réveiller les boutiques qui dorment sous les arcades du viaduc, ordonner les futurs ensembles de logements de Bercy et de l'Îlot Montempoivre.

L'une des opérations les plus originales consistera à remplacer un triste remblai, longeant l'avenue Daumesnil, par un bâtiment de grande longueur sur les terrasses duquel défilera la coulée verte.

Les associations et les élus — qu'ils soient de droite ou de gauche — demandent encore maintes améliorations au projet présenté par l'administration municipale. La réa-

lisation de la coulée verte devra surmonter bien des obstacles. Elle coûtera cher (100 à 150 millions de francs) et ne sera pas achevée avant une demi-douzaine d'années. Mais, en triomphant du scepticisme des techniciens, le vote des élus semble l'avoir lancée sans esprit de retour.

Le second dossier enfin surgi des cartons est celui de l'aménagement des entrepôts viticoles de Bercy. Les conseillers ont décidé de créer, sur la totalité de ses 50 hectares, une ZAC (zone d'aménagement concerté) qui leur permettra de maîtriser l'ensemble de l'opération.

Celle-ci est également complexe et d'envergure. Autour d'un futur parc de 10 à 12 hectares, il s'agit d'édifier mille deux cents logements, de reloger dans des chalets historiques une trentaine de négociants, d'installer une Maison des vins de France, de construire 30 000 mètres carrés

de bureaux et, surtout, de créer sur 60 000 mètres carrés un Salon permanent de l'agro-alimentaire.

Cette espèce de Bourse, que les Anglo-Saxons appellent un *market*, fonctionne déjà à plusieurs exemplaires aux Etats-Unis et chez nos voisins européens.

Elle met en contact les entreprises d'une branche donnée (fabricants et importateurs) avec les acheteurs professionnels. Bercy deviendrait donc un grand marché de l'agro-alimentaire. L'étude du projet a été confiée à la société ZEUS (Zone d'évolution urbaine de la Seine), dont l'un des dirigeants est le promoteur Jean-Claude Aaron.

La coulée verte et la ZAC de Bercy ainsi décidées dans leur principe viennent compléter les grandes opérations publiques en cours ou programmées au sud-est de Paris : Opéra-Bastille, ministère des finances, préfecture de Paris, pont Genty, doublement du pont de Bercy. Dans l'épaisseur des quartiers, une dizaine de chantiers concernent des hôtels et plus de quatre mille logements sont également ouverts.

Au-delà du périphérique, la ville de Charenton entame elle aussi, sur 11 hectares, la rénovation de ses bords de Seine. Habitations, centre commercial, hôtel moderne, entrepôts, un quartier neuf va sortir de terre. De la Bastille au bois de Vincennes, c'est donc sur 400 hectares tout un pan de la capitale et de ses faubourgs qui se modernise : la nouvelle rive droite.

OFFICIERS MINISTÉRIELS VENTES PAR ADJUDICATION

Rubrique O.S.P. - 64, rue La Boétie, 45-63-12-66
Vente sur successeurs du décès au Palais de Justice de PARIS le Jeudi 12 Février 1987, à 14 heures - En un seul lot
APPARTEMENT à PARIS-10^e
3 pièces principales, loggia, cave, parking
48 à 50 bis, avenue de la République et 23 à 25 ter, rue Bichat
MISE A PRIX : 897 000 F
S'adr. pour renseignements à M^{rs} P. BELLIER, avocat à PARIS-10^e, 43, rue de Richelieu, tel. 42-96-23-32 et 42-96-03-74.

Vente après liquidation judiciaire au Palais de Justice de PARIS le Jeudi 12 Février 1987, à 14 heures
BATIMENT à SAINT-DENIS (93)
deux immeubles 67, avenue de Préfontaine-William
comp. rez-de-chaussée et un étage avec bâtiments annexes
MISE A PRIX : 400 000 F
S'adr. à M^{rs} E. MALINVAUD, avocat, 1 bis, place de l'Alma, PARIS-16^e, tel. 47-23-73-70 - M^{rs} E. BERRY GOURDAIN, syndic à PARIS, 174, boulevard Saint-Germain, et tous avocats près les tribunaux de PARIS.

Vente après liquidation des biens au Palais de Justice de PARIS le Jeudi 12 Février 1987, à 14 heures
ENSEMBLE IMMOBILIER à CHARENTON-LE-PONT (VAL-DE-MARNE)
rue de Fontaine-Château, numéro 99
comp. plusieurs bâtiments élevés sur terrain de 530 m²
MISE A PRIX : 500 000 F
S'adr. à M^{rs} Bernard MALINVAUD, avocat, 1 bis, place de l'Alma, PARIS-16^e, tel. 47-23-73-70 - M^{rs} E. BERRY GOURDAIN, syndic à PARIS, 174, boulevard Saint-Germain, et tous avocats près les tribunaux de PARIS.

VENTE sur saisie immobilière, au Palais de Justice de BOBIGNY le MARDI 17 FEVRIER 1987, à 13 h 30
LOCAUX COMMERCIAUX à MONTREUIL-SOUS-BOIS (93)
1 à 17, rue Parmentier - 9 à 11, av. de la Renaissance - et 6, 8, 16 à 26, boul. Chateauroux - Rez-de-cha. et 1^{er} étage du Bât. BC 3
M. à px 100 000 F
S'adr. M^{rs} Brigitte MARSEGNY, avocat, 9, allée du Clos-Gauguin à NOISY-LE-GRAND (93), tel. 45-22-22-86. M^{rs} Alain VITREMANN, avocat, 11 bis, rue Portalis, PARIS-9^e, tel. 45-22-22-86. Tous avocats postulant par Trib. gds instances BOBIGNY. Sur les lieux pour visiter.

Communication

Le marché publicitaire et l'avenir des télévisions

Sombres perspectives commerciales pour 1987

Pour les télévisions, l'année 1987 ne sera pas facile. Ce pronostic d'un publicitaire est aujourd'hui partagé par la majorité des responsables des chaînes et des candidats à la reprise des stations privées. Même s'il est de bon ton d'afficher un optimisme, l'enthousiasme suscité depuis deux ans par la libéralisation de l'audiovisuel fait place à l'inquiétude sur la réalité des perspectives commerciales.

Certes, la télévision privée paraît toujours, à terme, une bonne affaire : le marché publicitaire du petit écran devrait connaître une croissance rapide, atteignant 9,2 milliards de francs en 1988 et 11,2 milliards en 1989. Mais, pour cette année, le partage du gâteau entre six chaînes concurrentes est beaucoup plus problématique.

Pour dynamiser rapidement le marché, les experts comptent beaucoup sur la « file d'attente » des annonceurs qui ne pouvaient investir dans la télévision du fait du plafonnement des chaînes publiques. Une évaluation à 700 millions de francs. Mais, pour combler son déficit, TF1 a « déplombé » dès 1986, en passant de 1,5 à 2,6 milliards de francs, ses recettes ont déjà absorbé la totalité de la file d'attente. Deuxième déception : la libéralisation des secteurs interdits d'antenne (distribution, presse, cinéma, édition), promise à demi-mot par les pouvoirs publics n'a pas en lieu, la presse écrite s'y opposant avec une grande fermeté.

Les perspectives sont donc plus sombres que prévu. La télévision devra se contenter pour cette année d'une augmentation raisonnable de sa part de marché. Passée de 17 % à 20 % des investissements médias entre 1985 et 1986, elle atteindra sans doute, en 1987, 23 %. Soit envi-

ron 7,5 milliards de francs, selon les prévisions de l'Institut de recherches et d'études sur la publicité (IREP).

A partir de ces données, M. Gérard Morax, directeur commercial de TV 6, s'est livré à l'estimation des parts de chaque chaîne en fonction de leur audience. Estimation recoupée par les prévisions de quelques candidats à la reprise des télévisions.

TF 1 récolterait ainsi 3,5 milliards, Antenne 2 : 2,3 milliards. La « 5 » devrait se contenter de 700 millions de francs, talonnée par FR 3 (650 millions de francs) et laissant loin derrière TV 6 (150 millions) et Canal Plus (270 millions). Pour connaître les recettes réelles des chaînes, il faut enlever à ces chiffres bruts les frais d'agences et les négociations des régies pour les stations privées, soit entre 15 et 30 %.

Si l'on compare ces espérances de recettes aux budgets de fonctionnement prévus par les différents opérateurs, le constat est sévère : toutes les chaînes risquent d'être dans le rouge à la fin de cette année. Léger déficit pour Antenne 2 et FR 3, qui peuvent s'appuyer sur la redevance mais qui pourraient connaître des déficits de 100 à 200 millions de francs. Situation très difficile pour TV 6 et Canal Plus, de son créneau « jeunes et musique », elle s'essaie à une programmation plus coûteuse et donc plus préjudiciable. Les prévisions sont encore plus préoccupantes sur la « 5 » : confrontée à un cahier des charges exigeant, son budget devrait tourner autour du milliard de francs, ce qui risque d'entraîner un trou de plus de 400 millions.

Quant à TF 1, tout dépendra du prix d'achat de la chaîne qu'il faudra bien amortir en plus des dépenses de fonctionnement. Fifi se situe, comme on le suggère, entre 4

TF 1 : jusqu'à 80 minutes de spots par jour

« Tant qu'à n'avoir que 25 d'une chaîne, il fallait être sur la grande ». La grande TF 1, sûr, la prestigieuse et l'historique. TF 1 monument et TF 1 jacquet. « Exceptionnel ! », poursuit notre interlocuteur, un membre de l'état-major Hachette qui travaille depuis deux ans au sein de TF 1. Une et affirme n'avoir jamais douté de sa attribution. « Une histoire, une image, nous permettront de gagner un temps fou », assure-t-il, en ajoutant que l'alliance avec Havas représente pour le succès de la Une « une formidable plus-value ».

Pas question pourtant de confier à Havas la responsabilité de la régie de TF 1. Cette dernière - qui devrait être dirigée par M. Jacques Abergel - dépendra de la régie de TF 1. Le reste du capital se répartissant entre Havas et Hachette à quelques journaux ralliés aux deux candidats. Une équipe commerciale se constituera peu à peu de façon à être en place à la fin de juillet.

Une équipe « performante », dit-on, comprenant près de quatre-vingt-dix personnes (contre trente-cinq actuellement) chargée avant tout d'aller démarcher la publicité : charbon de la chaîne et de la guerre. En espérant atteindre sur TF 1 un chiffre d'affaires brut de 3,5 milliards de francs pour 1987, Hachette ne peut pas raisonnablement envisager de faire augmenter considérablement le volume de la publicité, qui d'environ vingt minutes quotidiennes, devrait passer à soixante ou quatre-vingt minutes par jour. Une hausse énorme sans doute, mais un défi réalisable. Les limitations prévues dans le cahier des charges de TF 1 ne représentent guère de contraintes sérieuses, si le plafond autorisé (quinze minutes par heure) est un maximum qui dépasse le seuil de la publicité.

Les tarifs ? Ils seront pour 1987, révisés qu'en septembre prochain au 1er janvier 1988, mais ils n'ont pas le souci prioritaire de Hachette. Les prévisions montrent que le coût au mille (1) d'un spot de 30 secondes aujourd'hui à 26 F (20 F en 1986) augmenterait sur une dizaine d'années.

En ce qui concerne le radio, le motif sur l'audience nous soule et tiendra compte des horaires de l'environnement.

(Les plages d'informations donnent au message une plus-value) et de la spécificité et du ciblage de certaines émissions. « Classique », commente-t-on du côté de chez Hachette, ce qui l'est moins, c'est le contrat d'audience garantie qui s'appliquera aux émissions diffusées en prime time, c'est-à-dire aux heures de plus forte audience de la soirée.

Si l'audience se révèle inférieure à l'attente promise, la traction donnera lieu à une compensation en termes de programmes offerts sur l'antenne. Les films ne pourront subir qu'une coupure publicitaire, mais les autres programmes seront fréquemment interrompus, les images et les sons pouvant être coupés.

« L'audience, essentielle, bien sûr, vitale même. Les programmes d'actualité prendront une importance considérable, et TF 1 pourra formuler des propositions intéressantes de sponsoring et d'assurance-marketing. Pourtant, les chaînes ne pourront plus jamais atteindre les taux enregistrés ces dernières années. La multiplication des offres de programmes automatisés aux audiences. Le challenge pour la nouvelle équipe de TF 1 sera de limiter le coût de l'audience. « L'idéal serait de la stabiliser à 30 % », dit notre interlocuteur, qui table sur une bonne tenue d'Antenne 2... pour exclure le plus longtemps possible la « 5 » du milieu des grandes.

ANNICK CHIFFOLEAU

(1) Mille francs commandement utilisé par les publicitaires en compensation d'un spot à payer pour atteindre (par un spot) mille téléspectateurs.

Après les décisions du Conseil d'Etat

Deux nouveaux décrets annuleront les concessions de la « 5 » et de TV 6

Statuant sur contentieux, le Conseil d'Etat a annulé, lundi 2 février, le décret relatif à la concession de la « 5 » et a renvoyé devant le tribunal administratif la requête de la « 5 », conformément aux recommandations formulées par le Conseil d'Etat le vendredi précédent par M. Marc Fornaciari, commissaire du gouvernement. Celui-ci avait distingué parmi les cinq recours déposés ceux émanant des concessionnaires eux-mêmes (cocontractants avec l'Etat) et relevant du tribunal administratif de ceux formulés par des tiers, les entreprises Arena, Pathé Marconi-RMI et Scorpio Music.

La requête de TV 6 n'étant finalement pas jugée, le « contentieux » a lieu avec celles des trois concessionnaires musicaux. Seul ce biais juridique seul permettait un jugement sur le fond (Le Monde daté 1-2 février).

Les arrêtés du Conseil d'Etat ont donc sans surprise. Est-ce à dire sans conséquences ? Absolument non, même si cela ne se voit pas tout de suite comme on le croit. Les « sages » du Palais-Royal ont confirmé le droit régulier de l'Etat, d'accorder - dans ce cas - des concessions de service public jusqu'à l'apparition de l'antenne concurrente, en vertu des règles applicables aux contrats administratifs et sous réserve des droits d'indemnité des concessionnaires.

On sait aussi, désormais, que l'Etat peut le faire, enrichi des clauses du décret, enrichi des clauses de cet effet. Les autres concessionnaires de la « 5 » et de TV 6 ont ainsi allusion à une procédure d'adjudication, de mise aux enchères (à certaines conditions), qui serait faite des éventuels repreneurs de chaînes les... payeurs. Dans la formule retenue par les pouvoirs publics, ce sont les... contribuables qui indemniseront.

Mais, pour bien fondée qu'elle puisse être à retirer une concession, PIERRE-ANGEL GAY.

Satellites TDF 1-TDF 2

M. Juppé demande la réorientation de la politique gouvernementale

Selon le Figaro du 3 février, c'est un véritable réquisitoire contre le système satellite de télédiffusion direct, TDF 1-TDF 2, qu'a dressé M. Alain Juppé le 28 janvier dernier. Dans une lettre au premier ministre rendue publique par le quotidien, le ministre du budget estime que ce projet risque d'engager le gouvernement « dans une impasse industrielle et commerciale aux conséquences ruineuses pour les finances publiques ».

Une réunion interministérielle, estime M. Juppé, devrait réorienter la politique suivie jusqu'ici, car ce sont, en fait, « les caractéristiques des satellites TDF 1-TDF 2 qui condamnent le projet fondé sur une approche désormais frappée d'obsolescence technique ». « Avant même le lancement de TDF 1, poursuit le

document cité par notre confrère, des satellites de moindre puissance, type Eutelsat 2, sont susceptibles d'offrir à un horizon proche, un service sensiblement équivalent (...) pour un prix de location annuel d'un canal cinq fois moins élevé ».

Cette brutale déclaration est intervenue deux semaines après la remise du rapport d'étape sur la commercialisation de TDF 1-TDF 2, commandé en juillet dernier à M. Claude Contamine, alors président de Télédiffusion de France (TDF). Ce rapport concluait à la création d'une société de commercialisation dont les 600 millions de capital auraient été souscrits pour moitié par des industriels et pour l'autre, par les locataires des cinq canaux de télévision disponibles sur ce système satellitaire.

Actuellement à Courmayeur, en Suisse, il roule le champion du monde de ski alpin. Fifi y est présent pour que sponsor et fournisseur officiel. Son logo figure sur les pantalons et monte sur le dos. Il s'exhibe sur les vêtements des organisateurs. Des vêtements fidèles à l'équilibre entre sport et technique, spécialement créés pour l'événement. Vous les trouvez dans les meilleurs magasins de sport en France et partout dans le monde.

1987 DE SKI ALPIN



Evaluer, acquérir, remplacer ou développer ses moyens micro-informatiques : préoccupations quotidiennes. La recherche d'une plus grande productivité personnelle ou professionnelle exige. L'équipe de L'Ordinateur Individuel a rédigé le Guide du Micro 87. La Micro 87 une véritable connaissance des solutions micro, qui répond parfaitement aux besoins de compétence micro. Avec plus de deux cents pages consacrées au marché, logiciels et matériels, un numéro de l'instrument de connaissance indispensable que vous attendez.



En vente 45 francs chez votre marchand de journaux.

« Le Point » avec Bouygues

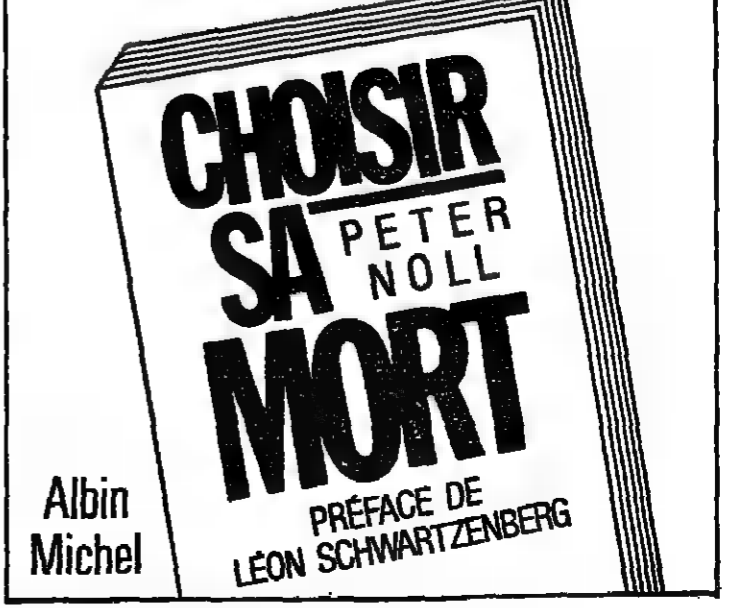
L'hebdomadaire « Le Point » et le groupe industriel de M. François Bouygues, ont signé un accord de partenariat public, lundi 2 février, pour une candidature au rachat de TF 1. La participation au rachat de TF 1, la participation au capital financier de la future chaîne privée devrait, cependant, être faible, selon M. Jacques Duquesne, PDG de l'hebdomadaire. « Elle dépendra du prix de TF 1, nous précisons-il, nous n'exclurons pas quelques dizaines de millions de francs ». Toutefois, fait-il de son savoir-faire, le Point ne se contentera pas d'entrer dans le groupe de repreneurs conduit par M. Bouygues, il veut participer à la chaîne.

de son nom un certain nombre de titres de presse et de sociétés d'édition.

Dans un climat de candidature, le groupe Bouygues se présente comme le repreneur principal et détiendrait 25 % du capital. Mais il souhaite s'entourer d'entreprises de presse qui le rejoindraient à titre individuel. Dans ce cadre, la participation du Point au capital de la chaîne ne paraît exclue.

L'hebdomadaire est contrôlé à 51 % par Cinépar, une société appartenant à M. Maurice Seydoux, patron de TF 1 de la société éditoriale Gaumont. Cette dernière est associée à la chaîne TV 6. M. Bouygues a fait savoir que les deux groupes sont « totalement indépendants ».

Ce livre est un beau livre. Celui d'un homme qui a préféré la mort programmée par la nature à la vie jouée à quitta ou double par la coupe médicale. A une question d'ordre médical, il a préféré donner une réponse d'ordre moral. Léon Schwartzberg Pr Léon Schwartzberg



سكزا من الاصل

سكننا من الالهي

Culture

CALENDRIER DES ADMINISTRATEURS DE CONCERTS

Table listing concert events with columns for venue, date, time, and conductor/organizer. Includes venues like Théâtre de la Ville, Auditorium des Halles, and Salle Pleyel.

THÉÂTRE

« Mon Faust », de Paul Valéry

Le divin éclair de l'étreinte

« Aller jusqu'au bout dans la volonté... porter l'amour où il n'a jamais été... »

étendu sur le dos, il regarde le voûte du ciel tout piqué d'étoiles, fidèle à sa saisie mystique...

Point de mise en scène de Pierre Franck. Pierre Dux joue Faust, Fanny Debricte joue sa compagne...

MICHEL COURNOT. Théâtre du Rond-Point, 20 h 30.

CINÉMA

« Our Mother's House », de Jack Clayton

Les enfants et la morte

Ils sont sept enfants comme les filles de l'Ogre comme le Petit Poucet et ses frères.

la mise en scène nous fait glisser dans un monde parallèle où les rites de vénération de la mère morte...

Jamais un film n'a fait comprendre, sentir ce point douloureux, effrayant, l'incompréhension des adultes...

Sept jeunes interprètes, admirablement dirigés, et qui semblent être venus de la troisième dimension...

JACQUES SIGLER.

« Images de Mussolini en hiver »

Les cinq dernières minutes

Est-il possible d'aimer l'autre, avec sa différence, alors que le fascisme, insidieusement, a pénétré...

face, dans cette société qui ne permet pas les écarts, ils épousent deux copines, Isabelle et Marthe...

ODILE QUIROT. Théâtre de la Plaine, 20 h 30.

MODE

Les collections de prêt-à-porter masculin

H comme home

Les hommes, désormais, savent comment ils s'habillent, comment ils devraient s'habiller...

en velours, les humides calesons de laine Keazo, les vestes tout-terrain, les blousons-doudounes gonflables...

invités, par les gershwindiennes d'une cantatrice, se tenaient debout, comme à la messe...

Que vit-on chez Yamamoto ? Des mannequins au teint oxygéné et aux oreilles en chou-fleur...

Bleu, vert, gris

Le bleu Montana, le gris Mügler, le gris Gaultier ont défilé à la suite, de quoi faire naître d'irrépressibles envies d'élegance...

Le type Mügler est plus raide à cause du côté officier de l'armée rouge ou bien chinées - col Mao et épaulettes en méditerranée...

sur fond blanc, alors que chez Gaultier les écossais sont barbotés et désassortis. Ses cartons d'invitation étaient en forme de guitare électrique...

FONDATION KARAJAN - Wolfgang Manz, Schumann - Brahms

PIANO - BRENDL Cycle SCHUBERT, POLLINI Cycle BEETHOVEN, PERAHIA Récital 25 mai



Culture

DIGRESSIONS par Bernard Frank

Ce vice qui est un art

1 Hachis Parmentier

Lors d'une récente chronique, j'avais dû écrire qu'il y avait presque toujours moyen de tirer parti d'un livre, quand bien même serait-il...

M. Michel Picard qui a publié aux Editions de Minuit dans l'excellente collection « Critique », dirigée par Jean Piel, la Lecture comme jeu (149 F), où il théorise avec talent et profondeur...

Michel Picard est un esprit avisé et réalistement le sujet qu'il traite, si ce que j'ai comprise, est d'importance : il s'agit de retrouver face aux livres notre enfance, notre appétit...

Dès la première page, Michel Picard, semble conscient de cette lourdeur inhérente à sa position. Le chercheur y tarde (...) de répondre aux attentes supposées de ceux qui, peut-être, le lisent...

Le chercheur en littérature ressemble si l'on veut à des produits si typiquement français que nous tentons d'exporter aux Etats-Unis...

2 Sous la Coupole

Je ne suis pas certain que cette façon de vous encourager à lire le plus tôt possible un ouvrage dont je n'ai pas encore terminé la lecture...

L'histoire du suicidé sauvé par Mathieu Delpech, professeur à la faculté de médecine de Montpellier, né en 1777, est un récit qui a dû être écrit par un journaliste...

Tenez bon, crampez-vous. Ce livre est fait pour vous, il, Hyde peut redevenir le bon Docteur Jekyll d'antan. A la fin du Jeu et ses fonctions, le préambule austère, nous sentons l'auteur s'écarter d'une façon sympathique...

3 Tendres agneaux !

Cette histoire écrite à pic, mais avouons bien l'habit d'une époque et même d'une moto pour nous...

M. Pasqua qui écrit « Mengé » n'en prend cette semaine aux pseudo-journalistes du Monde, ces professionnels de la manipulation qui utilisent la réputation de ce journal...

Le Musée d'art moderne va s'agrandir. Le ministre de la culture, M. François Léotard, célébrera le dixième anniversaire du Centre Georges-Pompidou, à travers le transfert des services administratifs...

PHOTO Hommage à Gérard Nouchi



Gérard Nouchi, l'agence photographique Magnum, est mort le 4 janvier 1987, à l'âge de quarante-deux ans. Une exposition lui rend hommage.

Passionnément, Gérard Nouchi regardait, jubilait, citait Kandora ou Herman Hesse, communiquait son admiration pour Doisneau et Cartier-Bresson, comparait le Monde et L'Espresso, et parlait pendant des heures de l'agence photographique Magnum...

Il était qu'il se sentait bien à Magnum, la plus belle agence du monde, la seule où je peux travailler... Il était responsable du département presse...

Gérard Nouchi était aussi photographe. Pas de reportage pour motiver le monde, mais des portraits pour traduire la douleur qui l'habite...

trer le monde, mais des portraits pour traduire la douleur qui l'habite de 1974 à 1981 : tel ce portrait de femme qui s'acharne sur son angle, tête blonde sur fond noir...

Gérard Nouchi, depuis son entrée à Magnum en 1984, allait mieux. Il faisait de nouveaux des photos; il avait commencé une série sur « Le sexe et l'habillé » et une autre sur « La femme et le rire »...

Michel Guerrin. Hommage à Gérard Nouchi. Galerie Magnum, 20, rue des Grands-Augustins, 75006 Paris. Du 4 février au 16 mars 1987.

(1) Lire « Le Monde Aujourd'hui » daté 17-18 mars 1983.

GALERIES

Des abstraits trop tranquilles

Il paraît que l'abstraction était l'avenir de la peinture, particulièrement en France. C'est en tout cas le propos de l'exposition appelée un peu présentement « Ceci n'est pas un carré blanc »...

Leurs compositions ne laissent soupçonner que peu de conviction - plus d'application que d'individualité. Quand on songe que cette anthologie est destinée à donner une idée de l'art français actuel à San Francisco, Oakland ou Berkeley, il est permis de s'inquiéter...

Quelques Michaux

Encre et peintures d'Henri Michaux appartenant à l'abstraction. On sait comment Michaux s'est peu à peu converti au pinocino, au point d'apparaître plus comme un peintre que comme un poète...

Comme après lui Barthes, Michaux conçoit ses œuvres à voir sur le mode mineur de la confiance esquissée, du petit format à usage intime, de la feuille que l'on grille de lignes entre deux phrases...

Philippe Dagen. Francis Bacon, peu suspect de sympathie pour l'abstraction, n'a jamais eu qu'une faiblesse pour une œuvre non figurative : ce fut une œuvre d'Henri Michaux. On peut le comprendre.

L'exubérance d'Arcangelo

Arcangelo est transavantgardiste et napolitain. Ces deux caractères le prédisposent au tragique. Nulle surprise dès lors devant ses toiles obscures, nébuleuses, fulgurantes à l'occasion, traversées d'éclairs blancs et de gestes schématisés...



DEMAIN LE DECLIN DE L'EMPIRE AMERICAIN UN FILM DE DENYS ARCAND

Movie advertisement for 'Le Déclin de l'Empire Américain' by Denys Arcand. Includes text about the film's success at international festivals and showtimes at the Grand Théâtre de Bordeaux.

Vertical sidebar containing various advertisements for music, art, and services, including mentions of 'ROCK', 'PIANO', and 'SALLE PIERRE'.

Handwritten Arabic text at the bottom of the page: هكذا من الاجل

سكنا من الاجل

Spectacles

théâtre

LES SPECTACLES NOUVEAUX

LA SAINTE NITOUCHER, Antelle (42-38-35-53), 20 h 30.
CALIGULA, Epée (48-08-39-74), 20 h.
CIRCUITS CLANDESTINS, A. (43-55-27-10), 21 h.
ARMANDINE, TEL (42-71-30-20), h.
CHRUHALIA HOTEL, Chevilly, CC (46-86-54-48), 21 h.
L'ESPRIT DES BOIS, Sartroville, Th (39-14-22-77), 21 h.
VOYAGE MEMOIRE, de la (48-05-57-22), 20 h 30.
DANS LA SOLITUDE DES CHAMPS DE COTON, Th des (47-21-16-81).
LA GRANDE ROUE, Ivry Th (46-72-37-43), 20 h 30.
MUSIQUE BOUDDHISTE DU TEMPLE ZHIHUA, Maison des cultures du Monde (45-44-72-30), 20 h 30.
LES CHAMPS DE COTON, Th. V. (46-63-10-54), 20 h 30.

Les salles subventionnées

SALLE FAVART (42-96-06-11), 19 h 30 : Aya.
COMEDIE-FRANCAISE (40-15-00-15), 20 h 30 : La Parisienne et Veure!
PETIT ODEON (43-25-70-32), 18 h 30 : Le Maître-Nageur, de J.-P. Massé. Représ. à partir du 30.
TEP (43-64-90-80), 20 h 30 : Les Voix intérieures.
THEATRE MUSICAL DE PARIS (42-61-19-83), 20 h 30 : L'Opéra du quat'zous.
THEATRE DE LA VILLE (42-74-22-77), Th de la Ville au Th de l'Essentiel d'été, 20 h 45 : La Prisonnière blanche.
CARRÉ SILVIA-MONFORT (43-31-28-34), 20 h 30 : Yiddish cabaret.
MAISON DES CULTURES DU MONDE (45-44-72-30), 20 h 30 : Musique bouddhiste du temple de Zhihua.

Les autres salles

AMANDIERS (43-66-43-17), 20 h 30 : La Comédie.
ANTOINE (42-08-77-71), 20 h 30 : Harold et Maude.
ARCADE (43-38-19-70), 20 h 30 : Les Femmes d'Alph.
ARTIC-ATHEVAINS (43-55-27-10), 21 h : Circuits.
ATELIER (46-06-49-24), 11 h : Les Femmes d'Alph.
ATHENÉE (47-42-67-27), 20 h : Les Femmes d'Alph.
BATACLAN (47-00-30-12), h : Cabaret de la dernière chance.
BOUFFES PARISIENS (42-96-04-24), 21 h : Nagra.
CARTOUCHERE, Th. de la Comédie (43-28-36-35), 21 h : La Dernière Danse.
COMEDIE ITALIENNE (43-21-22-22), 20 h 30 : Orlando Furioso.
AQUARIUM (43-74-99-61), 20 h 30 : Le Proche de Jeanne d'Arc, venne de Hilla Tsé-toung.
CITE INTERNATIONALE (45-89-38-69), la Renaissance, 20 h 30 : La Leçon des ténors.
COMEDIE DES CHAMPS-ÉLYSÉES (47-20-06-24), 20 h 30 : Clémentine.
COMEDIE CAUMARTIN (47-42-43-41), 21 h : Les Revenants de l'Elysée.

DÉCHARGEURS (42-36-00-02), 20 h 30 : Un méchant dans la guerre.
DIX HEURES (42-64-35-90), 20 h 30 : d'Abdul Alatif.
TREASURE-18 (42-26-47-47), 16 h : SOS.
EDOUARD VII (47-42-57-49), 20 h 30 : les Clients.
ESCALIER D'OR (45-23-13-10), 20 h 30 : blanche.
ESPACE GAITÉ (43-27-95-84), 20 h 30 : Jeune couple.
ESPACE MARAIS (43-75-50-25), 20 h 30 : l'Arrêt de mort ; 22 h 30 : Une femme légère.
ESPACE MARAIS (42-71-10-19), 20 h 30 : l'Amour en pièces.
AFRIQUE (42-78-46-42), 20 h 30 : le Chant d'Ann Borgeon.
FONTAINE (48-74-74-04), h 30 : le beau sautoir.
GAITÉ-MONTMARNASSE (43-20-36-94-01), 20 h 30 : l'Escargot.
GALERIE 55 (43-26-63-51), 19 h : Sir Gavin and the Green Knight ; 21 h : Master Harold and the boys.
GRAND EDGAR (43-20-90-09), h 15 : la Drague ; 22 h : la Mariée mise à nu par ses célibataires, même.
GRAND HALL MONTORGUEUX (42-96-94-01), 20 h 30 : l'Escargot.
GUICHET-MONTMARNASSE (43-27-86-61), 19 h : le Guichet ; 20 h 30 : Neutre ou ne pas neutre.
HUCHETTE (43-26-38-99), 19 h 30 : la Cantatrice égarée ; 20 h 30 : la Leçon ; 21 h 30 : Sports et divertissements.
JARDIN D'ÉVEIL (42-55-74-40), h : Aromatiques.
LA BRUYÈRE (48-74-76-99), 21 h : la Valse du hasard.
LUCERNAIRE (45-44-57-34), 19 h 30 : Baudelaire ; 21 h 15 : Kou par Kou - II ; 20 h : Théâtre Desquoyeux ; 21 h 45 : On rigole Bagatelle.
MADELEINE (42-65-07-09), h : Fleurs sur la balançoire.
MARAIS (42-78-03-53), 20 h 30 : la Comédie sans titre.
MARIE-STUART (45-08-17-80), 20 h 15 : Foot for love ; 22 h : Savage love.
MARGNY (42-96-04-11), 21 h : la Gallipoli.
MATHURINS (42-65-90-00), 20 h 45 : l'Idiot.
MICHOUDIÈRE (47-42-95-22), h 30 : Double Mixte.
MOGADOR (42-85-28-80), h 30 : l'Idiot.
MORNERE (48-74-10-75), 21 h : l'Effet Glap.
MONTMARNASSE (43-22-77-74), Grand salle 20 h : Ce sacré bonheur. Petite salle 21 h : Conférence au son-son.
NOUVEAU TH. MOUFFETARD (43-31-41-99), 20 h 45 : les Yeux d'Agathe.
NOUVEAUTES (47-70-52-76), h 30 : Mais qui est qui ?
ŒUVRE (48-74-42-52), 20 h 45 : L'écopé.
L'ŒUVRE QUI ROULE (48-74-30-11), 21 h : la Poésie amoureuse.

Le Monde Informations Spectacles
42-81-26-20
 Pour renseignements concernant l'ensemble des programmes ou des salles (de 11 h à 21 h sauf dimanches et jours fériés) Réservation et prix préférentiels avec le Carte Club

Mardi 3 février

PALAIS DES GLACES (46-07-49-93) 21 h : UGC mouche dans la tête.
PALAIS ROYAL (42-97-59-81) h 45 : l'Amuse-gueule.
POCHE (45-48-92-97) h : ou
POTINIERE (42-61-44-16) h : Chat et poche.
ROSEAU THÉÂTRE (42-71-30-20) 19 h : Brèves inattendues dans une chaise longue.
SAINT-GEORGES (48-78-63-47) 20 h 45 : les Scènes de Loh.
TAL TH. (42-78-10-79) 20 h 30 : Antigone ; h 30 : Huis clos.
TH. DEODAT (43-22-11-02) 20 h 15 : les Babes cadens ; h : Nous en fait ; les nous dit de faire.
TH. II (45-88-16-30) h 45 : l'Idiot.

cinéma

Les films marqués (*) sont interdits aux moins de treize ans (13^e) sans autorisation de parents etc.

La Cinémathèque

CHAILLOT (47-04-34-24)
 Hommage à Fellini : 16 h, Vous n'avez rien de mieux que Lorraine ; h, film réalisé par les étudiants au FIDHCC ; 21 h, La Cinémathèque de la danse présente : Flamenco et Taurinocchio.

BEAUBOURG (42-78-35-87)
 Relâché.

CENTRE GEORGES-POPEIDOU SALLE GARANCE (42-78-37-29)
 Chânes au Séisme au Japon
 Relâché.

Les exclusivités

AFTER HOURS (A. v.a.) : Studio 10 la Comédie, 5 (43-25-78-37) ; Parisiennes, 14 (43-20-32-20).
AJANTRIK (Ind. v.a.) : République, 11 (48-05-51-33).
L'AMIE MORTELLE (A. v.a.) (*) : UGC Ermitage, 5 (43-36-16-16) ; V.F. Rex, 2 (42-36-83-93) ; Images, 18 (43-22-47-34).
AMERICAN WARRIOR II (A. v.a.) (*) : Paris Club, 10 (47-70-21-71).
L'ANNÉE DU DRAGON (A. v.a.) : Grand Pavois, 15 (45-54-46-85).
ARTISTES LES BRITONS (Fr.) : George V, 9 (45-62-41-46) ; Saint-Georges, 11 (48-28-42-27) ; Gaumont Convention, 11 (48-28-42-27).
AUTOUE DE MINUIT (Fr. v.a.) : Chry Palace, 5 (45-25-18-90).
LES BALISES DU DÉSERT (Tunisien, v.a.) : Utopia, 2 (43-26-84-85).

LES FILMS NOUVEAUX

AUX FRONTIÈRES DE LA VILLE, film australien de Bruce Beresford (v.a.) : Ciné Beaugrenelle, 14 (42-71-25-30) ; Studio de la Harpe, 5 (46-24-52-52) ; 14 Juillet Odéon, 6 (43-25-59-83) ; Biarritz, 9 (45-62-20-40) ; v.l. : Maxville, 13 (47-70-72-84) ; UGC Gobelin, 13 (43-36-24-41) ; 30-19 ; 14 Juillet Beaugrenelle, 15 (45-75-79-79) ; Pathé Clichy, 18 (45-22-46-01).
MISS MONA (*), Gaumont Hallé, 6 (46-33-79-18) ; UGC Montparnasse, 6 (45-78-78-23) ; Publicis Elysées, 9 (47-20-76-23) ; Français, 9 (47-70-33-88) ; 14 Juillet Bastille, 11 (43-57-90-81) ; Fauvette, 13 (43-31-56-86) ; Métrol, 14 (43-39-32-43) ; Gaumont, 14 (43-20-30-19) ; 14 Juillet Beaugrenelle, 15 (45-75-79-79) ; Pathé Clichy, 18 (45-22-46-01).
MISS MONA (*), Gaumont Hallé, 6 (46-33-79-18) ; UGC Montparnasse, 6 (45-78-78-23) ; Publicis Elysées, 9 (47-20-76-23) ; Français, 9 (47-70-33-88) ; 14 Juillet Bastille, 11 (43-57-90-81) ; Fauvette, 13 (43-31-56-86) ; Métrol, 14 (43-39-32-43) ; Gaumont, 14 (43-20-30-19) ; 14 Juillet Beaugrenelle, 15 (45-75-79-79) ; Pathé Clichy, 18 (45-22-46-01).
MISS MONA (*), Gaumont Hallé, 6 (46-33-79-18) ; UGC Montparnasse, 6 (45-78-78-23) ; Publicis Elysées, 9 (47-20-76-23) ; Français, 9 (47-70-33-88) ; 14 Juillet Bastille, 11 (43-57-90-81) ; Fauvette, 13 (43-31-56-86) ; Métrol, 14 (43-39-32-43) ; Gaumont, 14 (43-20-30-19) ; 14 Juillet Beaugrenelle, 15 (45-75-79-79) ; Pathé Clichy, 18 (45-22-46-01).
MISS MONA (*), Gaumont Hallé, 6 (46-33-79-18) ; UGC Montparnasse, 6 (45-78-78-23) ; Publicis Elysées, 9 (47-20-76-23) ; Français, 9 (47-70-33-88) ; 14 Juillet Bastille, 11 (43-57-90-81) ; Fauvette, 13 (43-31-56-86) ; Métrol, 14 (43-39-32-43) ; Gaumont, 14 (43-20-30-19) ; 14 Juillet Beaugrenelle, 15 (45-75-79-79) ; Pathé Clichy, 18 (45-22-46-01).
MISS MONA (*), Gaumont Hallé, 6 (46-33-79-18) ; UGC Montparnasse, 6 (45-78-78-23) ; Publicis Elysées, 9 (47-20-76-23) ; Français, 9 (47-70-33-88) ; 14 Juillet Bastille, 11 (43-57-90-81) ; Fauvette, 13 (43-31-56-86) ; Métrol, 14 (43-39-32-43) ; Gaumont, 14 (43-20-30-19) ; 14 Juillet Beaugrenelle, 15 (45-75-79-79) ; Pathé Clichy, 18 (45-22-46-01).
MISS MONA (*), Gaumont Hallé, 6 (46-33-79-18) ; UGC Montparnasse, 6 (45-78-78-23) ; Publicis Elysées, 9 (47-20-76-23) ; Français, 9 (47-70-33-88) ; 14 Juillet Bastille, 11 (43-57-90-81) ; Fauvette, 13 (43-31-56-86) ; Métrol, 14 (43-39-32-43) ; Gaumont, 14 (43-20-30-19) ; 14 Juillet Beaugrenelle, 15 (45-75-79-79) ; Pathé Clichy, 18 (45-22-46-01).
MISS MONA (*), Gaumont Hallé, 6 (46-33-79-18) ; UGC Montparnasse, 6 (45-78-78-23) ; Publicis Elysées, 9 (47-20-76-23) ; Français, 9 (47-70-33-88) ; 14 Juillet Bastille, 11 (43-57-90-81) ; Fauvette, 13 (43-31-56-86) ; Métrol, 14 (43-39-32-43) ; Gaumont, 14 (43-20-30-19) ; 14 Juillet Beaugrenelle, 15 (45-75-79-79) ; Pathé Clichy, 18 (45-22-46-01).
MISS MONA (*), Gaumont Hallé, 6 (46-33-79-18) ; UGC Montparnasse, 6 (45-78-78-23) ; Publicis Elysées, 9 (47-20-76-23) ; Français, 9 (47-70-33-88) ; 14 Juillet Bastille, 11 (43-57-90-81) ; Fauvette, 13 (43-31-56-86) ; Métrol, 14 (43-39-32-43) ; Gaumont, 14 (43-20-30-19) ; 14 Juillet Beaugrenelle, 15 (45-75-79-79) ; Pathé Clichy, 18 (45-22-46-01).
MISS MONA (*), Gaumont Hallé, 6 (46-33-79-18) ; UGC Montparnasse, 6 (45-78-78-23) ; Publicis Elysées, 9 (47-20-76-23) ; Français, 9 (47-70-33-88) ; 14 Juillet Bastille, 11 (43-57-90-81) ; Fauvette, 13 (43-31-56-86) ; Métrol, 14 (43-39-32-43) ; Gaumont, 14 (43-20-30-19) ; 14 Juillet Beaugrenelle, 15 (45-75-79-79) ; Pathé Clichy, 18 (45-22-46-01).
MISS MONA (*), Gaumont Hallé, 6 (46-33-79-18) ; UGC Montparnasse, 6 (45-78-78-23) ; Publicis Elysées, 9 (47-20-76-23) ; Français, 9 (47-70-33-88) ; 14 Juillet Bastille, 11 (43-57-90-81) ; Fauvette, 13 (43-31-56-86) ; Métrol, 14 (43-39-32-43) ; Gaumont, 14 (43-20-30-19) ; 14 Juillet Beaugrenelle, 15 (45-75-79-79) ; Pathé Clichy, 18 (45-22-46-01).
MISS MONA (*), Gaumont Hallé, 6 (46-33-79-18) ; UGC Montparnasse, 6 (45-78-78-23) ; Publicis Elysées, 9 (47-20-76-23) ; Français, 9 (47-70-33-88) ; 14 Juillet Bastille, 11 (43-57-90-81) ; Fauvette, 13 (43-31-56-86) ; Métrol, 14 (43-39-32-43) ; Gaumont, 14 (43-20-30-19) ; 14 Juillet Beaugrenelle, 15 (45-75-79-79) ; Pathé Clichy, 18 (45-22-46-01).
MISS MONA (*), Gaumont Hallé, 6 (46-33-79-18) ; UGC Montparnasse, 6 (45-78-78-23) ; Publicis Elysées, 9 (47-20-76-23) ; Français, 9 (47-70-33-88) ; 14 Juillet Bastille, 11 (43-57-90-81) ; Fauvette, 13 (43-31-56-86) ; Métrol, 14 (43-39-32-43) ; Gaumont, 14 (43-20-30-19) ; 14 Juillet Beaugrenelle, 15 (45-75-79-79) ; Pathé Clichy, 18 (45-22-46-01).
MISS MONA (*), Gaumont Hallé, 6 (46-33-79-18) ; UGC Montparnasse, 6 (45-78-78-23) ; Publicis Elysées, 9 (47-20-76-23) ; Français, 9 (47-70-33-88) ; 14 Juillet Bastille, 11 (43-57-90-81) ; Fauvette, 13 (43-31-56-86) ; Métrol, 14 (43-39-32-43) ; Gaumont, 14 (43-20-30-19) ; 14 Juillet Beaugrenelle, 15 (45-75-79-79) ; Pathé Clichy, 18 (45-22-46-01).
MISS MONA (*), Gaumont Hallé, 6 (46-33-79-18) ; UGC Montparnasse, 6 (45-78-78-23) ; Publicis Elysées, 9 (47-20-76-23) ; Français, 9 (47-70-33-88) ; 14 Juillet Bastille, 11 (43-57-90-81) ; Fauvette, 13 (43-31-56-86) ; Métrol, 14 (43-39-32-43) ; Gaumont, 14 (43-20-30-19) ; 14 Juillet Beaugrenelle, 15 (45-75-79-79) ; Pathé Clichy, 18 (45-22-46-01).
MISS MONA (*), Gaumont Hallé, 6 (46-33-79-18) ; UGC Montparnasse, 6 (45-78-78-23) ; Publicis Elysées, 9 (47-20-76-23) ; Français, 9 (47-70-33-88) ; 14 Juillet Bastille, 11 (43-57-90-81) ; Fauvette, 13 (43-31-56-86) ; Métrol, 14 (43-39-32-43) ; Gaumont, 14 (43-20-30-19) ; 14 Juillet Beaugrenelle, 15 (45-75-79-79) ; Pathé Clichy, 18 (45-22-46-01).
MISS MONA (*), Gaumont Hallé, 6 (46-33-79-18) ; UGC Montparnasse, 6 (45-78-78-23) ; Publicis Elysées, 9 (47-20-76-23) ; Français, 9 (47-70-33-88) ; 14 Juillet Bastille, 11 (43-57-90-81) ; Fauvette, 13 (43-31-56-86) ; Métrol, 14 (43-39-32-43) ; Gaumont, 14 (43-20-30-19) ; 14 Juillet Beaugrenelle, 15 (45-75-79-79) ; Pathé Clichy, 18 (45-22-46-01).
MISS MONA (*), Gaumont Hallé, 6 (46-33-79-18) ; UGC Montparnasse, 6 (45-78-78-23) ; Publicis Elysées, 9 (47-20-76-23) ; Français, 9 (47-70-33-88) ; 14 Juillet Bastille, 11 (43-57-90-81) ; Fauvette, 13 (43-31-56-86) ; Métrol, 14 (43-39-32-43) ; Gaumont, 14 (43-20-30-19) ; 14 Juillet Beaugrenelle, 15 (45-75-79-79) ; Pathé Clichy, 18 (45-22-46-01).
MISS MONA (*), Gaumont Hallé, 6 (46-33-79-18) ; UGC Montparnasse, 6 (45-78-78-23) ; Publicis Elysées, 9 (47-20-76-23) ; Français, 9 (47-70-33-88) ; 14 Juillet Bastille, 11 (43-57-90-81) ; Fauvette, 13 (43-31-56-86) ; Métrol, 14 (43-39-32-43) ; Gaumont, 14 (43-20-30-19) ; 14 Juillet Beaugrenelle, 15 (45-75-79-79) ; Pathé Clichy, 18 (45-22-46-01).
MISS MONA (*), Gaumont Hallé, 6 (46-33-79-18) ; UGC Montparnasse, 6 (45-78-78-23) ; Publicis Elysées, 9 (47-20-76-23) ; Français, 9 (47-70-33-88) ; 14 Juillet Bastille, 11 (43-57-90-81) ; Fauvette, 13 (43-31-56-86) ; Métrol, 14 (43-39-32-43) ; Gaumont, 14 (43-20-30-19) ; 14 Juillet Beaugrenelle, 15 (45-75-79-79) ; Pathé Clichy, 18 (45-22-46-01).
MISS MONA (*), Gaumont Hallé, 6 (46-33-79-18) ; UGC Montparnasse, 6 (45-78-78-23) ; Publicis Elysées, 9 (47-20-76-23) ; Français, 9 (47-70-33-88) ; 14 Juillet Bastille, 11 (43-57-90-81) ; Fauvette, 13 (43-31-56-86) ; Métrol, 14 (43-39-32-43) ; Gaumont, 14 (43-20-30-19) ; 14 Juillet Beaugrenelle, 15 (45-75-79-79) ; Pathé Clichy, 18 (45-22-46-01).
MISS MONA (*), Gaumont Hallé, 6 (46-33-79-18) ; UGC Montparnasse, 6 (45-78-78-23) ; Publicis Elysées, 9 (47-20-76-23) ; Français, 9 (47-70-33-88) ; 14 Juillet Bastille, 11 (43-57-90-81) ; Fauvette, 13 (43-31-56-86) ; Métrol, 14 (43-39-32-43) ; Gaumont, 14 (43-20-30-19) ; 14 Juillet Beaugrenelle, 15 (45-75-79-79) ; Pathé Clichy, 18 (45-22-46-01).
MISS MONA (*), Gaumont Hallé, 6 (46-33-79-18) ; UGC Montparnasse, 6 (45-78-78-23) ; Publicis Elysées, 9 (47-20-76-23) ; Français, 9 (47-70-33-88) ; 14 Juillet Bastille, 11 (43-57-90-81) ; Fauvette, 13 (43-31-56-86) ; Métrol, 14 (43-39-32-43) ; Gaumont, 14 (43-20-30-19) ; 14 Juillet Beaugrenelle, 15 (45-75-79-79) ; Pathé Clichy, 18 (45-22-46-01).
MISS MONA (*), Gaumont Hallé, 6 (46-33-79-18) ; UGC Montparnasse, 6 (45-78-78-23) ; Publicis Elysées, 9 (47-20-76-23) ; Français, 9 (47-70-33-88) ; 14 Juillet Bastille, 11 (43-57-90-81) ; Fauvette, 13 (43-31-56-86) ; Métrol, 14 (43-39-32-43) ; Gaumont, 14 (43-20-30-19) ; 14 Juillet Beaugrenelle, 15 (45-75-79-79) ; Pathé Clichy, 18 (45-22-46-01).
MISS MONA (*), Gaumont Hallé, 6 (46-33-79-18) ; UGC Montparnasse, 6 (45-78-78-23) ; Publicis Elysées, 9 (47-20-76-23) ; Français, 9 (47-70-33-88) ; 14 Juillet Bastille, 11 (43-57-90-81) ; Fauvette, 13 (43-31-56-86) ; Métrol, 14 (43-39-32-43) ; Gaumont, 14 (43-20-30-19) ; 14 Juillet Beaugrenelle, 15 (45-75-79-79) ; Pathé Clichy, 18 (45-22-46-01).
MISS MONA (*), Gaumont Hallé, 6 (46-33-79-18) ; UGC Montparnasse, 6 (45-78-78-23) ; Publicis Elysées, 9 (47-20-76-23) ; Français, 9 (47-70-33-88) ; 14 Juillet Bastille, 11 (43-57-90-81) ; Fauvette, 13 (43-31-56-86) ; Métrol, 14 (43-39-32-43) ; Gaumont, 14 (43-20-30-19) ; 14 Juillet Beaugrenelle, 15 (45-75-79-79) ; Pathé Clichy, 18 (45-22-46-01).
MISS MONA (*), Gaumont Hallé, 6 (46-33-79-18) ; UGC Montparnasse, 6 (45-78-78-23) ; Publicis Elysées, 9 (47-20-76-23) ; Français, 9 (47-70-33-88) ; 14 Juillet Bastille, 11 (43-57-90-81) ; Fauvette, 13 (43-31-56-86) ; Métrol, 14 (43-39-32-43) ; Gaumont, 14 (43-20-30-19) ; 14 Juillet Beaugrenelle, 15 (45-75-79-79) ; Pathé Clichy, 18 (45-22-46-01).
MISS MONA (*), Gaumont Hallé, 6 (46-33-79-18) ; UGC Montparnasse, 6 (45-78-78-23) ; Publicis Elysées, 9 (47-20-76-23) ; Français, 9 (47-70-33-88) ; 14 Juillet Bastille, 11 (43-57-90-81) ; Fauvette, 13 (43-31-56-86) ; Métrol, 14 (43-39-32-43) ; Gaumont, 14 (43-20-30-19) ; 14 Juillet Beaugrenelle, 15 (45-75-79-79) ; Pathé Clichy, 18 (45-22-46-01).
MISS MONA (*), Gaumont Hallé, 6 (46-33-79-18) ; UGC Montparnasse, 6 (45-78-78-23) ; Publicis Elysées, 9 (47-20-76-23) ; Français, 9 (47-70-33-88) ; 14 Juillet Bastille, 11 (43-57-90-81) ; Fauvette, 13 (43-31-56-86) ; Métrol, 14 (43-39-32-43) ; Gaumont, 14 (43-20-30-19) ; 14 Juillet Beaugrenelle, 15 (45-75-79-79) ; Pathé Clichy, 18 (45-22-46-01).
MISS MONA (*), Gaumont Hallé, 6 (46-33-79-18) ; UGC Montparnasse, 6 (45-78-78-23) ; Publicis Elysées, 9 (47-20-76-23) ; Français, 9 (47-70-33-88) ; 14 Juillet Bastille, 11 (43-57-90-81) ; Fauvette, 13 (43-31-56-86) ; Métrol, 14 (43-39-32-43) ; Gaumont, 14 (43-20-30-19) ; 14 Juillet Beaugrenelle, 15 (45-75-79-79) ; Pathé Clichy, 18 (45-22-46-01).
MISS MONA (*), Gaumont Hallé, 6 (46-33-79-18) ; UGC Montparnasse, 6 (45-78-78-23) ; Publicis Elysées, 9 (47-20-76-23) ; Français, 9 (47-70-33-88) ; 14 Juillet Bastille, 11 (43-57-90-81) ; Fauvette, 13 (43-31-56-86) ; Métrol, 14 (43-39-32-43) ; Gaumont, 14 (43-20-30-19) ; 14 Juillet Beaugrenelle, 15 (45-75-79-79) ; Pathé Clichy, 18 (45-22-46-01).
MISS MONA (*), Gaumont Hallé, 6 (46-33-79-18) ; UGC Montparnasse, 6 (45-78-78-23) ; Publicis Elysées, 9 (47-20-76-23) ; Français, 9 (47-70-33-88) ; 14 Juillet Bastille, 11 (43-57-90-81) ; Fauvette, 13 (43-31-56-86) ; Métrol, 14 (43-39-32-43) ; Gaumont, 14 (43-20-30-19) ; 14 Juillet Beaugrenelle, 15 (45-75-79-79) ; Pathé Clichy, 18 (45-22-46-01).
MISS MONA (*), Gaumont Hallé, 6 (46-33-79-18) ; UGC Montparnasse, 6 (45-78-78-23) ; Publicis Elysées, 9 (47-20-76-23) ; Français, 9 (47-70-33-88) ; 14 Juillet Bastille, 11 (43-57-90-81) ; Fauvette, 13 (43-31-56-86) ; Métrol, 14 (43-39-32-43) ; Gaumont, 14 (43-20-30-19) ; 14 Juillet Beaugrenelle, 15 (45-75-79-79) ; Pathé Clichy, 18 (45-22-46-01).
MISS MONA (*), Gaumont Hallé, 6 (46-33-79-18) ; UGC Montparnasse, 6 (45-78-78-23) ; Publicis Elysées, 9 (47-20-76-23) ; Français, 9 (47-70-33-88) ; 14 Juillet Bastille, 11 (43-57-90-81) ; Fauvette, 13 (43-31-56-86) ; Métrol, 14 (43-39-32-43) ; Gaumont, 14 (43-20-30-19) ; 14 Juillet Beaugrenelle, 15 (45-75-79-79) ; Pathé Clichy, 18 (45-22-46-01).
MISS MONA (*), Gaumont Hallé, 6 (46-33-79-18) ; UGC Montparnasse, 6 (45-78-78-23) ; Publicis Elysées, 9 (47-20-76-23) ; Français, 9 (47-70-33-88) ; 14 Juillet Bastille, 11 (43-57-90-81) ; Fauvette, 13 (43-31-56-

سكزا من الالعمل

Le Carnet du Monde

Sports

Les championnats du monde de ski alpin

Deux faces pour un sommet

Pour réussir dans toute entreprise, il faut avoir de la chance. Les dirigeants de la Fédération internationale de ski en ont eu. Les deux dernières épreuves qu'ils ont inscrites au programme des championnats du monde - le combiné et le slalom particuliers en 1982 et le supergéant hybride de descente et de slalom géant en 1987 - sont contestables tant dans la forme que dans l'esprit. Toutefois, elles ont couronné des champions incontestables : le Suisse Pirmin Zurbriggen et l'Autro-Luxembourgeois Marc Girardelli, les deux skieurs qui dominent leur génération, s'en sont partagés l'or et l'argent au terme de deux courses superbues.

GRANS-MONTANA de notre envoyé spécial

La joie des milliers de Suisses qui ont accueilli lundi 1er février, le triomphe de Pirmin Zurbriggen n'aurait pas été aussi forte, aussi démonstrative, sans le frisson de crainte provoqué par Marc Girardelli, superbe bolide dévalant le supergéant. La veille, pour deux petits dixèmes, celui-ci avait ravi dans le combiné la seule médaille d'or ayant échappé à la vigilance helvète depuis le début des championnats. Le Valaisan n'aurait pas rapporté à la Confédération un quatrième titre en cinq courses, lundi, dans la catégorie de l'Autro-Luxembourgeois : le skieur de Saus-Allmagell a creusé un écart de plus de 8/10 en attaquant comme un fou pour bien arriver le premier.

L'épave de Marc, le géant de Pirmin

Rivalité banale entre deux champions qui dominent leur génération ? Le contraste entre ces deux hommes est plus profond : tout les oppose fondamentalement. Zurbriggen a de solides racines dans son terroir valaisan. Girardelli a coupé les ponts avec son Autriche natale et court sous les couleurs de la Fédération luxembourgeoise, sans avoir encore obtenu un passeport Grand-Duché. Le Suisse se pille retenir à la discipline d'une équipe. L'Autro-Luxembourgeois suit le cirque en solitaire, accompagné seulement par son entraîneur de père. Pour les officiels, Pirmin est un modèle et Marc est l'exemple qu'il faut surtout ne pas suivre. Autant le premier accepte bien les règles sportives, autant le second s'ingénie à les transgresser.

Leurs images sont comme inversées par un jeu de miroir jusque dans d'infimes détails. Ainsi, quand l'un se porte bien, l'autre traite quelconques douleurs. Aux précédents championnats du monde, Zurbriggen était handicapé par un genou.

ALAIN GIROUD.

Naissances

M. Stéphane RICCIARDI, M. né Héloïse Farandja, ses enfants,

ont la joie d'annoncer la naissance de

Le 29 janvier 1987, 46, rue de Fécamp, 75012 Paris.

M. et M^{me} Jules BRAUNSCHVIG, M. et M^{me} Simone DU NOUR, et leurs enfants Daniel et Esté,

ont la joie d'annoncer la naissance de leur petit-fils et fils

Ouryah-Néthanel.

M. Harold CAMPION, M^{me} née Caroline Hennique,

ont la joie d'annoncer la naissance de leur fille et

Raphaëlle.

Paris, le 1er février

Décès

Le docteur Mand Chem, sa fille,

M. Georges Boucheris, son beau-frère,

M^{me} Danielle Blaiot et ses enfants,

M. et M^{me} Marc Boucheris et leurs enfants,

M. et M^{me} Alain Gardes et leurs enfants,

ont la douleur de faire part de décès de

M^{me} Simone BARDEY, civil,

maire adjoint du viaticum arrondissement de l'ordre de Mérite, chevalier des académiques,

survécu le 29 janvier 1987, en son domicile.

La religieuse, l'inhumation dans le caveau de famille, a lieu le mardi 3 février en l'église Saint-Louis-en-l'Île dans l'intimité familiale.

Cet avis tient lieu de faire-part.

Docteur Chem, 43, boulevard du Montparnasse, 75006 Paris.

Le général (CR) Pierre Billard, son mari,

Patrice, Hélène, Sébastien, Marianne,

M. et M^{me} Guy Du Pasquier, son père et sa mère,

Martine et Francis Migraïne, Blatrice et Bruno Séré de Rivière, Agathe et Nicolas Coradina, ses sœurs et beaux-frères,

Solange et Lucile Billard, André et Jeanine Billard, ses belles-sœurs et beaux-frères,

ont la douleur de faire part de décès de

Chantal BILLARD, née Du Pasquier.

La religieuse, le mercredi 3 février, à 16 h 30, à Compiègne, en l'église Saint-Jacques, selon le rite de l'Église.

Saint-Vincent-Bragy (Seine-et-Loire), dans l'intimité, le 5 février, à 11 h 30.

17, rue des Pommereux, 60200 Compiègne.

Le président, le directeur général, Et l'ensemble du personnel de Lafarge France,

ont la douleur de faire part de décès de

M. Jean BLUZET, directeur général Lafarge France,

le 30 janvier 1987.

Les obseques religieuses, le mardi 3 février 1987, à 15 h 30, en l'église Saint-Pierre de Neuilly, 91, avenue du

M^{me} Jean Feger, M. et M^{me} Jacques du Pré de Saint Maur,

Sophie et Isabelle, M. et M^{me} Jean Feger, Jean-Sébastien,

M. Jacques Feger, M. et M^{me} Raoul Chalameat, Florence, Pascal, Olivier et Stéphanie,

Et toute la famille,

ont la grande douleur de faire part du décès de

M. Jean FEGER, ancien élève de l'École polytechnique, officier de la Légion d'honneur, officier de l'ordre national du Mérite, croix de guerre 1939-1945,

survécu à Paris dans sa soixante-dixième année.

La cérémonie religieuse sera célébrée le mercredi 3 février, à 14 h 30, au temple

Notre avis tient lieu de faire-part.

de Riquerville (Haut-Rhin),

Un avis tient lieu de faire-part.

Cet avis tient lieu de faire-part.

Les obseques d'Antoni, 32, rue Chardon-Lagache, 75016 Paris.

Le docteur et M^{me} Jean-Pierre Cottin et leurs enfants,

M. et M^{me} Pierre Cottin et leur fils,

M. Jean-Wilfrid Garret, M. et M^{me} Jean Bardy, Et toute la famille,

ont la douleur de faire part de décès de

M^{me} Roger GOIRAN, née Jeanne Bardy,

le 31 janvier 1987, dans sa quatre-vingt-septième année, au domicile de l'Église.

Les obseques auront lieu le jeudi 5 février, à 8 h 30, en l'église Saint-Augustin, Paris-9.

2, rue Portalis, 75008 Paris.

La direction Et le personnel de Franco-Tourisme, ont la douleur de faire part de décès de

M^{me} Jeanne GOIRAN, née Bardy, veuve de M. Roger Goiran, gérant-fondateur de la société,

survécue à Paris le 31 janvier 1987, dans sa quatre-vingt-septième année.

Les obseques auront lieu le jeudi 5 février, à 8 h 30, en l'église Saint-Augustin, Paris-9.

France-Tourisme, 1, rue Amber, 75009 Paris.

M. et M^{me} Jacques Maroby, M^{me} Monique Maroby, M. et M^{me} Ronald Heller, M. et M^{me} Jean-François Maroby, ses enfants, petits-enfants et petits-enfants,

M^{me} et Madeline Maroby ont l'immeuble douleur de faire part de décès de

M. Baptiste MAROBY, chevalier de la Légion d'honneur, officier de l'ordre national du Mérite, officier des Palmes académiques, directeur d'École annexée honoraire,

survécu à Paris dans sa quatre-vingt-huitième année.

Ses obseques civiles auront lieu à Tulle (Corrèze), au cimetière du Puy-Saint-Clair, le 4 février 1987, à 16 heures.

M. Jacques Maroby, 16, rue Pauphale, 19000 Tulle, 23, rue d'Albion, BP 115 87000 Marcy Cedex.

Lyon.

On nous prie d'annoncer le décès de

docteur Henri FIGEAUD, professeur honoraire de la Faculté de médecine, membre correspondant de l'Académie de médecine,

survécu le 31 janvier 1987, dans sa quatre-vingt-dixième année.

Les obseques seront célébrées le mercredi 4 février, à 14 h 30, en l'église Saint-François.

De la part de : M^{me} Henri Figeaud, M. Jabbé Bernard Figeaud, M^{me} Françoise Broca, M. Claude Broca, Et leurs familles.

Gabriel SELLAM, nommé de l'enseignement à Alger, compagnon du 8 novembre, croix de guerre,

est décédé le 25 janvier 1987, à Toulouse.

Ses obseques ont eu lieu dans la plus stricte intimité.

Raymond Sellam, 42, avenue de Farcy, 12300 Decazville.

M^{me} Thérèse Toussaint, M. et M^{me} Jean-Baptiste-Jacques et leurs enfants,

M. et M^{me} Joseph-Claude Toussaint et leurs enfants,

M. et M^{me} André-Georges Toussaint et leurs enfants,

Gaëlle Sillian, Et Julia Dor, ses petites-filles,

ont la douleur de faire part de décès de

Michel-Auguste TOUSSAINT, historien, chargé de recherche au CNRS, chevalier de l'ordre national du Mérite,

survécu à l'île Maurice, le 18 janvier 1987, dans sa soixante-quinzième année.

32, rue Miéville, 75015 Paris.

M^{me} Vigneron, née Pauline Segal, son épouse,

Ses enfants, Ses petits-enfants, Et toute la famille,

ont la douleur de faire part de décès de

M. Léopold VIGNERON, ancien élève de l'École normale supérieure, professeur d'Université, médaillé de la Résistance, King's medal for courage in the cause of freedom,

survécu à son domicile le 1er février 1987, dans sa soixante-troisième année.

Les obseques auront lieu le 4 février, à 16 heures, au cimetière parisien de Bagneux.

Cet avis tient lieu de faire-part.

48, rue d'Alméida, 75014 Paris.

Remerciements

M^{me} René Kalfon, M. et M^{me} Pierre Kalfon et leurs filles,

Les familles Kalfon, Stary, Khemia, remercient toutes les personnes qui leur ont témoigné leur affection lors du décès de

M. René KALFON, officier.

6, boulevard Félix-Faure, 13007 Marseille.

Soutenances de thèses

Université de Paris-II, jeudi 5 février, à 14 h 30, salle des commissions, M. In-Soo Park : « Les rapports de pouvoir exécutif et du Parlement sous la Ve République française ».

Université Paris-I, vendredi 6 février, à 14 heures, Appareillement (centre Pasteur), M. Dominique Stasz : « La coopération internationale entre entreprises ».

Université Paris-II, vendredi 6 février, à 17 heures, salle des fêtes, M^{me} Marie-Christine Doré : « La protection du consommateur par le Conseil d'Etat et la juridiction administrative. Essai de constitution d'un répertoire raisonné d'arrêts ».

Université Paris-I, lundi 9 février, à 14 heures, salle Liard, M. Charles Miquel : « Recherches autour de la lettre sur la matérialité. Sources, textes, influences ».

Université Paris-II, lundi 9 février, à 16 heures, M. et M^{me} Garret : « Contributions à l'Économie de l'Industrie et du Commerce ».

Université Paris-I, lundi 9 février, à 9 heures, M. et M^{me} Georges Cottin : « Les VIII^{es} moyennes dans le réseau urbain grec ».

Faculté de droit et des sciences économiques, vendredi 13 février, à 16 heures, M. et M^{me} Thierry Aude : « L'économie de la commercialisation des fruits et légumes ».

MOTS CROISÉS

PROBLÈME N° 4413

de la protection d'un gros bonnet. - XI. Un as au bridg.

VERTICALEMENT

I. Savante découverte de l'académie. - II. Il ne faut plus d'un pour atteindre la Relation d'affaires. - III. Compagne de Saint-Pierre. - IV. Perd ce qu'une femme lui a donné. - V. Première de l'Hexagone. - VI. Ferons apparaître un spectre. - VII. S'opposent. Brillante ou peu retinante, selon le genre de « pistolet ». Note. - VIII. Prêt à déborder. Remue-méninges. - IX. Ne laisserait aller dans un transport en menant nulle part. - X. Camille ou un lion parmi les fauves. Commune.

Solution du problème n° 4412

HORISONTALEMENT

I. Fleurissant. - II. Livrable. Eh! - III. Evictions. - IV. U.R.S.S. Sage. - V. Ras. Peso. - VI. Ibis. Us. - VII. Sras. Ara. - VIII. Sras. - IX. Nefaud. - X. Neige. Usé. - XI. Thé. Otés.

VERTICALEMENT

I. Fleurissant. - II. Livrable. Eh! - III. Omission. Ie. - IV. Tica. Swing. - V. Tât. Lee. - VI. Iriés. If. - VII. OAS. Atout. - VIII. Langoureuse. - IX. Esc. Se. Dés.

GUY BROUTY.

JOURNAL OFFICIEL

Sont publiés au Journal officiel du dimanche 1er février

UN DÉCRET : N° 11 du 30 janvier 1987 relatif aux dispositions de l'arrêté du 10 juillet 1986 et de l'arrêté du 10 juillet 1986 et de l'arrêté du 10 juillet 1986 qui institue une taxe sur les albumettes et les briques.

UNE LISTE : Des élèves de l'École nationale supérieure de mécanique et des microtechniques de Besançon ayant obtenu le diplôme d'ingénieur de cet établissement en 1985.

Sont publiés au Journal officiel du mardi 3 février

DES DÉCRETS : N° 87-49 du 31 janvier 1987 portant application de l'article 40 de la loi de finances pour 1987 (n° 86-1317 du 30 décembre 1986) qui institue une taxe sur les albumettes et les briques.

N° 87-51 du 2 février 1987 portant retrait du décret n° 1100 du 10 juillet 1986 et révision du traité de concession conclu avec la France 5 pour l'exploitation de la 5^e centrale de

N° 87-51 du 2 février 1987 portant révision du traité de concession conclu avec la France 5 pour l'exploitation de la 5^e centrale de

N° 87-52 du 2 février 1987 portant révision du traité de concession conclu avec la France 5 pour l'exploitation de la 5^e centrale de

N° 87-53 du 2 février 1987 relatif aux fonctions, à la nomination et à l'avancement des maîtres-directeurs

N° 87-54 du 2 février 1987 relatif aux fonctions, à la nomination et à l'avancement des maîtres-directeurs

N° 87-56 du 2 février 1987 instituant une aide exceptionnelle destinée à concourir à l'établissement financier de certaines exploitations en difficulté.

ARCHÉOLOGIE

Les cavités secrètes de la Grande Pyramide

Des scientifiques japonais confirment les travaux de la mission française

LE CAIRE de notre correspondant

« Nous sommes à l'aube d'une révolution dans la connaissance de l'archéologie en général et de l'égyptologie en particulier. C'est par cette phrase solennelle que le président de l'Organisation égyptienne des antiquités, M. Ahmad Kadri, a terminé, le 2 février, sa mise au point sur les recherches scientifique-archéologiques récemment effectuées autour des pyramides. Le héros du jour était le professeur Sakuji Yoshimura, de l'université de Waseda, à Tokyo. L'archéologue japonais, âgé de sept semaines et demi, a déclaré, dans la semaine du 24 au 31 janvier, huit cavités à l'intérieur et au pied de la pyramide de Khéops ainsi qu'autour du Sphinx.

C'est du moins ce qu'affirment les résultats préliminaires obtenus grâce à l'usage d'instruments fonctionnant sur le même principe que le radar : un émetteur d'ondes électromagnétiques couplé à une antenne réceptrice.

Dans la chambre dite de la Reine de la Grande Pyramide, le radar aurait détecté la présence d'une cavité mesurant deux mètres de long, derrière la paroi nord. Selon le professeur Yoshimura, « il pourrait s'agir d'une sorte de tunnel parallèle au corridor d'accès ». Les instruments ont par ailleurs confirmé la cavité découverte par les Français dans le même corridor en septembre (Le Monde 10 septembre 1986).

Les Japonais auraient obtenu des résultats similaires au Sphinx. Cinq « de forme géométrique » y ont été trouvés. Ils sont situés au nord et sud, deux devant la tête de la pyramide et trois derrière elle, près de la coupe gauche du colosse.

ALEXANDRE BUCCIANTI.

loterie nationale DUPONNE TRANCHE N°1 DU TIRAGE DU LUNDI 2 FÉVRIER 1987 LE NUMÉRO 202382 GAGNE LE LOT DE 1 000 000,00 F LES BILLETTS SE TERMINANT PAR 832 AVEC LE MÊME BILLET, PROCHAIN TIRAGE DEMAIN

du monde... POUR UN SOMME

...il faut... les observations... la sonde... l'altitude... les sondes spatiales... la mission... l'Agence spatiale européenne...

...japonais... la mission... l'Agence spatiale européenne... les objectifs... l'étude de Phobos... l'analyse chimique...

Le Monde

SCIENCES ET MEDECINE

Ô Phobos !

Les Soviétiques préparent une mission spatiale ambitieuse en direction de Mars et de son satellite Phobos.

EN juillet 1988, l'Union soviétique devrait lancer deux sondes spatiales à destination de la planète Mars, et spécialement de son satellite Phobos. Ce dernier sera exploré en détail, puisque chaque sonde survolera lentement à l'altitude de 100 mètres au-dessus de la surface de la planète. L'une s'ancrera dans le sol, et prélèvera des échantillons. L'autre pourra, en utilisant un mécanisme de barres flexibles, librement gambader sur la surface de Phobos. Ce devrait ainsi mieux révéler cette étrange lune martienne, minuscule (27 kilomètres, dans sa plus longue dimension), très proche de la planète (6 330 kilomètres au-dessus du sol martien), deux caractéristiques qui la rendent très difficilement observable depuis la Terre. On espère, en particulier, comprendre son origine. Phobos semble bien être un astéroïde capturé par Mars. Dans cinquante à soixante-dix millions d'années, il s'écrasera sur la planète.

Deux cents jours de voyage

La mission est ambitieuse. Les Soviétiques ont prévu pour cela une nouvelle sonde spatiale, nommée Vesta, qui peut emporter de 400 à 500 kilogrammes d'instruments. Progrès important, puisque les sondes Vega, utilisées pour explorer Vénus et la comète de Halley, n'avaient que 240 kilogrammes de charge utile. C'est en 1985 que les Soviétiques ont dévoilé leur projet. Des scientifiques de l'Est participent aux vingt et une expériences qu'emportent ces sondes, ainsi que la France, la RFA, l'Autriche, le Suède et la Suède, auxquelles il faut ajouter l'Agence spatiale européenne.

Les objectifs sont d'abord l'étude de Phobos — imagerie détaillée, sondage par radar de la structure interne, analyse chimi-

que et isotopique de la surface, — ainsi que de l'environnement martien : atmosphère et magnétosphère ; enfin, au cours du long trajet de la Terre à Mars, puis des orbites autour de la planète, l'observation du Soleil et du milieu interplanétaire.

Pour cela, chaque sonde Vesta mettra un trajet complexe. Quitte la Terre en juillet 1988, elle survolera la planète deux fois, deux jours plus tard et se mettra en orbite autour d'elle. L'orbite sera elliptique, l'altitude de la sonde variant de 800 à 16 000 kilomètres, ce qui permettra d'étudier l'environnement martien dans une large gamme de distances. Un mois plus tard, le périhélie sera abaissé à 330 kilomètres, soit à environ 100 kilomètres de la surface de Phobos. Encore un mois et l'orbite sera circulaire à une altitude de 100 mètres. C'est alors le survol principal d'étude. Mais on déterminera aussi avec précision l'orbite de Phobos, trop mal connue par les mesures faites depuis la Terre pour qu'on puisse en faire une estimation.

L'orbite sera stable à l'altitude d'environ 6 000 kilomètres, pour obtenir une orbite synchrone, ayant une période de révolution identique à celle de Phobos (7,39 heures) mais légèrement différente par ses autres caractéristiques. A un certain moment, la distance entre la sonde et le satellite ne sera que d'une cinquantaine de kilomètres. Une ultime correction orbitale permettra alors à la sonde de se rapprocher de Phobos et de survoler à une cinquantaine de mètres d'altitude. La vitesse relative ne sera que de 2 à 3 mètres par seconde, et le survol durera une vingtaine de minutes. C'est pendant cette phase critique que les modules de descente seront largués. Enfin, la

sonde reviendra à son orbite initiale et continuera de surveiller Mars. La rotation différente de cette planète par rapport à la Terre (les deux jours martiens derrière le Soleil, ce qui est à cette époque que certaines observations de l'astre pourront être réalisées. La durée totale de la mission doit dépasser quatre cents jours.

Module « sauterie »

Malgré la diversité des études entreprises, c'est bien évidemment le module qui sera largué en premier par les deux sondes. Les petits corps du système solaire, les comètes, n'ont pas

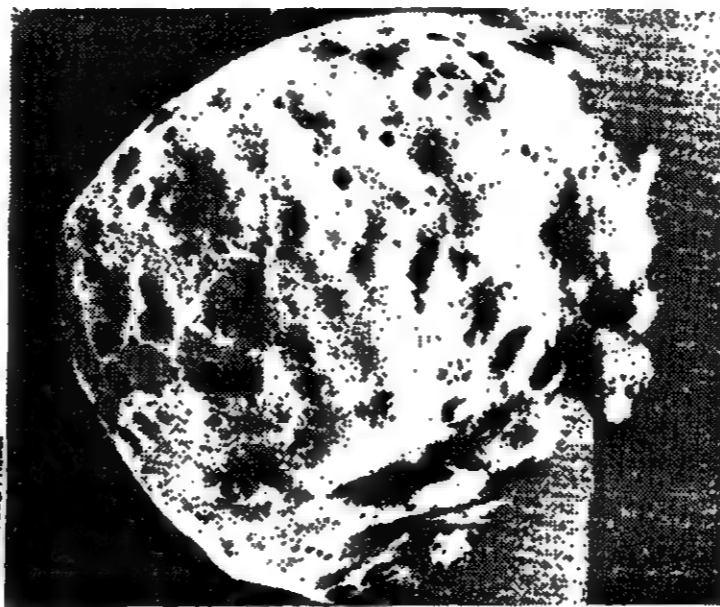
dari un an, ce qui permettra l'étude des oscillations du satellite et celle des vibrations causées par les irrégularités de l'attraction martienne. L'échauffement de Phobos quand il passe de l'ombre à la lumière, les impacts de météorites. Il étudiera évidemment le processus physique et la composition de la surface du satellite, les données recueillies par ce module permettant de recouper et de calibrer les observations à distance faites par la sonde lorsqu'elle survolera Phobos. Et une caméra enregistrera des images dans les spécialistes doivent déjà rêver.

L'autre module dit « sauterie », doit faire une dizaine de circuits

composés volatils et l'ionisation des molécules libérées. Une partie des ions sera captée par la sonde et envoyée pour analyse dans un spectromètre de masse. Une autre expérience participera du même principe, le laser y étant remplacé par un faisceau d'électrons par la sonde. La différence majeure est qu'on déterminera ainsi la composition d'une couche superficielle, épaisse d'un millimètre de matière, et s'arrêteront les ions. Au contraire, le laser éclaire la surface sur une épaisseur bien plus grande, de l'ordre de 1 à 2 millimètres. La France prend part à l'expérience de localisation ionique, le LPCE (Orléans) fournissant l'injecteur d'ions.

La participation française porte aussi sur des observations radiométriques et spectrométriques des surfaces de Mars et de Phobos : laboratoire Bernas d'Orsay, LPSP de Verrières, observatoire de Meudon. Le LPSP intervient aussi dans une étude des oscillations solaires ; le CESR (Toulouse) fera des observations du rayonnement cosmique ; enfin, le service d'aéronomie (Verrières), avec une participation à l'étude de la composition de l'atmosphère martienne, fournit deux catalyseurs pour les sondes qui se fixeront sur Phobos et prendront part à l'étude des molécules du satellite.

MAURICE ARVONNY.



Phobos : reconstitution de photos prises par la sonde américaine Viking

comme les matériaux planétaires, les comètes et les transferts qui ont permis aux sondes de survoler les deux autres planètes, et des sondes bombardées météoriques. Les divers aspects, ils sont de deux ordres : le passé lointain du système solaire, un passé qui présente encore de redoutables énigmes.

L'un des modules se fixera sur Phobos. Il doit fonctionner pen-

d'environ 20 mètres. Il emporte un spectromètre pour mesurer les ions des impacts et des appareils d'étude du sol, qui complèteront les informations fournies par le module fixe et celles obtenues par télémétrie depuis la sonde.

Un laser embarqué enverra sur le sol de Phobos des éclairs lumineux assez intenses pour chauffer localement le sol et pour provoquer l'évaporation de certains

Réglementer l'homéopathie

La législation en vigueur pour les médicaments doit être appliquée aux produits homéopathiques. L'Association nationale de médecine homéopathique a adopté à l'unanimité un rapport adopté à l'unanimité en faveur des autorités responsables.

Ces produits sont la catégorie des produits de confort psychosomatiques, les rapporteurs (professeurs Goussolle de Pontanel et Henry Bayon) soulignent que leur prise en charge par l'assurance-maladie devrait être liée, comme pour tous les médicaments, à une démonstration scientifique de leur efficacité. Ce qui n'a pas été le cas jusqu'à présent, puisque le nombre des médicaments homéopathiques est tel qu'il ne persiste plus une seule molécule de la substance susceptible (selon le dogme d'Hahnemann) de reproduire la maladie.

Une position de « rejet pur et simple » de ces produits homéopathiques « serait parfaitement défendable tant qu'il n'a pas été apportée la confirmation scientifique de leur efficacité intrinsèque », précisent les rapporteurs. Ils ajoutent néanmoins que « l'Académie doit que l'homéopathie a acquis une réputation auprès du public », « cela pour deux raisons « discutables » : la première est la relative fréquence avec laquelle les médecins l'utilisent ; la seconde, l'inscription au Codex (liste des médicaments), laquelle n'est en rien un label d'efficacité.

Mais si ces préparations sont reconnues comme médicaments, « elles doivent alors être soumises au droit commun qui régit l'industrie pharmaceutique, leur fabrication obéir à toutes les normes en usage et les caractéristiques des médicaments industriels ».

L'Académie estime même que pour toutes raisons qui n'auraient pas subi sans succès les épreuves démontrant leur efficacité, l'étiquette doit porter la mention « l'efficacité du produit n'a pas été démontrée selon les normes en vigueur ».

Bref, l'Académie poursuit l'offensive qu'elle a lancée depuis 1981 à propos de l'entrée de l'homéopathie dans l'industrie pharmaceutique. Elle demande une loi ou plus aux homéopathes de prouver leur efficacité. Une chose que... de l'eau, c'est-à-dire un placebo.

Dr E. L.

Médecins et mécènes

Les grands patrons, pour financer leurs recherches, font appel à l'aide privée.

FIN 1983, le professeur Jacques Caen, spécialiste du plus haut niveau en hématologie, est en proie à la déception. Il a le sentiment que sa discipline ne progresse pas. Plus de 100 Français meurent d'un infarctus cardio-vasculaire. Un mort toutes les deux minutes. C'est trop, beaucoup trop. Les vaisseaux, le sang, le cœur, tout est lié. Les recherches sur le cœur avancent. Mais sur le sang et les vaisseaux ?

Jacques Caen se sent prêt à imprimer un nouvel élan à ses travaux. Pour cela, il lui faut de l'argent. Or ni le Centre national de la recherche scientifique (CNRS) ni l'Institut national de la santé et de la recherche médicale (INSERM) ne sont en mesure d'allonger leur aide. Il devra trouver autre chose. Jacques Caen, qui fut le pionnier de la formule dite hôpital de jour, dès 1968, à l'hôpital Saint-Louis, sous le professeur Jean Bernard, porte en lui quelques convictions : le malade doit être le moins possible retiré de la société ; la recherche doit profiter au patient, donc déboucher sans retard sur la mise au point de médicaments.

Ainsi va naître le projet d'un Institut des vaisseaux et du sang. Les cinq lieux où se dispersent actuellement les cent personnes

de l'équipe de Jacques Caen à l'hôpital Lariboisière, à Paris, regroupées dans un immeuble de 1900 m² construit sur l'hôpital. L'Association publique couvre le terrain. Les trois étages correspondront aux trois fonctions : les treize lits de l'hospitalisation de jour et de semaine, la recherche, le développement pharmaceutique.

Un vieil entrepôt

C'est de la construction, mais et toit, « brut de béton » : 11 millions de francs. En 1961, le professeur Caen avait créé l'Association des amis de l'Institut de médecine pour les maladies du sang et des thromboses, organisme d'utilité publique en 1968. Cette association a financé un petit pénale : 6 millions. Pour construire les autres, une grande opération d'appel au public a été lancée en novembre dernier. Avec les pompiers, de RTL et d'Antenne 2, plus de 1 millions ont été collectés. Restent les aménagements et le fonctionnement : l'Association publique se charge du rez-de-chaussée, l'INSERM et le CNRS de l'étage de la recherche.

Et l'étage des médicaments ? C'est là qu'intervient le progre-

ment parler la sponsorship. Jacques Caen estime qu'il faudrait 6 millions de francs par an pour cet étage. Il a donc conclu avec des firmes européennes ou françaises des contrats de fourniture de médicaments. Le fruit de ces contrats suffira, au bout de cinq ans, à assurer le fonctionnement de cet étage, « en totale liberté », affirme son promoteur.

Philippe Meyer, professeur de pharmacologie à l'hôpital Necker-Enfants malades, anime lui aussi, au sein d'un hôpital de l'Assistance publique et d'un centre hospitalo-universitaire, une équipe de recherche qui occupe soixante-dix personnes et vit grâce à des crédits de l'INSERM et du CNRS. Lui aussi est persuadé que sa discipline exige des efforts accrus pour se développer. Lui aussi constate la rigidité des procédures publiques. « Si j'obtiens plus d'argent, explique-t-il, à l'intérieur de l'enveloppe budgétaire de l'hôpital, ce sera un bénéfice des travaux de mon confrère l'INSERM sur l'immunologie par exemple, ou des chirurgiens d'enfants. L'argent est indispensable. » Lui aussi s'est gagné l'aide de l'Assistance publique : le comité d'hôpital a déclaré prioritaire la pharmacologie clinique et lui offre un local : un ancien entrepôt dans l'immeuble de Necker, où s'offrent peu à peu les enseignements de la grande marque automobile. Les 450 m² du sol abritent 1 000 habitables, et le sous-sol est utilisé pour y mener éventuellement un ou deux étages. L'Assistance publique n'a posé qu'une condition à la dévolu-

tion de cet entrepôt : que l'argent nécessaire aux aménagements, aux équipements et au fonctionnement ne lui soit pas réclamé.

Alors, le professeur Meyer s'est entouré d'autres bailleurs de fonds. Pour la construction et les premiers équipements, il a obtenu de 7 millions de francs. Le montage financier consiste à solliciter une dizaine d'entreprises pharmaceutiques (MSD, Chibret, Bayer, Rhône-Poulenc, Servier, etc.) pour une contribution de 500 000 francs chacune. Pour convaincre, Philippe Meyer dispose d'un joker persuasif : chaque donateur bénéficiera « gratuitement » de l'expérimentation de la recherche en trois produits. Les lieux transiteront par la Fondation France et l'Association Claude-Bernard — « pour la transparence ». Un comité de patronage s'est constitué, où M^{me} Simone Veil, Françoise Giroud, M^{me} François Jacob, Hubert Curien, etc., ont rejoint la princesse Liliane de Belgique.

« Américano-dépendance »

Philippe Meyer estime que la sponsorship est une voie inévitable : « Les recherches pour la santé diminuent dans notre société et le chômage augmente, tandis que les dépenses s'élèvent, à cause, en partie, du vieillissement de la population. Donc, il faut trouver de nouvelles sources de financement. »

C'est ce que le point de vue du professeur Alain Carpentier, à l'hôpital Broussais à Paris. Celui

que ses pairs — comme ses patients — mettent au pinacle dans la hiérarchie des problèmes mondiaux de la chirurgie expérimentale que part d'une constatation : « J'avais été un labo CNRS de chirurgie expérimentale qui marchait très bien. Pour rester CNRS, il fallait la présence d'un million trois chercheurs CNRS à plein temps. Ce qui n'était pas le

cas, car nous ne sommes pas des chercheurs à plein temps, qui ne font que de la recherche. » Son budget est donc « progressivement passé aux mains des Américains », qui, aujourd'hui, versent 10 % du million de francs qu'il représente.

CHARLES VIAL.
(Lire la suite page 21.)

7F
NUMÉRO
DE JANVIER

Le Monde

dossiers et documents

LES ARCHIVES DE L'ACTUALITÉ

DEUX DOSSIERS

LA FRANCE DANS LE MONDE
La politique de défense nucléaire. Son rôle dans la Communauté européenne. Sa présence multiforme sur tous les continents et les enjeux diplomatiques d'une telle stratégie.

L'AIDE HUMANITAIRE
Les ambiguïtés des opérations spectaculaires et du mécénat dans l'aide au développement.

CHEZ VOIIE MARCHAND DE JOURNAUX

هكذا من الاجل

La bouée du lac Nyos

Un système français pour éviter les catastrophes dues aux lacs de cratère.

UNE bouée munie de capteurs de température d'hydrogène sulfuré d'un émetteur Argos est en place sur le lac camerounais Nyos.

Le 21 août dernier, en effet, une énorme quantité de gaz carbonique, CO₂, pour l'essentiel, sans doute hydrogène sulfuré, H₂S - sortie du lac Nyos, installé dans un cratère volcanique, a cheminé le long de plusieurs vallées, elle a tué presque instantanément plus de 1 700 personnes et plusieurs milliers de têtes de bétail. La cause de cette catastrophe est discutée, on dépeint des études que des équipes françaises, italienne, japonaise, britannique, américaine, israélienne...

Tout le monde est d'accord pour penser que le gaz toxique est venu du fond du lac. Après le 21 août, les eaux superficielles, réputées pour leur limpidité, étaient troubles et rougeâtres. Ce qui traduisait, à l'évidence, un bouleversement du contenu du lac Nyos. Selon l'opinion généralement acceptée par la communauté scientifique, le lac, profond de quelques mètres, est en temps normal stratifié : la surface jusqu'à 80 ou 100 mètres, les eaux sont assez chaudes (on est en climat tropical), donc légères, et contiennent des organismes vivants ; de 100 à 150 mètres jusqu'au fond, les eaux sont plus froides (même aucune mesure de température n'a jamais été prise sur toute la colonne d'eau), donc plus lourdes, d'autant plus qu'elles sont chargées en CO₂ (1), et elles sont dépourvues de vie.

Du vivant en CO₂, ce H₂S, et pourquoi ces deux gaz sont-ils

jailli du lac, qui est-il brusquement dégazé ?

La plupart des scientifiques pensent que les gaz volcaniques, suintant de la cheminée lacustre, se dissolvent dans les eaux profondes du lac jusqu'à saturation de celles-ci. Il a été démontré, en effet, que les gaz sortis du lac Nyos peuvent venir de la décomposition des matières organiques tombées au fond du lac.

En revanche, il y a eu un glissement du déclenchement du dégazage. On peut invoquer plusieurs processus.

Une activité volcanique diffuse aurait suffisamment enrichi donc allégé les eaux profondes pour que celles-ci remontent vers la surface. Au moment de cette mon-

tée, la pression diminue forcément, permettant la formation de bulles de plus en plus nombreuses. Ce qui allège plus la colonne d'eau. Une fois amorcé, ce processus (qui a d'ailleurs utilisé sous le nom d'air lift pour faire monter en surface le pétrole de certains champs) s'accroît de lui-même. La même activité volcanique diffuse aurait pu aussi acidifier les eaux profondes, l'acidification libérant d'énormes quantités de CO₂ dissous.

Eaux lourdes

On peut aussi imaginer une explosion phréatique, à l'origine d'un glissement du terrain suffisamment important pour bouleverser le lac jusqu'à la surface. Mais un retournement brusque aurait pu provoquer un léger refroidissement des eaux superficielles. Celles-ci, devenues plus lourdes, auraient plongé, obligeant les eaux pro-

fondes très chargées en CO₂ à remonter. Ce refroidissement pourrait être dû aux pluies abondantes du nord d'ouest au Cameroun. L'hypothèse est d'autant plus sérieuse qu'une catastrophe analogue a produit le 15 août 1984 près d'un autre lac camerounais, le lac Monoun, tuant quarantaine de personnes (2).

Quelle que soit l'hypothèse retenue, le gradient de température de l'eau, de la surface au fond, joue manifestement un rôle. Et d'autant plus que l'équilibre du lac Nyos tient, sans doute, de faibles différences de température. C'est pourquoi la Délégation aux risques majeurs, créée par le Centre national de la recherche scientifique, le Centre national d'études spatiales, le Centre national d'études de météorologie, la Météorologie nationale, qui ont prêté du matériel en offrant gratuitement l'usage de leurs services, et la compagnie

aérienne UTA, qui a consenti des tarifs très réduits de transport, a décidé de proposer au Cameroun un programme d'équipement du lac Nyos. Grâce à ces prêts et à ces services, le coût du programme serait de l'ordre de 10 000 francs.

Argos-Paris

Les mesures recueillies par la bouée Argos-Paris, à Yaoundé, et leurs données demandent à participer aux recherches engagées par la bouée. Les Japonais, les Américains de paramètres physiques et chimiques, pourraient compléter l'équipement de la bouée. On pourrait aussi poser sur le fond du lac un sismographe ou un hydrophone relié à la bouée, qui surveilleraient en permanence l'activité sismique et donc volcanique locale. Rappelons qu'en 1985, au cours de l'opération Kalko, les Français et Japonais ont posé un sismographe et deux inclinomètres au large de 1 000 mètres sous la mer.

En outre, un tel système bouée-capteurs-émetteur est facilement utilisable pour surveiller les zones à risque existant un peu partout dans le monde. Ce qui pourrait favoriser, dans plusieurs pays, l'activité scientifique française.

Mais, quelles que soient les anomalies thermiques ou plus tard l'activité sismique volcanique détectées dans le lac Nyos, il appartiendrait aux seules autorités camerounaises de décider ou non si ces anomalies sont suffisantes pour évacuer temporairement les abords du lac Nyos. Etant entendu qu'une fois le phénomène de dégazage évacué, il est trop tard pour faire quoi que ce soit.

YVONNE REBEYROL

Fig. 1 : Etat pré-éruptif

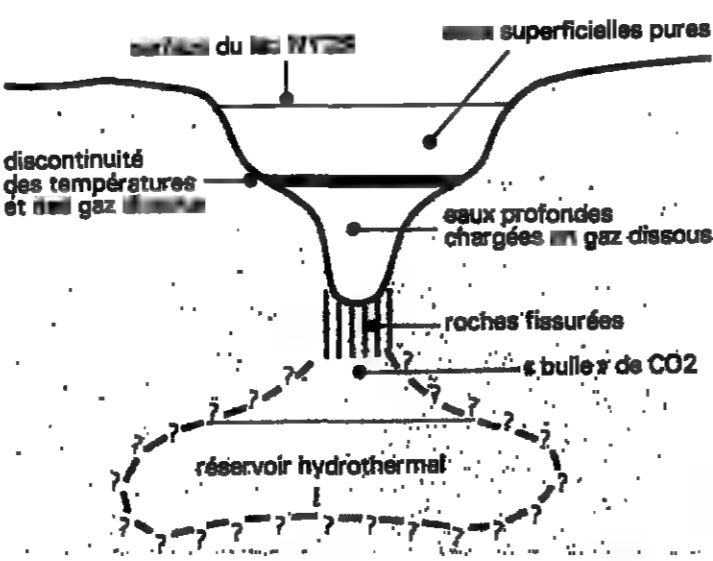
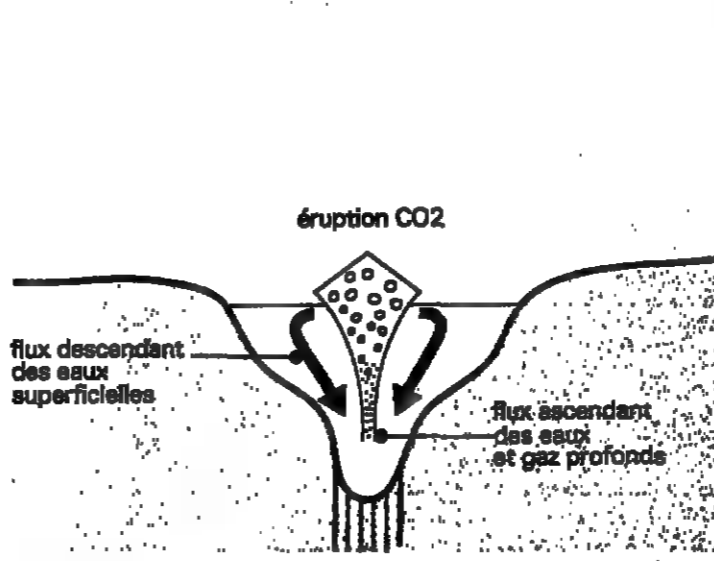


Fig. 2 : Renversement des eaux du lac



(1) Des eaux à la même température ont des capacités d'absorption de gaz qui varient avec leur pression. A la pression d'une atmosphère et à la température de 15 °C, un litre d'eau peut dissoudre un litre de CO₂ et 3,5 litres de H₂S. A la pression de 22 atmosphères régnant sous 220 mètres d'eau, le même litre d'eau, toujours à 15 °C, a la capacité de dissoudre 22 litres de CO₂ et 77 litres de H₂S. A la pression d'une atmosphère, la densité du CO₂ est de 1,52, celle du H₂S de 1,17 par rapport à celle de l'air, qui est alors de 1. Et n'oublions pas que les gaz volcaniques contiennent en général 10 à 1 000 fois plus de carbone que de soufre et que le CO₂ est 1 000 fois moins toxique que le H₂S. Enfin, le H₂S, plus léger, se dissipe plus facilement que le CO₂, plus lourd, une fois que ces gaz sont répandus dans l'atmosphère.

(2) Un tel « retournement » n'est possible que dans certains lacs. Le « creux », c'est-à-dire le rapport du carré de la profondeur à la surface, doit être supérieur à 0,15. Il existe, au Cameroun, une douzaine de lacs volcaniques qui ont le « creux » nécessaire. La France n'en a que deux - Paris et Issy-les-Moulineaux - qui seront équipés d'appareils de mesure au cours de cette année.

SCIENCES HUMAINES

La Révolution sous le manteau

Un entretien avec l'historien Robert Darnton sur les ouvrages interdits et la circulation des idées à la veille de 1789

L'HISTORIEN Robert Darnton vient de prononcer au Collège de France quatre conférences sur divers aspects du livre prohibé en France au cours de la période qui précède 1789.

« On pense au lien de causalité - partielle sans doute - entre la circulation de certains livres et le déclenchement des événements révolutionnaires. En l'état de vos

investigations, quelle description pouvez-vous nous en faire ?

- Eh bien, j'avoue que le mot « causalité » me fait frémir. C'est une question bien compliquée. Je ne prétends pas avoir découvert une cause inconnue de la Révolution française. Ce que je cherche à faire, c'est un peu d'explorer : je veux recréer, reconstruire, dans la mesure du possible, mais les cir-

cuits des ouvrages interdits, grâce à cela suivre la circulation des idées dans les couches de la société.

- Cela dit, j'estime que, si l'on peut quelle que soit la méthode littéraire qui existait en réalité, on parvient à pénétrer l'univers mental de l'époque. Cet univers qui a explosé en 1789.

- Je crois pouvoir affirmer que j'ai trouvé quelques racines intellectuelles, idéologiques, de la Révolution. Mais ce n'est pas en expliquant la cause. D'un côté, je me vois peu de la Révolution possible sans une préparation idéologique. D'autre part, je prends en compte tout ce qui est bien connu : la crise financière, politique, le prix du pain, etc.

- En exploitant les archives extraordinairement riches d'un éditeur suisse, la Société typographique de Neuchâtel, et de nombreuses autres sources, vous êtes parvenu à esquisser une liste de livres prohibés les plus importants. Quels sont les « palmiers » particuliers ?

- Dans cette liste, il y a des titres et qu'il faut, bien sûr, examiner avec une certaine prudence quant à l'ordre des titres, on trouve en effet les *Anecdotes sur M^{me} la comtesse du Bassin* d'un auteur tout à fait inconnu aujourd'hui, le *Système de la morale* de d'Holbach, l'*Histoire philosophique de Voltaire* et de Rousseau et de livres tels que *la Fille de joie*, ou un *Recueil de comédies et chansons gaillardes*...

- Qu'est-ce qui m'a frappé dans cette liste ? J'estime avoir reconstruit la littérature telle qu'elle existait. Une démarche positiviste, me direz-vous, presque enfantine. Mais je crois que c'était là les livres qui circulaient réellement dans le man-teau. Grâce à toutes sortes de pro-

cessés, j'arrive à voir un marché littéraire.

- Je ne m'attache pas à lire beaucoup de livres classiques philosophiques dans cette liste. A ma grande surprise, je trouve Voltaire, l'auteur le plus lu, vraisemblablement, et un voltairanisme répandu à peu près partout. A la fin de Voltaire, on trouve le baron d'Holbach et les livres de sa coterie : du matérialisme très en vogue à l'époque.

On s'arrache les inconnus

- Tout cela ne me paraît pas beaucoup du monde normal de l'histoire littéraire. A côté de cela, on trouve aussi une littérature prohibée qui est tombée dans un oubli total. Par exemple de Maitrebot, *Mémoires d'Angerville* : ce nom est parfaitement ignoré. Ce livre était parmi les best-sellers les plus lus à la veille de la Révolution. Ces gens écrivaient surtout des chroniques scandaleuses, des nouvelles politiques, genre *Le privé de Louis XV, la Naissance du dauphin dévoilée, l'Espion anglais*...

- L'importance de ces livres est très frappante. En lisant, on s'aperçoit qu'ils ont beaucoup de liens avec le matérialisme et le libéralisme. Ce qui est balayé bien vite par d'autres forces.

- Vous soulignez le rôle de ce que nous appellerions aujourd'hui un journalisme politique radical répandu par la voie d'écrits périodiques, de pamphlets. On a même l'impression, à vous écouter, que ce rôle a été au moins aussi décisif que celui des auteurs « de référence » du panthéon littéraire pré-révolutionnaire. Est-ce bien cela ?

- Oui, ce rôle d'idées a été décisif. D'un côté, Voltaire, d'Holbach, Rousseau, ont miné le système des valeurs de l'époque. Leur discours est logique : lié, mais distinct parfois. Leur public est

en grande partie l'élite : aristocrates, clercs, bons bourgeois, rentiers... Les privilégiés, ayant bien étudié cette littérature, ne croient plus à leurs privilèges. Ils perdent la confiance dans leur légitimité



qu'avaient... Voilà un versant de la préparation idéologique.

- Mais, en même temps, les libellés, les chroniques scandaleuses, minaient autrement la légitimité du régime. On le voit très bien dans des lettres de lecteurs et d'autres personnes. Une espèce de dégout s'y exprime, d'horreur vis-à-vis de la cour, des « grands » : c'est pour ça que l'aspect religieux, cette espèce de magie qui entourait le roi, sont éclaboussés par ce courant journalistique.

- Ces livres sont pour la plupart, à cette époque, des contre-façons. Pourquoi ? Comment ?

- Il faut se souvenir de ce qu'était le système littéraire sous l'Ancien Régime. Il y avait la censure, une police littéraire très développée. J'ai étudié les rapports de cette police vers 1750 : je suis frappé par le goût littéraire

des « flics ». Ils savaient flairer le talent.

- Un système très développé, avec la communauté des libraires et imprimeurs de Paris, contraignait, bloquait le marché. Donc pas de circulation libre de la chose imprimée. A cause de cela se sont développées sur le pourtour de la France, comme autant de champignons poussant dans un cercle, des dizaines de maisons d'édition. Ces maisons produisaient des livres contrefaits. Elles avaient des agents à Paris qui les informaient de ce qui se vendait le mieux. Elles contrefaisaient ensuite également les livres qui avaient le plus de succès. Puis elles se spécialisaient dans ces livres prohibés dont je vous ai parlé.

Une vision idyllique

- Vos auditeurs au Collège de France sont bien obligés de reconnaître l'abstraction un peu idyllique de « Lumières » se poursuivant doucement sur une France bientôt mûre pour le « grand jour » du 14 juillet 1789. Vous faites s'entendre au contraire sous nos yeux un monde maudit, après un gain, expert en « marketing », pariant dangereusement sur des spéculations énormes dont les objets sont des livres - toutes sortes de livres, on l'a vu. La Révolution est-elle aussi un produit du livre-marchandise ?

- Tout à fait. Le livre-marchandise a véhiculé les idées. Il faut renouer, comme vous le dites, à la vision idyllique. Des intermédiaires culturels étaient nécessaires, dont le rôle fut, je crois, capital. Etudier de près les manœuvres d'un libraire, d'un contrebain, d'un agent littéraire, d'un éditeur, c'est reconstruire l'espace où l'offre et la demande se rejoignent.

Propos recueillis par MICHEL KAJMAN.

Le Monde

L'EDUCATION

DEUX DOSSIERS

BTS/DUT : LE VENT EN POUPE

ENQUÊTE SUR LES JEUNES HOMOSEXUELS

NUMÉRO DE FÉVRIER 1987

CHEZ VOTRE MARCHAND DE JOURNAUX

MÉDECINE

REVUES

LA MORT ET LE BONHEUR

La mort, le bonheur, la félicité : les revues somment s'être donné le mot, en début d'année, pour choisir des thèmes dits de société sur lesquels les uns et les autres n'ont pas fini de débattre.

« Est l'acte le plus important de l'existence », selon Louis-Vincent Thomas : « Il mérite qu'on le prépare sans violence mais avec passion. » Or, c'est « la violence irréductible de celui qui meurt » que décrit Patrick Baudry en s'interrogeant sur le rituel qui pourrait apporter un sens à la mort.

Psychiatres, amoniteurs d'hôpitaux, généralistes, philosophes, généticiens, démographes, journaliers, économistes, théologiens, et... Arletty (quatre-vingt-huit ans) interroge, qui ce rituel, son sens et toujours à quel point il produit une mort refusée par l'acharnement des techniques médicales, ce qui ressentie, de plus en plus fréquemment, comme un néant définitif sans espoir d'au-delà.

La mort à l'hôpital (70 % des Français) coûte plus de 500 millions de francs à la communauté, avec un prix de journée à 1 200 francs pour une chambre de soins palliatifs... Il paraît assez étrange de chiffrer ainsi le coût de la mort, mais les aspects inhumains d'une mort hospitalière, déclinée, justifie que l'on s'interroge sur son bien-fondé et sur l'utilité qu'il y a à développer les soins à domicile.

Outre les organismes spécialisés (1), les généralistes donnent sur ce point des témoignages convaincants. Certains n'écartent nullement le recours à l'euthanasie, et notamment à la modification législative néerlandaise, - le docteur Adriaan, anesthésiste à l'hôpital régional de

Delft, dans le « mort douce ».

Le vrai thème de cet Autrement n'est pas, il va de soi, le débat trop ponctuel sur l'euthanasie, mais celui sur le sens et la souffrance, la solitude et la dégradation de la fin de la vie, que de multiples situations ou de nouvelles méthodes peuvent traiter d'éviter, afin que la mort puisse être vécue dans une certaine sérénité.

L'aptitude à la joie

Aux antipodes des témoignages d'Autrement, on trouve, dans la Psychiatrie française sur... « Le bonheur », une idée que celle du docteur Charles Brisser, qui dirige la Psychiatrie française, que d'avoir choisi ce thème alors que psychiatres et médecins ont, par définition sinon par vocation, à se pencher quotidiennement, non sur les jours heureux mais sur ceux du malheur et de la souffrance. Le docteur S.-D. Kipman cite dans sa préface une déclaration de Jacques Lacan : « Ce que l'on nous demande, il faut l'appeler d'un mot simple, c'est le bonheur. » Et dans la vocation soignante, il est clair que le souci de réparer se trouve au premier plan, parfois pour un objectif modeste : « moins de douleur », mais de façon plus ambitieuse, on vise un véritable apprentissage, une reconstruction, de l'aptitude à la joie, à la sérénité du monde et des autres.

Cette aptitude au bonheur, certains auteurs la prédisent à la joie, et d'autres la voient ombres de la déprime ? Oul, répond le professeur J.-F. Morel, généticien renommé de Marseille, il y a une génétique du bonheur, comme il y a une génétique du malheur, ou de la mélancolie, ou de la schizophrénie, ou de la déficience génétique précoce.

Mais, ajoute-t-il, il s'agit d'un caractère défini, comme celui de la taille ou de l'intelligence, par une partie génétique d'une part et par l'environnement de l'autre. « Vous pouvez vivre avec une aptitude au bonheur et vivre dans des conditions telles que vous ne pouvez pas l'exprimer. »

C'est, en somme, le rôle du psychiatre et du médecin d'agir tant sur l'environnement que sur les comportements afin que soit atteint, autant que faire se peut, ce que le physiologiste (professeur M. Cabanac, Lyon) nomme l'état mental de satisfaction, de confort et de plaisir et le philosophe Robert Misyra (Paris) « la jouissance d'exister, portée à son plus haut niveau d'intensité et de réflexion et qui conduit à un dépassement de temps. »

« La préparation à un numéro sur le bonheur », écrit le docteur Kipman, psychiatre, a modifié mon comportement et ma pratique quotidienne. (...) Elle a acquis des aspects plus dynamiques et ne s'est plus limitée à la traque du symptôme et de ses causes. Il faut en outre nous nous débarrasser avec espoir vers un effort de construction. Les efforts que, mieux, nous faisons en somme, peuvent accomplir...

D'ESCOFFIER-LAMBOTTE. « La mort à vivre », dirigé par les docteurs C. Baschet, psychanalyste, et J. Bataille, chirurgien. Revue Autrement, n° 87, 224 pages, 80 francs (ou libretto 4 francs).

« Le bonheur », sous la direction de Charles Brisser, Psychiatrie française, n° 6, 128 pages, 23, rue Pradier, 75011 Ville-d'Avray.

Médecins et mécènes

(Suite de la page 19.)

Ainsi, peu à peu, pour trouver une solution à ses problèmes, l'équipe du professeur Carpentier a dû conclure des contrats avec des constructeurs nord-américains. La firme Edwards, par exemple.

Mais Alain Carpentier voudrait échapper à cette « américanisation ». Pour concevoir une valve « active » qui s'ouvre sous la pression du sang mais par un signal intelligent, ce qui soulage le cœur, il s'est adressé tout à la fois à des industriels français et au ministère de la recherche. Après trois ans de travaux, une valve est au point et sera implantée chez l'homme dans un an.

Retour vers l'étranger tout de même : la Fondation pour la recherche cardio-vasculaire créée par Mme Helmut Hermann, qu'il avait opérée il y a dix ans, n'a pas la possibilité de réunir les 10 millions nécessaires à l'implantation d'un cœur artificiel « permanent » qu'il appelle le « cœur gratuit », c'est-à-dire sans partie d'exclusivité industrielle. La Bayer-Pharma-France, filiale du groupe ouest-allemand Bayer, s'apprête à lui verser une somme rondelette en vertu d'un contrat d'une durée de trois ans.

Sans contrepartie aucune ? Pas exactement. Alain Carpentier a des obligations : celle de participer aux salons, expositions, congrès à la demande de Bayer. Avec l'astronome Patrick Baudry - l'association de deux personnalités ayant pour but de donner une image d'innovation, d'aventure humaine, - il intervient dans des débats publics. « Mais attention, souligne-t-il, uniquement dans des manifestations scientifiques. Je ne suis pas un homme-sandwich. » L'essentiel aux yeux d'Alain Carpentier est ailleurs : les chercheurs restent maîtres de leurs publications, et les brevets qui naîtront de leurs travaux seront français.

Le professeur Carpentier ne désespère pas pour autant d'obtenir des fonds publics. Ce sera même une nécessité, car la mise

au point de son cœur artificiel est chère. Mais il n'ignore pas l'existence d'un autre moyen : « Aller au ministère de la recherche et dire : j'ai déjà plusieurs millions de centimes, aidez-moi vous aussi, c'est autre chose que venir les mains vides. » L'Assistance publique elle-même trouvera compte dans cette sponsorship, estime-t-il, puisqu'elle profitera des brevets et bénéficiera d'une image novatrice.

Les dérivés mercantiles

La sponsorship médicale sera-t-elle le futur panacée sans laquelle il n'existera plus de médecine de haut niveau ? Panacée sûrement pas, mais obligé d'accepter. Encore faudra-t-il que les pouvoirs publics ne laissent pas couler toutes ces sources sans maîtriser leur usage. Les exemples cités (et il en va d'autres) : la « maison des parents » au sein de l'hôpital d'enfants de Bicêtre, grâce à la souscription lancée par le Figaro et complétée par un don du roi Hassan II en faveur de deux équipes françaises de chirurgie cardiaque) montrent que leurs promoteurs sont conscients des dangers. Jacques Carpentier a une objection : « Être piloté de l'amont par le privé ne me gêne pas si c'est dans l'intérêt des malades. » Mais dérive, mais et subordonnés d'intérêts mercantiles peuvent dominer et le bénéfice commercial à court terme ne peut servir d'unique propulseur. Pour l'instant, le ministère observe. Il encouragerait même plutôt le processus, puisque M. Michèle Barzach n'a pas hésité à faire appel à la charité publique à propos du SIDA.

L'Assistance publique à Paris jette elle aussi sur ces initiatives un regard plutôt sympathique. Son directeur général, M. Jean Choussat, qui fut directeur du budget de 1981 à 1985, s'est acquis la réputation d'un gestionnaire de l'austérité et des économies, d'un « homme qui sait dire non ». Pourtant, le régime de vice

son administration est accueillie à bras ouverts par le fonctionnement des établissements privés ne l'atteint pas. La sponsorship témoigne du dynamisme des équipes médicales, nous dit-il. Le médecin ne révèle pas une carence de sa part, car notre vocation, ce sont les soins et non la recherche. Je considère que lorsqu'un médecin décroche une aide privée pour obtenir des équipements, c'est le moindre des choses que nous faisons l'effort nécessaire ou fonctionnement de ces appareils. » M. Choussat relative d'ailleurs le péril de l'abandon du privé sur le secteur public : « Le budget d'investissement de l'Assistance publique est de 1 milliard 700 millions en 1987. L'ensemble du secteur ne doit pas dépasser 20 milliards. Calculés : 1,60 % ! »

De côté de l'INSERM non plus, l'heure n'est pas au tocain. L'organisme officiel chargé de la recherche médicale ne nourrit aucun sentiment de dépossession. Son secrétaire général, M. Michel Dodet, est aussi clair que M. Choussat : « La puissance publique ne doit abandonner aucun terrain, mais elle n'a pas à financer à 100 % toutes les recherches. » Dans les projets évoqués plus haut, les conditions de travail des chercheurs de l'INSERM sont améliorées. Tant mieux. La signature préalable de conventions avec l'Etat (l'INSERM, le CNRS) et les donateurs privés permet de prévenir les dérives dans le domaine des investissements, estime en substance M. Dodet.

Ainsi, la nouvelle recherche médicale joue-t-elle ses prétentes sans trop de fausses notes. L'harmonisation restera toujours nécessaire, tant le libéralisme se montre impuissant à écrire mail le partition. Car la sponsorship à ses lois, pas forcément équitables. Le cœur, le cancer, inquitent et portent donc les mains aux portefeuilles. Mais d'autres secteurs ont beaucoup de peine à trouver le chemin de la sensibilité des donateurs et des sponsors.

CHARLES VIAL.

SECTEURS DE POINTE

Les voleurs du minitel

A la base des effractions, il y a toujours une communication de « type humain ».

L'informaticien n'est pas nouveau. Mais l'accès du grand public à l'intermédiaire que, par l'intermédiaire du minitel, a développé des pratiques jusqu'alors marginales en France. Les boîtes à lettres de simple escroquerie, qui permet de révéler les factures, à la tentation du détournement de fichiers dont les conséquences pourraient être redoutables.

Attirés par le service Kiosque (Télécel-3) et ses messageries certains minitistes ont douloureusement vécu l'arrivée de la première facture. Et ils ont découvert qu'à l'heure de Télécel-3, accessible par le 36-15, existait Télécel-2 (36-14) qui permettait de recevoir des messages Kiosque - on était, car des précautions ont été prises - accessibles par le 36-14 un composant un peu numérique. Ce Télécel-2 permettait à un peu d'astuce de se faire, on pouvait le découvrir. Les pirates ayant bon sens et divulguant leur trouvaille, ils ont boîtes à lettres téléphoniques d'ailleurs, les accès en fraude ont augmenté, jusqu'à ce que les services de sécurité aient pu intervenir. Cette fraude est maintenant devenue insignifiante.

Certains ont alors trouvé mieux. Ils ont dirigé leurs heures de connexion par d'autres. Le minitel : appeler normalement un service, mais au lieu de l'utiliser comme il est prévu, entrer en relation directement avec l'ordinateur qui le gère et lui demander d'appeler un autre service. Il y a fait ses connaissances et du doigt, mais si les ordinateurs serveurs sont de même type, il y a de bonnes chances que l'interconnexion soit réalisée. On peut alors utiliser le deuxième service en faisant adresser la facture au premier. Chez Prime, on a pris conscience qu'il était relativement facile d'interconnecter les services et conçu un logiciel de protection, qui repère les tentatives de fraude, déconnecte l'indélicat et lui interdit le rappel du service.

Les prestataires de services avaient jusqu'ici réagi au coup par coup, en ordre dispersé. Aujourd'hui, ils se concertent, comparent leurs méthodes. Les éditeurs de systèmes Prime ont été réunis le 15 janvier pour discuter avec d'autres de cette question. Une constatation : « La base des effractions, il y a toujours une communication de type humain ». Les boîtes à lettres de simple escroquerie, qui permettent de révéler les factures, à la tentation du détournement de fichiers dont les conséquences pourraient être redoutables.

Reste à la base, la chance. Les mesures de sécurité ne peuvent éliminer ce paramètre, mais ne font que le réduire à la portion congrue. Le service vidéobanque du Crédit commercial de France, par exemple, estime que le risque est limité à une chance sur cinquante-six milliards. Une protection minimale pour un serveur qui autorise les transactions financières. Car le problème du piratage va au-delà de la sécurité au plan. L'avenir du minitel est aux échanges financiers et commerciaux. Dans ce domaine, il n'est pas de sécurité totale. Les milliards de francs qui circuleront à l'heure de l'intermédiaire du minitel attireront d'autres pirates que ceux qui opèrent actuellement par un moyen intellectuel. Les méthodes de piratage changeront également. La sécurité : l'écoute de ligne.

Reconstitution de mots de passe

Rien ne sert d'être riche si on ne peut pas le garder. Un système de sécurité peut être découvert à tout moment. Un peu d'intelligence, un doigt à savoir-faire, un simple magnétophone à beaucoup de minutisme et suffisent. Dès lors qu'un voleur informaticien découvre la ligne téléphonique d'un ordinateur, le voleur financier, il peut y installer une dérivation et brancher un magnétophone. Lorsque le client de la

fiche murale) il s'adapte directement sur le minitel. Le CCF ne lui a rien donné de nom. Pour le moment, on appelle le « système chiffrement ». Son principe est de transformer le minitel (simple terminal) en un appareil « intelligent ». Il agit comme un décodeur Canal + : il crypte et il décrypte les informations. Quand l'utilisateur d'un service télématique se connecte sur son vidéocompte (par exemple), il délivre ses données par une série de chiffres qui dépendent de l'heure. Quiconque tente d'enregistrer sur une ligne les données de ce système de chiffres à des signes. Même si le pirate réussit à reconstituer le mot de passe initial, celui-ci lui servira à rien. Lorsqu'il tentera de se connecter en utilisant un mot de passe découvert, le système chiffrement déjà changé sa combinaison de chiffres aléatoires ; il rejettera le voleur.

Le CCF a développé une protection jusqu'au machiavélisme. Si quelqu'un essaie d'ouvrir la boîte pour analyser les circuits intégrés qu'elle recèle, le système s'autodétruit... René Riffard n'a qu'un regret : « J'aurais bien aimé que la boîte dégage de la fumée et s'autodétruisse... »

Reste à fabriquer un instrument commercialisable, qui en gardant l'invention à l'abri, garde l'invention à l'abri exclusif. En fait, ce procédé va entrer en concurrence directe avec la mémoire. Sur le plan financier, René Riffard affirme que son système est nettement moins cher (le calcul est bon, la décision de généralisation du « système chiffrement » devient alors un problème politique. Mais cela est une autre histoire.

PHILIPPE APTER.

Demain

ANTIVOL ÉLECTRONIQUE

Plus de 250 000 véhicules sont chaque année en France. Volback, nouveau système qui sera commercialisé à partir de mars 1987, permet de protéger les véhicules dans les prochaines années. Son principe est de protéger (après l'achat du véhicule au « origine ») les points de détection situés dans des endroits stratégiques particulièrement fréquentés (parkings, passages d'autoroute, aéroports...) et un fichier central.

Les véhicules sont des objets électroniques, livrés en forme normale, et leur fonctionnement. Quand le véhicule passe devant l'antenne émettrice du système,

l'énergie par la puce lui permet d'émettre un signal d'identification. Si celui-ci répond à un véhicule volé l'information est analysée par le système central, et les forces de l'ordre sont informées de la localisation du véhicule. L'installation des points de détection est en cours en région parisienne et dans la Sud-Est, qui sont les régions à plus haut risque par les assurances. Ensuite, il sera le même en frontières belges et allemandes.

Tout propriétaire de véhicule pourra s'abonner à ce service moyennant une somme de 560 F par an. La pose des cellules, et le matériel n'est pas pré-réquis, est gratuite.

F. M.

Société Diamovol - 100000

CHAQUE VENDREDI, LES AFFAIRES, C'EST L'AFFAIRE DE TOUT LE MONDE.

Le supplément Le Monde Affaires est en vente chaque vendredi (numéro daté samedi) avec votre quotidien Le Monde. Sans supplément de prix.



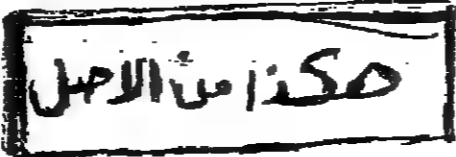
STAGE LECTURE RAPIDE

17-18-19 février 1987

possibilités de formation en entreprises

GEICA-FORMATION/42-96-41-12

80 bis, rue du Louvre, 75002 Paris



SECTEURS DE POINTE

NCR, 4^{ème} constructeur mondial d'informatique, recherche pour supporter son service marketing et ses ingénieurs commerciaux dans l'élaboration d'études de marché et la définition de stratégies, deux :

Chefs de Projets


Division Support Logiciels

Vous développez des logiciels répondant aux besoins du marché des collectivités locales.
Réf. : CP-CL/HD.

Vous concevez et mettez en œuvre une base de données marketing, véritable outil d'aide à la décision.
Réf. CP-MK/HD.

De formation supérieure (Bac + 4), vous possédez 3 à 5 ans d'expérience de la conduite de développement d'applications de gestion et maîtrisez l'anglais. Votre esprit créatif, vos qualités de manager et les outils dont vous disposez vous permettront de créer une véritable dynamique au sein des équipes que vous encadrerez.

Adressez votre candidature avec photo et prétentions, en précisant la référence, à Francis ETIENNE, Service Recrutement, NCR, Tour Neptune, 20 place de Seine 92086 Paris-La Défense Cedex 20.



MATHEMATICIEN BAC + 5

Pour votre 1^{ère} expérience venez rejoindre le n° 1 de la photocomposition en France et le premier à réaliser l'intégration automatique du texte et de l'image

ANALYSTE PROGRAMMEUR

pour une informatique de production.

Votre rôle sera de développer des applications spécifiques de traitement de l'information et de mise en page en vous servant d'un langage de 4^{ème} génération.

Merci d'adresser CV + lettre manuscrite sous la référence M/408/K à notre Conseil.

chp CABINET Henri PHILIPPE
106 rue de Valenciennes - 75008 Paris

ARTHUR ANDERSEN & CIE

CONSEILS EN ORGANISATION

- PRATIQUER le métier de consultant aux entreprises au sein de notre groupe "Techniques Avancées", en rapide développement (80 personnes),
- RECEVOIR une formation continue en France et en Etats-Unis,
- TRAVAILLER en équipes "à taille humaine" constituées en fonction des missions,
- MAITRISER progressivement l'essentiel des techniques utilisées dans votre métier (réseaux, informatique, systèmes temps réel, traitement de l'image, robotique, CAO),
- DEVENIR en 5 ans environ responsable de missions,

C'est l'itinéraire que nous vous proposons, si vous êtes diplômé d'une grande école d'ingénieur (X, CENTRALE, SUPTELECOM, SUPELEC, MINES, PONTS, ENSI-MAG, ENSEIHT).

Envoyez votre dossier de candidature à Bruno CORMOULS, ARTHUR ANDERSEN & CIE, Tour GAN - Cedex 13 - 92082 LA DEFENSE.

PARTICIPEZ A LA CREATION D'UNE USINE AVEC THOMSON LCC

Implantée tant en France qu'à l'étranger, THOMSON LCC, filiale de THOMSON COMPOSANTS, est un C.A. d'ingénieurs de France (dont 50 % à l'export) compte parmi les leaders mondiaux dans le domaine des composants passifs.

Un effectif total de 3 000 personnes, 7 sites autonomes, un environnement technologique de pointe ainsi qu'une politique d'investissements soutenue, nous rendent particulièrement aptes aux besoins du marché.

Conforter notre développement nous conduit à créer un service d'études et de fabrication de condensateurs à l'échelle, très fortement automatisé et s'appuyant sur les technologies les plus avancées. Ce centre se situera dans une importante ville universitaire du Nord de la France.

Dans ce contexte, nous souhaitons intégrer des ingénieurs "top niveau", passionnés de technique et capables de mettre à l'épreuve leur esprit novateur et leur capacité à conduire des projets ambitieux.

INGENIEURS CHEFS DE PROJETS

- ELECTRONICIEN (ESE - ENSERG - ENSEM - ISEP - ISEN ...) Réf. 91495/LM
- MECANICIEN (ENSAM - ECAM - ICAM ...) Réf. 91496/LM
- ELECTRO-CHIMISTE (ENSEEG ...) Réf. 91497/LM
- PHYSICO-CHIMISTE (ESPCI - ENSCP - ICPI ...) Réf. 91498/LM

Vous possédez au moins 2 à 3 ans d'expérience en milieu industriel, de préférence dans un domaine de production technique, grandes séries.


Au sein d'une équipe pluridisciplinaire directement rattachée au Directeur Technique de l'unité, vous participerez à l'étude, conception, réalisation jusqu'à l'implantation du site d'équipements de production fortement automatisés.

Vous agirez dans votre spécialité en maître d'œuvre des projets qui vous seront confiés et interviendrez en position d'expert pour les autres projets.

Vos compétences techniques de haut niveau, votre goût pour le travail en équipe, vous permettront d'évoluer rapidement dans des postes de responsable de service de la nouvelle unité.

Déplacements en France et à l'étranger à prévoir. Connaissance de l'anglais nécessaire.

Merci d'adresser votre dossier de candidature, en précisant la référence du poste choisi à la Direction des Affaires Sociales - THOMSON LCC - 50, rue J.P. Timbaud - 92400 COURBEVOIE.



LA DYNAMIQUE DE LA REUSSITE

Bénéficiant d'une dynamique de groupe et d'un potentiel technique et humain de haut niveau, SIVAN intervient dans tous les domaines où entrent l'électronique, l'informatique et les automatismes.

Pour réaliser d'importants projets, nous recrutons des informaticiens ou des électroniciens à fort potentiel :

INGENIEURS D'ETUDES

1 à 4 ans d'expérience (réf. : H/IE 2)

INGENIEURS CONCEPTEURS

minimum 4 ans d'expérience (réf. : H/IC 2)


Vous connaissez les langages suivants :
Langages : C, Pascal, Assembleur.
Matériels : VAX, HP, EXORMAC.
Systèmes d'exploitation : UNIX, DOS.

Vous avez mené à bien des applications dans un des domaines ci-dessous :
• Systèmes de télécommunications
• Applications graphiques et Conceptions complexes
• Protection de l'information
• Terminals terminaux

Postes à pourvoir à Paris et province.

Merci d'adresser C.V. + photo et lettre manuscrite sous réf. à :

SIVAN Groupe ALIA 10, bd de Strasbourg 7510 Paris



Des postes de consultants haut niveau pour des Chefs de Projets confirmés.

Leader français de l'informatique financière, CONCEPT SA conçoit et développe depuis 15 ans des logiciels haut de gamme.

Nous souhaitons aujourd'hui renforcer l'équipe du Département Technique par l'intégration de deux informaticiens expérimentés.

Après une formation sur le terrain, nos méthodes et à nos outils, vous serez responsables à part entière du développement de nouvelles applications de gestion.

Ces fonctions conviennent à des ingénieurs justifiant d'une solide expérience (4 ans minimum) et à la connaissance de plusieurs langages.

Elles requièrent une réelle ouverture d'esprit, des qualités de rigueur et de synthèse :

- la capacité d'adaptation et le sens du service client sont des atouts.
- Enfin, notre souci d'assurer la meilleure qualité de service, le haut niveau d'exigence de nos clients impliquent un personnel important.

Merci d'adresser votre dossier de candidature (lettre manuscrite, CV, photo et prétentions) à :
réf. CP2 à notre Conseil IRCOM Développement, 75013 PARIS, 3, rue du Javelot.

La discrétion la plus absolue vous est garantie.



L'ESPRIT DE FINANCE

Automatisation flexible de manutention - Robotique.

Un Ingénieur Technico-Commercial

Bois

CLIMAX Automation, les outils du grand groupe auquel elle appartient : ALSTHOM. Engagée sur la voie de l'innovation, stimulée par la conquête de nouveaux marchés, nous recherchons un commercial de haut niveau.

30/40 ans environ, Ingénieur Généraliste (mécanique, automatique), vous connaissez le domaine de l'automatisation de la production. Vous savez que le marché est très porteur, mais aussi très concurrentiel.

Il vous faut rechercher les projets pour lesquels vous devez construire votre dossier et trouver les bons interlocuteurs. Notre BE vous sera d'un concours efficace pour la présentation de projets générant des investissements souvent importants.

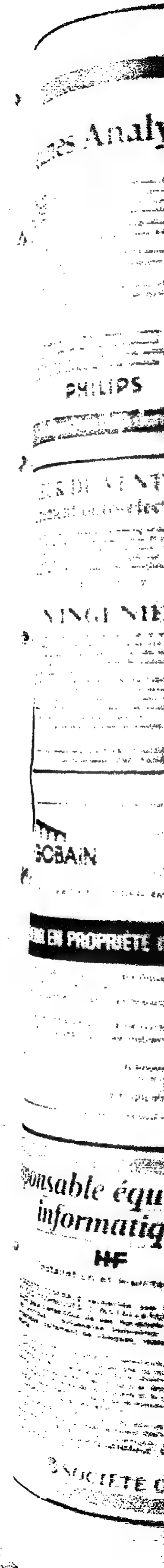
Expérimenté dans la vente d'équipements industriels de type systèmes sur mesure, vous avez également opéré dans un service méthodes dans une fonction d'assistance, niche - vous déplaçant sur toute la France - le contact chaleureux, vous n'en demeurez pas moins pragmatique, doué d'un fort esprit d'analyse et de synthèse.

La connaissance de l'anglais est fortement souhaitée.

Merci d'adresser votre dossier de candidature s/réf. 87/41/618 à :
Pascale Galambos, Dominique Conseil, BP 1622, 37015 TOURS CE

Climax Automation

groupe ALSTHOM



REPRODUCTION INTERDITE

SECTEURS DE POINTE

Jeunes Analystes

COMPAGNIE DES LAMPES

spécialiste français de l'éclairage, fabrication et commerciale des produits destinés aux professionnels et au grand public. Avec 5000 personnes, nous réalisons un CA de 3 Milliards de Francs dont 1/4 à l'export, et nous recherchons des :
Analystes pouvant prendre rapidement des responsabilités d'applications dans le cadre du développement des projets logistiques Temps Réel, industriels ou commerciaux.
Ces postes s'adressent à de jeunes ingénieurs informaticiens ou diplômés grandes écoles option informatique ayant une bonne connaissance de l'anglais. Les postes sont situés en région parisienne.
Merci d'adresser lettre manuscrite + CV et photo, sous réf. 2 A, à Maurice MOREL, CDLME, Tour Vendôme, 204 Rond Point du Pont de Sèvres 92516 Boulogne-Billancourt Cedex.

Philippe Franco, c'est 19 milliards de C.A., 25000 hommes et femmes qui évoluent de la recherche au commercial, du marketing à la production dans l'univers passionnant de l'innovation. Professionnalisme, dynamisme, polyvalence, mobilité sont les atouts qui vous ouvriront les portes de l'international dans toutes les sociétés de l'une des premières entreprises mondiales d'électronique.

PHILIPS



Jeunes ingénieurs automaticiens

IDN, SUDRIA, ENSIEG, ENSEIHT, ISEP, ...

FRAMATOME, groupe industriel diversifié, vous offre l'opportunité d'une première expérience CHANTIER. Dans le cadre du montage, des installations que générale des centrales nucléaires, nous vous proposons de prendre en charge :
• le contrôle, la planification et la coordination du montage des équipements électriques en relation avec nos sous-traitants.
• La réalisation d'automatismes, d'instrumentation et de régulation des équipements de la chaudière nucléaire.
• l'assistance et l'expertise auprès des ingénieurs généralistes dans leur programme d'essai de démarrage de nos ensembles industriels.
Cette première expérience, point de départ de votre carrière, vous permettra de vous familiariser avec notre technologie afin d'évoluer, dans une gaité et aptitudes, vers les secteurs de la Société.
Merci d'adresser lettre manuscrite et CV, sous réf. LAS/RTL, à Framatome, Tour Fiat, Cedex 16, 92084 Paris-La Défense.

FRAMATOME

INGÉNIEUR DE VENTE EUROPE
équipement opto-électronique

BICC est un important groupe britannique d'engineering occupant environ 50 000 personnes dans le monde entier et exerçant ses activités dans plus de 80 pays. Il est, entre autres, leader mondial dans le domaine de l'engineering de haute qualité pour les câbles et composants appliqués aux communications. En vue de développer son activité européenne en pleine expansion dans le secteur des communications et de l'opto-électronique.

IL RECHERCHE

UN INGÉNIEUR

de vente dynamique et ayant un esprit pratique, environ 30 ans, pour prendre la responsabilité de la vente de ses produits et équipements en relation avec la fibre optique. Les candidats auront une formation d'ingénieur, une expérience en télécommunications, fibres optiques, produits électroniques ou instrumentation et vente de systèmes aux réseaux nationaux et aux entrepreneurs de télécommunications.
La personne engagée devra être fortement orientée vers l'obtention de résultats, capable de travailler à un niveau élevé et disposée à voyager fréquemment ainsi qu'à effectuer des démonstrations d'équipement de haute technologie. Ce poste sera basé à Paris ou à Bruxelles. La connaissance courante du français et de l'anglais est requise, la connaissance de l'italien et/ou de l'espagnol constituerait un atout supplémentaire. La rémunération est attractive et inclut l'accès à une voiture de société. La mise au courant s'effectuera sur nos sites de Grande-Bretagne.
Envoyer avec référence sous le n° 306 LE MONDE PUBLICITE
7, rue Montessuy, 75007 PARIS.

THOMSON SEMICONDUCTEURS

un INGÉNIEUR en ELECTRONIQUE
pour nos marchés télécommunications et industriels à l'export.

En relation étroite avec les ingénieurs commerciaux et les responsables produits, l'INGÉNIEUR D'AFFAIRES participe à l'effort de pénétration sur le marché export (Europe du Nord) par la promotion auprès des grands clients et le support technique de la force de vente. Il analyse le cahier des charges des circuits électroniques en technologies hybrides à réaliser pour nos clients et élabore les coûts prévisionnels.

Il évalue le marché potentiel et la politique de prix, analyse la concurrence et assure le suivi des produits nouveaux. Le poste convient à un ingénieur en électronique (option télécommunications) possédant de préférence une première expérience technique.

La taille et la croissance de notre société sont une garantie d'évolution pour un candidat à valeur.

Merci d'envoyer votre dossier (lettre, CV, prétentions) en précisant la référence 91485/LM à THOMSON COMPOSANTS - DIRECTION DES RESSOURCES HUMAINES - 101, boulevard Murat, 76016 PARIS.

THOMSON SEMICONDUCTEURS



recherche pour filiale SAINT-GOBAIN RECHERCHE, à Aubervilliers (93) un

INGÉNIEUR EN PROPRIÉTÉ INDUSTRIELLE

possédant une solide formation scientifique et plusieurs années d'expérience. C.E.I.P.I. et mandataire européen des brevets appréciés.

Le praticien recherché aura un rôle de conseil auprès des directions des branches industrielles.

Adresser dossier de candidature (CV, photo et prétentions) à Saint-Gobain Recherche B.P. 135, 93304 Aubervilliers cedex.

Très important Groupe européen, fabricant et commercialisant BIENS D'ÉQUIPEMENT de haute technologie recherche un

ingénieur technico-commercial

"EXPORT"

Nous sommes implantés au Sud de Paris. Nos produits associent plusieurs technologies de pointe, la mécanique de précision, l'électronique de puissance et l'informatique industrielle.

Le candidat retenu se verra confier la promotion et la vente de nos produits en EUROPE. De formation Ingénieur, il aura une expérience réussie dans la commercialisation de produits de haute technologie à l'exportation. Parfaitement bilingue ANGLAIS/FRANÇAIS (l'Allemand constituerait un plus), il sera mobile, disponible, autonome et disposera de réelles aptitudes relationnelles.

A un candidat à potentiel, nous offrons une situation motivante et évolutive. Merci d'envoyer lettre manuscrite, CV, photo et prétentions, sous référence 4707 à Organisation et Publicité - 2, rue Marengo 75001 PARIS, qui transmettra.

responsable équipements informatiques

HF

(Installation et maintenance)

La SOCIÉTÉ GÉNÉRALE recherche son RESPONSABLE DES SERVICES TECHNIQUES D'INSTALLATION ET DE MAINTENANCE pour l'ensemble de ses matériels informatiques (hors sites centraux) : automates bureau, micro-informatique, bureautique, traitement de données, réseaux de transmission, sécurité.

Animant une équipe importante (37 personnes), vous travaillerez pour nos services centraux et pour l'ensemble de notre réseau commercial. Pour nous à bien cette mission, nous désirons accueillir l'ingénieur confirmé qui aura su développer un goût et une passion pour l'animation d'équipes de techniciens et la gestion. Vous justifiez en outre une réelle expérience dans les domaines de l'informatique, et/ou de l'ingénierie et/ou de la maintenance.

De bonnes perspectives d'évolution, au sein de la Direction Technique, seront offertes à un candidat à valeur. Candidature (lettre manuscrite, C.V. et prétentions), sous référence RE, à M. Paul-Henry VIELLE - SOCIÉTÉ GÉNÉRALE - Service du Recrutement - 7, rue Caumartin - 75001 PARIS.

SOCIÉTÉ GÉNÉRALE



INGÉNIEURS ET UNIVERSITAIRES BULL ENGAGE DES FUTURS PRO. DES ETUDES

Que vous soyez Ingénieur ou Universitaire (Bac + 5 en Maths, Physique...), l'informatique vous attire.

Nous vous offrons l'opportunité de trouver votre voie dans nos équipes d'études (matériel et systèmes d'exploitations).

Si vous voulez exprimer votre potentiel et votre dynamisme dans votre premier emploi, nous sommes décidés à investir sur la mise en valeur de vos talents.

Venez-nous rejoindre, nous vous assurons 4 mois de formation initiale à nos métiers d'études.

Vous intégrerez alors nos équipes et pourrez évoluer dans l'avenir à ces différents métiers.

Si vous êtes un de ces futurs Pro. animés comme nous, de l'esprit d'équipe, adressez dès aujourd'hui votre dossier de candidature (lettre + CV et photo) réf. 112 M à Georges HIRSCH, Groupe Bull, 11009D, 11, rue Gambetta, 75990 Paris cedex 11.

Bull

Handwritten note: حكيذا من الاجل

صكنا من الاجل

SECTEURS DE POINTE

CGE DISTRIBUTION



DÉVELOPPER NOS SYSTÈMES LOGISTIQUES

Première enseigne nationale de distribution de matériel électrique, CGE DISTRIBUTION renforce son organisation et souhaite intégrer un

RESPONSABLE D'ÉTUDES HF.

Diplômé d'études supérieures (bac + 5) possédant au moins 3 ans d'expérience en Logistique ou en Organisation. Il assurera diverses études d'optimisation des systèmes logistiques et participera à la mise en œuvre des programmes qu'il aura définis. Il travaillera en liaison avec le Réseau d'Agences CGE DISTRIBUTION, l'Informatique, le Marketing, le Financier et les Fournisseurs. Doué bien entendu d'un très bon esprit d'analyse, il devra, de plus, vendre ses idées et faire preuve de réelles qualités de contact. La maîtrise de l'outil micro-informatique est exigée. Son potentiel doit lui permettre d'exercer rapidement de plus larges responsabilités au sein de la Direction Logistique. Merci d'adresser votre dossier de candidature (lettre, C.V. et photo), sous référence 2006 à notre conseil :

MILO Ressources Humaines, 3, Avenue des Ternes 75017 Paris

ADVANCED MICRO DEVICES
L'un des leaders mondiaux en circuits intégrés

RECHERCHE

2 TECHNICO-COMMERCIAUX

Vous avez :

- UNE FORMATION TECHNIQUE NIVEAU INGENIEUR ELECTRONICIEN.
- UNE EXPERIENCE REUSSIE DE 2 A 3 ANS DANS LA VENTE DE SEMICONDUCTEURS ET/OU CIRCUITS INTEGRES.
- UNE BONNE CONNAISSANCE DE L'ANGLAIS ECRIT ET PARLE.

Salaires composés d'un fixe et d'une commission. Voiture de fonction. Lieu de travail à Rungis (94). Postes à pourvoir le plus rapidement possible.

Adresser lettre manuscrite, CV et prétentions à :
Advanced Micro Devices
SILIC 314 - 74, rue d'Arcueil - 93100 AUBREUIL CEDEX

DÉCOLLEZ AVEC TELESYSTEMES LOGICIELS

40 % d'augmentation du CA en 1986, ça décolle encore chez TELESYSTEMES LOGICIELS.

Équipes à haut niveau qui conçoivent et réalisent la maintenance des applications informatiques et télématiques spécifiques au point de vue du génie logiciel... Tel éventail de compétences TELESYSTEMES en matière de développement de logiciels en environnement BULL.

INGENIEURS COMMERCIAUX GRANDS COMPTES

De formation Ecole de Commerce ou d'Ingénieurs, vous possédez une expérience de 3 à 5 ans en SSII et êtes rompus aux négociations de haut niveau. Réf. TL 1

INGENIEURS D'AFFAIRES

Expérience d'environ 5 ans dans la maîtrise d'œuvre de grands projets en environnement BULL DPS 6, DPS 7, DPS 8, SPS 7, QUESTAR 400 en micro (réponses aux appels d'offres, réalisation des réalisations techniques et charges de développement). Réf. TL 2

CHEFS DE PROJETS

Expérience de 3 à 5 ans de la maîtrise d'œuvre de grands projets (de la conception... à la réalisation) et de l'encadrement d'une équipe, en environnement BULL DPS 6, DPS 7, DPS 8, SPS 7, QUESTAR 400 en micro. Vos compétences seront appréciées. Si vous souhaitez travailler dans un environnement stimulant sur des projets techniques, envoyez dès à présent votre dossier de candidature sous la référence choisie à :
TELESYSTEMES - Direction du Personnel
115, rue du Bac - 75007 PARIS - Tel. : 45.44.38.98



Etablissement Financier de dimension internationale, recherche pour son siège à PARIS, un

Chef de Projet Organisation

qui sera chargé de la conduite d'études d'organisation et informatiques dans le domaine des assurances. Il sera en liaison avec les services de la Direction Générale et participera à la conception et à la mise en place de nouvelles structures de gestion, ainsi qu'aux développements de projets informatiques, en liaison avec les unités utilisatrices et le service informatique.

Ce poste s'adresse à un organisateur ayant 3/4 ans d'expérience dans le secteur tertiaire (Assurances, Cédantes de Fiançailles, Banques) ou à des consultants en organisation ayant acquis une première expérience dans ce secteur.

De bonnes capacités de synthèse, le goût du travail en équipe et des qualités de contact sont impératives, ainsi qu'une formation supérieure de gestion.

Adresser C.V. détaillé, précisant votre salaire actuel, s/réf. : JU 702, à :

LES CARRIERES
30, Bd Gouvion

INTE MICRO TECHNOLOGIE ELECTRONIQUE

Nous avons pour vocation de répondre aux besoins de l'ingénierie de développement en électronique. Notre succès est basé sur la REPERCUTIVITE de nos produits et la QUALITE de notre support technique. Pour assurer l'introduction de nouveaux produits LAO et de tests ASICs et compléter notre structure nous recherchons

Ingénieurs électroniciens

confirmés et ayant une expérience commerciale ou technique (BE, support...) pour pourvoir 3 postes

Ingénieur commercial Autonome, responsable de votre secteur et soucieux de négocier dans un environnement de haute technologie.	Ingénieur produit Responsable de la gestion et de la promotion interne et externe d'une ligne de produits.	Ingénieur application Souhaitant valoriser ses expériences systèmes VMS/Réseaux Ethernet/PGM Langage C, PASCAL,...
---	--	--

Notre structure est légère, favorise l'initiative personnelle et assure des conditions de travail motivantes. Les 3 postes sont basés à PARIS et nécessitent une bonne connaissance de l'anglais.

Adresser C.V. + photo + rémunération actuelle à notre Conseil MERCURI URVAL 14bis, rue Daru, 75008 Paris, sous la réf. 42 702 M portée sur la lettre et sur l'enveloppe et en précisant le poste choisi.

Mercuri Urval

Important Groupe International, notre filiale camerounaise emploie 5 000 personnes au sein de ses différentes unités. Nous recherchons pour notre Service Informatique basé à Douala, un

Chef de projets informatiques CAMEROUN

capable d'assurer la réalisation complète d'applications de gestion et de production sur site IBM (IBM 36, compact, super compact et micro), de la conception à la mise en œuvre.

Homme de dialogue appréciant le travail en équipe, il agit en étroite collaboration avec l'ensemble des services concernés, ceci dans le cadre des plans d'action définis par le Chef de Service.

Son profil :

- une formation supérieure : bac + 4 (Ecole d'Ingénieurs, MITAGE, ESC...) renforcée par une expérience professionnelle d'au moins 5 ans, de préférence sur site comparable,
- une bonne connaissance des différents langages informatiques et de l'anglais.

Le poste s'adresse à un élément performant ayant la volonté de se forger un réel avenir. La rémunération que nous offrons est assortie de tous les avantages liés à l'Outre-Mer (fiscalité, voyages...).

Ecrivez-nous vos motivations accompagnées d'un C.V. et d'une photo, sous réf. 802/01/M. Notre Conseil vous garantit son entière discrétion.

Staff Consultants
32, allée de la Robessau 67000 Strasbourg.

STRASBOURG PARIS LYON NEW-YORK

EN GESTION INDUSTRIELLE PASSONS A L'ACTION !

GFI, société de conseil et d'ingénierie en informatique (1 000 personnes) est la filiale française de SCICON. Cette société, elle-même filiale du Groupe BP, est chargée de gérer l'activité informatique à l'échelle mondiale.

SCICON, un des leaders mondiaux de l'informatique industrielle, gère d'ailleurs... s'appuyant sur... Département.

CONSULTANT Vous serez implémenteur auprès des grandes entreprises industrielles, et vous suivrez la mise en place de projets de gestion industrielle. Vous aurez impérativement une formation d'ingénieur, une expérience en matière industrielle (méthode...) et, si possible, une expérience de mise en place d'un projet de GPAO (COPICS en particulier), acquise de préférence en S.S.I.I.	INGENIEUR COMMERCIAL Vous commercialiserez des projets de gestion leaders dans leur secteur (maintenance, GPAO) auprès de grandes entreprises industrielles. De formation ingénieur (A&M, Centrale...), vous avez acquis une bonne connaissance en milieu industriel, si possible complétée d'une expérience en S.S.I.I.
--	--

dynamisme, vos qualités relationnelles et votre bonne connaissance de l'anglais, vous permettront dans un contexte international de réussir dans une activité en plein essor.

Venez nous rejoindre en adressant votre candidature à Michel KLEITZ - GFI SCICON - 4, avenue Pablo-Picasso - 92024 NANTERRE Cedex.

GFI SCICON

"GFI, toujours un pas plus loin"

Groupe français, 7 000 personnes, bénéficiant d'une très forte notoriété, recherche pour sa Direction des systèmes d'information - Paris -

- matériel IBM 3084 et 4381 (x.2), - réseau
- 2 000 terminaux mini - micro, - applications industrielles
- contrôle de processus - applications temps réel hautes performances - infocentre - pleine expansion.

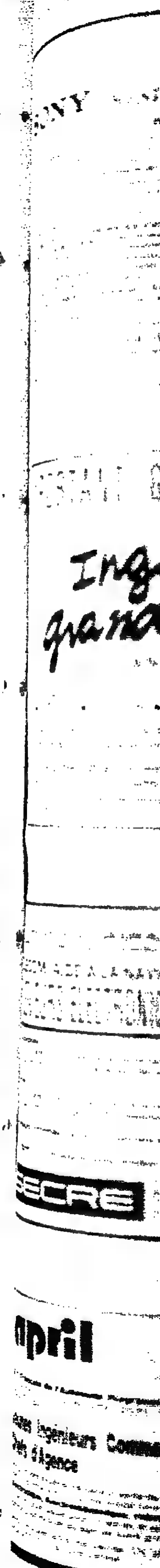
3 chefs de projets informatiques

Diplômés d'une Ecole scientifique (Mines, Centrale, ESE, Télécom...) ou de gestion (HEC, ESSEC, ESCP...), disposant de 2 années d'expérience en informatique de gestion, ils se verraient confier la conduite et l'installation de projets de taille et d'importance en gestion commerciale et gestion de production.

A la fois rigoureux, ouverts aux techniques avancées et généralistes dans leur démarche, leurs qualités d'organisation et de communication leur ouvriront de nombreuses perspectives.

Notre groupe se transforme et les projets pour des hommes à fort potentiel ne manquent pas.

Merci d'adresser votre dossier de candidature (lettre, CV, photo et prétentions) à A.S. Publicité, 3, rue de Liège 75009 Paris, sous réf. 053.



REPRODUCTION INTERDITE

SECTEURS DE POINTE

SONY RESPONSABLE DES ACHATS

avec évolution vers une direction logistique

Notre usine d'Alsace, la troisième du groupe SONY en France, est opérationnelle depuis novembre 1986. Dans un contexte ultra-moderne de haute technologie, nous fabriquons des lecteurs de disques compacts et des pièces électroniques pour le caméscope. Notre montée en régime est progressive pour employer environ 250 personnes d'ici fin 1987 : nous recherchons le responsable de nos achats.

Rattaché au directeur d'usine, le candidat recherchera les fournisseurs, le plus possible européens, et négociera les achats et approvisionnements de composants passifs et actifs, de circuits imprimés, de pièces mécaniques et plastiques et de fournitures générales. Il animerá un petit service de 3 personnes (actuellement) sera en liaison permanente avec nos bureaux d'études au Japon.

Nous souhaitons rencontrer un ingénieur âgé d'une trentaine d'années, possédant impérativement une bonne expérience d'achats de composants électroniques ou informatiques. Un candidat plus âgé avec une solide pratique nous intéresserait également. La maîtrise de l'anglais est indispensable, celle de l'allemand serait appréciée. Outre un sens de l'équipe très développé, le candidat devra être animé par le contexte international du poste et par la perspective d'une évolution rapide vers une responsabilité logistique globale incluant, outre les achats, tous les flux de produits au sein de l'usine.

Le poste est basé en Alsace, à proximité de COLMAR (68). L'entreprise propose un challenge motivant au sein d'une équipe de direction soudée, dans un cadre de travail exceptionnel et avec des méthodes de management participatif de qualité intégrée.

Merci d'adresser lettre de candidature, CV complet, photo et rémunération actuelle sous la réf. M 3041600 E à :

EGOR TECHNOLOGIES
125, av. des Champs Elysées - 75008 PARIS



PARIS BORDEAUX LYON NANTES TOULOUSE
BELGIQUE ESPANA GREAT-BRITAIN ITALIA PORTUGAL BRASIL CANADA



MATRA DATASYSTEME poursuit son expansion dans les domaines informatiques de haute technologie : notre évolution nous conduit à diversifier nos matériels sur nos marchés-cibles, de façon à maintenir la qualité de notre offre-solution. Dans ce contexte, notre Département Gestion de Programmes est amené à rechercher : (H/F)

Responsable Développement-Produits

En liaison avec les responsables techniques, vous élaborez les plans de développement de certains de nos produits.

Vous coordonnez les différentes actions (spécification marketing, développement, industrialisation, mise au catalogue M.D, préparation de la maintenance...) de façon à garantir le respect des coûts, délais et spécifications définis.

Après une formation supérieure en électronique ou informatique, votre expérience comporte les volets gestion et étude/industrialisation dans un contexte informatique, qui vous rendront opérationnel dans ces fonctions.

Si la perspective d'une telle collaboration vous séduit, veuillez envoyer votre dossier de candidature (lettre manuscrite, CV, photo et prétentions) sous la référence 702/44/LM, à DRH MATRA DATASYSTEME, 1 Avenue Niepce, 78180 Montigny-Le-Bretonneux.

MATRA DATASYSTEME
L'INFORMATIQUE SIGNÉE MATRA

IMPORTANT GROUPE PETROLIER

recherche
**Ingénieurs
grandes écoles**
DEBUTANTS (ou 1 à 2 ans d'expérience)

Pour les secteurs :
• raffinage/ • recherche/ • Informatique de gestion.

Des qualités d'autonomie et une mobilité géographique et fonctionnelle sont indispensables.

■ vous êtes attiré par une carrière au sein d'un grand groupe, envoyer C.V., photo, lettre manuscrite s/réf. 20091 à CONTESSÉ PUBLICITE 20, avenue de l'Opéra 75040 Paris Cedex 01, qui transmettra.

Filiale française d'un important groupe International, nous recherchons pour notre complexe Industriel de Beauchamp :

2 Ingénieurs chimistes

• Services techniques abrasifs industriels.

Notre mission consiste à rechercher et mettre au point de nouvelles matières premières ou procédés de fabrication de nos essais sur machine pilote en production. Des connaissances dans le domaine des peintures et vernis seraient appréciées, nous vous demandons une disponibilité pour pouvoir travailler sur notre site de développement produits en Angleterre pour une période de 1 an à demi à 2 ans.

■ à Beauchamp actuellement, puis possibilité à Rueil-Malmaison (réf. STA).

• Service qualité.

Vous aurez en charge la conception, la mise en place et le suivi des méthodes de systèmes qualité pour une ligne de produits. C'est aussi votre rôle qui sera l'évaluation interne de nos nouveaux produits, ainsi que la métrologie des équipements de contrôle (réf. SQ).

Pour ces deux postes, une bonne pratique de la langue anglaise est demandée.

Merci d'adresser CV, lettre manuscrite, photo (retournées) en précisant la référence 3 M France, Service Recrutement, 3 M France, Service Recrutement, 10 Boulevard, 75002 Beauchamp.



SECRE, société d'électronique du GROUPE JEUMONT SCHNEIDER, recherche pour la construction de matériels de haute technicité dans les secteurs :

TELECOM, AIDE A LA NAVIGATION AERIEENNE, TERMINAUX, INGENIEURS ELECTRONICIENS et/ou INFORMATIENS

Responsables :
• Vous proposerez à nos clients des solutions novatrices
• Vous suivrez les réalisations avec le souci des délais et des coûts.

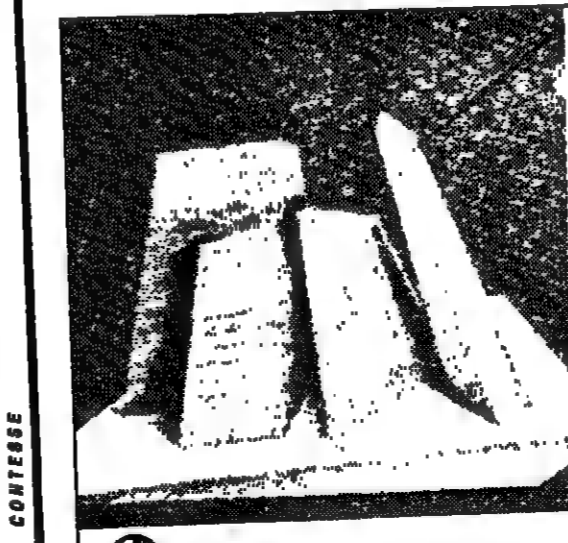
Experts :
• Vous maîtriserez les techniques de pointe de l'électronique numérique et/ou analogique.
• Vous aurez en charge la gestion et la réalisation de logiciels.

Ingénieurs confirmés, nous saurons satisfaire vos souhaits d'évolution.

Débutants, nous compléterons votre formation et gérons avec vous votre développement personnel.



Adressez-nous votre dossier de candidature (lettre manuscrite, CV, photo), sous référence IE SECRE - Direction du personnel 214, rue du Faubourg Saint-Martin 75010



VOYAGEZ AU COEUR DE L'INFORMATIQUE INDUSTRIELLE.

INGENIEURS MINES, ESE, ENST, ENSEEIHT...

Débutants à fort potentiel ou confirmés par une première expérience, nous vous proposons de franchir le cap de votre carrière en rejoignant le département INFORMATIQUE INDUSTRIELLE de notre filiale de Beauchamp, au sein de la Société de services et d'ingénierie informatique, notre odyssee informatique est maîtrisée et nous gardons le goût de l'aventure et un certain esprit « maison » qui font de chez nous un professionnel qui réussit.

Merci d'adresser votre candidature (lettre manuscrite, CV, prétentions), à BETEL INGENIERIE - 23 rue de la Paix 75002 Paris.



L'ODYSEE INFORMATIQUE



1^{er} Français de l'Automate Programmable recherche pour DIJON, CHAMBERY, ROSNY-SOUS-BOIS (93), de

Jeunes Ingénieurs Commerciaux Chefs d'Agence

Une première expérience dans la vente de biens d'équipements industriels ainsi qu'une solide formation technique (électronique, électromécanique, robotique) est absolument indispensable pour conseiller et suivre la clientèle, comme pour évoluer au sein de notre groupe.

Merci d'envoyer lettre manuscrite, CV, photo sous référence MTP 87112 à notre Cabinet.

Programmez-vous un très beau plan de carrière.

Roubais Décision
32 rue des Volontaires,
75015 PARIS.

LES ARBITRAGES FINANCIERS, UNE OPPORTUNITE POUR UN JEUNE DIPLOME

OPTION INFORMATIQUE DEVELOPPEMENT DE LOGICIELS

JEUNE DIPLOME

Il s'agit d'une somme importante de banque privée avec de nouvelles activités d'arbitrage. Pour la salle des marchés nous recherchons le poste de support technique en aide à la décision. Les opportunités au sein de notre société sont nombreuses : les opérateurs « marchés » à l'échelle internationale, le développement de logiciels existants ou à développer sur micro-ordinateurs (IBM PC compatible) puis sur local. Cette mission qui implique le développement et l'utilisation de logiciels s'adresse à de jeunes diplômés scientifiques (Grandes Ecoles) ayant déjà développé des applications informatiques sur micro-ordinateur. Ce poste évoluera qui permettra de former aux techniques des marchés financiers nécessite de réelles compétences informatiques et un esprit de communication marqué dans la mesure où vous évoluerez au sein de l'équipe marché.

Merci d'adresser votre dossier de candidature (CV, lettre manuscrite, photo et prétentions) à réf. 19856 à CONTESSÉ PUBLICITE, 20, avenue de l'Opéra, 75040 Paris Cedex 01 qui transmettra.

صحة من الاجل

سكن من الاجل

SECTEURS DE POINTE

POSITIONNEZ-VOUS EN PREMIERE LIGNE

DEUX INGENIEURS CONFIRMES EN TRAITEMENT DU SIGNAL

Ils seront chargés d'études amont et de traitement du signal pour répondre aux nouveaux besoins créés par l'évolution rapide des systèmes.

Ils contribueront également :

- au transfert de "know how" et au traitement du signal vers les laboratoires d'études et produits,
au rayonnement international du service traitement du signal (publications, congrès, consultations...).

Nous souhaitons rencontrer des ingénieurs de formation grandes écoles (X, ENST, ESE, ENSAE, etc) justifiant d'une expérience confirmée (5 ans) dans le domaine. Les capacités d'innovation, l'aptitude au travail en équipes pluridisciplinaires et la connaissance de l'anglais constituent des atouts indispensables.

Si vous souhaitez contribuer à la réussite de nos projets, nous vous proposons d'adresser votre candidature à Pierre BERETTI - THOMSON SINTRA ASM - Chemin des Travaux - BP 100 - CAGNES SUR MER, en précisant la référence 1/87/LM.



VIDEOTEX/TELEINFORMATIQUE

Ingénieur Informaticien

Intelmatique

FRANCE CABLES & RADIO

Département de France Câbles et Radio, INTELMATIQUE recherche un jeune ingénieur informaticien qui prendra en charge la conception, l'analyse, et la programmation (sur micro-PC - et mini - mini 6) d'applications vidéotex et téléinformatique. Sa mission le conduira à assurer également des émulations de terminaux, transcodages et transferts de fichiers.

Ingénieur informaticien de formation, vous possédez 4 à 5 ans d'expérience de conception et d'analyse. Vous avez si possible acquis la connaissance technique du vidéotex et des réseaux, maîtrisez l'anglais et peut-être même l'allemand. Vous êtes créatif et astucieux. Venez partager avec nous votre passion pour la télématique.

Envoyez lettre manuscrite, CV, photo et prétentions sous réf. CL/A/53/M à M. Chaperon, Direction des Relations Humaines et de l'Administration, France Câbles et Radio, 124 rue Réaumur, 75091 Paris. Cedex 02.



Ingénieurs électroniciens, nous avons la fibre avenir

Portenseigne avec un chiffre d'affaires de plus de 500 millions dont 30% à l'exportation, PORTENSEIGNE, unité opérationnelle de Philips France (effectif de l'ordre de 1000 personnes), conçoit, fabrique et commercialise des produits de hautes technologies dans les domaines de la communication par le son, la vidéo, la sécurité, les récepteurs de télévision par câbles et vidéocommunication. Dans le cadre de son expansion, nous recherchons :

INGENIEUR ELECTRONICIEEN TECHNICO-COMMERCIAL

- Vous participerez à la définition technique des produits dans le domaine câblés et vidéo.
Vous assurerez les relations commerciales et le soutien technique auprès des organisations Philips à l'étranger. Cette fonction implique des connaissances en vidéo et H.F., une parfaite maîtrise de l'anglais et fréquents déplacements à l'étranger.

Vous avez quelques années d'expérience, vous envoyez votre candidature et CV à Fortenseigne, Eric Dumont, avenue Roger-Salengro, Pérépole 114 Fontenay-sous-Bois Cedex.

INGENIEUR ELECTRONICIEEN SPECIALISE INFORMATIQUE

- Vous prendrez la responsabilité des études et de la réalisation de logiciels spécialisés dans le domaine de la vidéo-sécurité. La connaissance ou l'expérience de l'analyse et de la programmation en langages évolués (Pascal, Assembleur) sont des atouts.

Philippe Jousset, c'est 10 milliards de CA, 2000 hommes et femmes qui évoluent de la recherche au commercial, de marketing à la production dans l'univers passionnant de l'électronique. Dynamisme, polyvalence, sont les atouts qui vous ouvriront les portes de l'international dans toutes les sociétés de l'une des premières entreprises d'électronique.



Philips est déjà demain.



Le Directeur de notre usine de NOYON recherche

CHEF DE FABRICATION

Dans cette unité moderne, très automatisée, il aura la responsabilité de la production de biscuits (8 lignes) et l'animation d'environ 100 opérateurs et agents de maîtrise, travaillant en 2 X 8.

Jeune Ingénieur AGRO - ENSIAA, ou professionnel de la boulangerie, il a déjà exercé depuis deux à trois ans des responsabilités d'équipes en Production et souhaite évoluer dans une entreprise qui a la passion de la qualité.

Pour le poste, la connaissance de l'allemand est un atout supplémentaire.

Merci de nous écrire en précisant votre rémunération actuelle (s'il y a lieu) 784 M à Denis JOUSSET

plein emploi 10, rue du Mail 75002 PARIS Conseils en ressources humaines

SLIGOS CONJUGUEZ EVOLUTION PROFESSIONNELLE ET ART DE VIVRE AU PAYS DES CHATEAUX DE LA LOIRE EN REJOIGNANT NOTRE ACTIVITE MONETAIRE A BLOIS. INGENIEUR debutant GRANDE ECOLE Option Informatique. Vous participerez à l'étude, la mise en place et l'organisation de projets nouveaux concernant des applications dans le domaine de la monétique. Vos connaissances en COBOL, CICS, DL1 seront appréciées. Merci d'adresser votre dossier de candidature (lettre manuscrite, CV, photo) sous la référence FI/B/5 Anno STAROSWIECKI - Responsable du Service Recrutement - Direction des Ressources Humaines - SLIGOS - Immeuble Ile de France - Cédex 29 - 92067 PARIS LA DEFENSE 9.

INGENIEUR DES VENTES

FRANCE OU EXPORT

Vous avez le goût du challenge, vous êtes motivé par la négociation à haut niveau.

Participez au développement commercial de notre ROBOTIQUE : CONCEPTION ET FABRICATION mais aussi l'INGENIERIE DE SYSTEMES PRODUITS.

Vous avez une formation ingénieur complétée par une expérience d'au moins 5 ans de la vente de composants ou d'équipements électroniques et vous possédez une bonne maîtrise de l'anglais.

Alors contactez nous par téléphone ou CV à EUROSOFT, Mimi PAPILLARD 38, bd Henri Dorel 92150 SURESNES



EUROSOFT est spécialisée dans l'automatisation dans le domaine de l'industrie électronique et dans l'ingénierie des systèmes.

Banque privée Paris

Dans le cadre de son développement et de la mise en place de son nouveau plan informatique, la Banque privée Paris recrute des postes à responsabilités évolutifs à

INGENIEURS D'ETUDES DE HAUT NIVEAU

28/30 ans, en relation avec les Directions Générale et Informatique, ils seront chargés de la conception et réalisation de nouvelles applications informatiques.

De formation supérieure (grandes écoles ou MIAGE) les candidats devront faire preuve de dynamisme et d'une grande rigueur intellectuelle. Leur expérience du secteur financier-bancaire sera indispensable. Connaissance BULL DPS 7 (IDS 2, SINDIA) appréciée.

Adresser lettre manuscrite, CV, photo et prétentions au Service du Personnel BICM, 15, rue des Pyramides, 75001 PARIS.



Administration recherche

RESPONSABLE DE LA FORMATION DES INFORMATIENS

Mission : Identification des besoins, plans de formation, organisation des formations nationales ou régionales, correspondants informatiques.

Cible : Ingénieurs et plusieurs correspondants informatiques.

Environnement technique de premier plan : temps réel, bases de données, télématique.

Profil : ingénieur grande école scientifique ou de gestion ou de formation universitaire équivalente, 5 ans minimum d'expérience informatique de préférence dans des fonctions identiques.

Envoyer lettre, C.V., photo et prétentions sous n° 8.314 M LE MONDE PUBLICITE 5, rue de Valenciennes PARIS-7.

INGENIEURS BUREAU D'ETUDES

Société de plus de 2000 personnes, filiale d'un groupe de renommée internationale, notre activité s'exerce dans le domaine des biens d'équipement électromécaniques. Nous recrutons des

INGENIEURS DE FORMATION

débutants ou justifiant d'une première expérience de quelques années.

Après une période de formation, vous aurez la responsabilité d'un groupe d'études. Vous mènerez à bien des projets de recherche et de mise au point de nos produits.

Rapidement, en fonction des résultats obtenus, vous pourrez prendre la responsabilité d'un bureau d'études. Ces postes sont à pourvoir en région parisienne.

Veuillez adresser vos dossiers (lettre manuscrite, C.V., photo et prétentions) sous la référence 4584 à Organisation et Publicité - 2, rue Marengo, 75001 PARIS, qui nous les transmettra.

سكنا من الاجل

Le Monde CADRES

GERER NOTRE LOGISTIQUE INTERNATIONALE

JEUNES DIPLOMES GRANDES ECOLES D'INGENIEURS OU DE COMMERCE

Intégré à une équipe d'ingénieurs vous participerez à l'optimisation des performances de notre Centre International de Recherche, notamment :
- au développement de la mise en œuvre de méthodes de gestion prévisionnelle des stocks adaptées à un système de distribution (international, national, régional).

Reconnus comme l'un des meilleurs mondiaux pour la performance technique des équipements sophistiqués que nous réalisons en imagerie médicale, nous sommes présents dans 93 pays avec 10% de notre CA à l'export.

Merci d'adresser votre C.V. sous la réf. DAV/376/LM à Jacqueline SIGOLET - THOMSON-CGR - 3, rue d'Amiens 92131 STAINS.

PARIS QUARTIER CLICHY
Importante Holding industrielle cherche pour sa branche prises de participations
DIRECTEUR DU SERVICE JURIDIQUE
Personnellement chargé de l'organisation juridique (assemblées générales, droit des sociétés, contrats, brevets, etc.) des différentes sociétés rattachées à la holding, ainsi que d'un rôle de conseil.

INGENIEUR B.E.
Notre filiale, située en région NORD (proche de la métropole Lilloise), filiale du groupe Bernard TAPIE, leader sur son marché, recherche un INGENIEUR Bureau d'Etudes en biens d'équipements commercial et industriel.

Grands projets spatiaux
POSTES D'INGENIEURS DEBUTANTS
(ou premiers expériences)
Diplômés d'une grande école
recherche de trajectoires, études des phases de décollage, simulation pilotage.

ASSISTANT(E) DE GESTION
MISSION :
- intégrer le système de gestion informatisé ;
- Assurer le traitement de l'information ;
- Collaborer au développement de la fonction au sein de l'équipe.

VILLE DE COUDEKERQUE-BRANCHE
RECRUTE
Un directeur
POUR SON ACADEMIE DE MUSIQUE
Bon pédagogue, bon organisateur, ce directeur sera chargé de développer l'enseignement de la musique.

THOMSON SEMICONDUCTEURS
un INGENIEUR PRODUIT pour notre marché télécommunications
Définir les fonctions électroniques réalisables en technologies hybrides pour des applications télécommunications (commutateurs téléphoniques, radio, téléphonie...)

Votre avenir avec
CAP GEMINI SYSTEMS SOFTWARE
Ingénieur système
En étroite collaboration avec nos ingénieurs commerciaux, vous intervenez auprès de notre clientèle pour démontrer notre produit, la mise en place et le suivi des logiciels en clientèle, la formation et le support des utilisateurs.

SCHENECTADY DE FRANCE
Société française de 120 personnes, appartenant à un groupe multinational d'origine américaine, implantée dans le Nord de France (proche de la métropole Lilloise), renforce son service
RECHERCHE - DEVELOPPEMENT VERNIS ISOLANTS
et propose à un INGENIEUR ou TECHNICIEN DE FORMATION SUPERIEURE EN CHIMIE le poste de
CHEF DE GROUPE

L'informatique bouge
garde le contact
Professionnels de l'informatique, vous souhaitez retrouver une situation ou donner une nouvelle impulsion à votre carrière, en fonction d'opportunités motivantes.

INGENIEUR
SOUS UNIX
PROGRAMMEUR FORTRAN
Sé d'ingénierie informatique recherche pour renforcer ses équipes de développement

INGENIEURS CHERCHEURS EXPERIMENTES
Double profil logiciel-matériel.
Connaissances requises :
- Electronique numérique rapide (processus rapides, mémoires vidéo, rapping haute densité...);
- Architectures parallèles
- Traitement d'images. Et si possible OS 9, VME, langage C.

BANQUE INTERNATIONALE - PARIS 8e
Traducteur Professionnel H/F
Français-Allemand / Allemand-Français
Spécialisé dans la terminologie économique-financière, comptable et bancaire.
Expérience 3 à 5 ans dans secteur économique ou financier de préférence.

MEMOIRE UN partenariat long te
pitant de cli
onnaire de c en devises
CLASSE B
Comptable ban
CLASSE B
Comme terrain
de communicat

REPRODUCTION INTERDITE

Le Monde CADRES

MEMOREX

partenariat à long terme

Avec ses périphériques compatibles IBM, avec ses supports magnétiques (disquettes, bandes, cartouches), MEMOREX représente la "solution produit".

Avec un marketing de pointe, un service clientèle mondial, avec ses 25 ans d'expérience de l'industrie informatique, avec sa surface financière, enfin, de leader industriel, MEMOREX représente l'investissement à long terme idéal.

Plusieurs milliers d'hommes et de femmes compétents répartis sur vingt-six pays. Des liens de distribution partout dans le monde. C'est la garantie de professionnalisme MEMOREX.

Fin 1986. Une nouvelle équipe dirigeante est mise en place. Elle crée aujourd'hui la structure de sa Filiale Internationale en France et recherche des Ingénieurs ou E.S.C. de haut niveau, justifiant d'une expérience confirmée et réussie de leur fonction dans l'industrie informatique.

4 RESPONSABLES MARKETING

- IMPRIMANTE IMPACT
IMPRIMANTE NON IMPACT
SPECIALISTE MARCHÉ SYSTEMES 34, 36, 38
SPECIALISTE MAINTENANCE HARD.

Pour prendre en charge, dans chaque famille de produits concernée, les aspects de marché, la définition de la gamme, le contrôle des coûts, et stratégie de lancement, l'aide à la vente, la stratégie de distribution...

2 RESPONSABLES SUPPORT IMPRIMANTE HARD

EXPERIENCE COAX ET TWINAX 34, 36, 38 INDISPENSABLE

Pour aider les différentes directions dans leurs relations avec les fournisseurs, les usines, ainsi que dans le maintien des imprimés et documentations techniques.

2 RESPONSABLES PREVISIONS ET STATISTIQUES

Chargés de la gestion des commandes auprès des usines et des fournisseurs. Véritables interfaces auprès des directions de production, vous gérerez les prévisions, les commandes et la répartition des livraisons pour leur clientèle.

1 RESPONSABLE CATALOGUE V.P.C. INTERNATIONAL

70 pages quadri, plus de 1000 illustrations, tirage de 50000 exemplaires. Vous concevrez, rédigerez, illustrerez le catalogue, et superviserez sa gravure et impression.

Tous ces postes, basés à Levallois, requièrent une grande disponibilité et, bien entendu, l'anglais courant est indispensable. La pratique d'une troisième langue sera appréciée.

Direction des Ressources Humaines, Catherine Rotiers-Fougère, 3-5, rue Maurice-Ravel, 92300 Levallois.



Dans le cadre de l'extension de ses activités en France, PNC FINANCIAL CORP, recherche pour sa filiale PITTSBURGH NATIONAL BANK-PARIS,

Exploitant de clientèle GRANDES ENTREPRISES

La formation supérieure, il devra avoir une expérience d'au moins 5 ans dans une fonction similaire et posséder une connaissance approfondie de la langue anglaise. (Réf. EC)

Gestionnaire de crédits en devises CLASSE III

Agé d'environ 30 ans, le candidat devra avoir une bonne formation bancaire et comptable (niveau BP), une expérience de 3 ans minimum dans le poste et posséder une bonne pratique de l'anglais. (Réf. GC)

Comptable bancaire CLASSE III

Le candidat devra avoir une maîtrise de la Commission Bancaire et des statistiques Banque de France, avoir déjà contribué à l'élaboration de la déclaration fiscale. La pratique de l'anglais sera appréciée. (Réf. CB)

Si vous êtes intéressé par l'un des postes ci-dessus, merci d'adresser votre C.V. avec photo et présentations, sous la réf. choisie, à l'attention de Madame Jackie HUBBARD - P.N.C. - 20, place Vendôme - 75001 PARIS.

THOMSON COMPOSANTS

Une technologie en pleine évolution, un CA de 6,3 Milliards, 15.000 personnes, 25 usines, 10 filiales internationales, une fonction financière décentralisée et animée par la plus grande équipe performante s'appuyant sur des outils sophistiqués, voilà le cadre que nous offrons à notre futur

CONTROLEUR BUDGETAIRE

Au sein du service Budget et Contrôle de Gestion et en liaison avec les usines et filiales françaises et étrangères, vous aurez les missions suivantes : - analyser les résultats de gestion, les budgets et les plans à moyen terme des unités de notre principal secteur d'activité, - être le garant de l'application des procédures de gestion et participer à l'élaboration des nouveaux projets, - suivre les investissements et leurs justifications financières.

Nous souhaitons confier ce poste qui suppose rigueur, esprit de synthèse et capacité d'intégration à un diplômé d'école supérieure de commerce - HEC, ESSEC, ESCP... ou ingénieur - MBA - qui justifie d'une expérience de 4 ans environ dans un poste international en entreprise ou d'un diplôme d'audit. C'est le numéro 2 du service que nous recherchons, par conséquent le succès à ce poste débouche sur une évolution rapide. L'anglais est indispensable.

Merci d'adresser votre dossier (lettre, CV, présentations) en précisant la référence 91496/LM à THOMSON COMPOSANTS - DIRECTION DES RESSOURCES HUMAINES - 101, boulevard Murat, 75016 PARIS.



LA VILLE DE SAINT-QUENTIN

UN INFOGRAPHISTE

de formation mixte informatique et artistique. Niveau BAC + 4/5. Pour son Centre de Ressources Informatiques et de Création et son atelier de Créations Visuelles.

- Travailler sur une palette graphique (création d'images, images de synthèse, etc.).
D'introduire l'informatique graphique dans le réseau industriel local.

Envoyer C.V. + photo à : Madame le Sénateur-Joëlle Pons de Tréville de Ville BP 02107 St-Quentin



Responsable entretien Travaux Neufs près d'Anney

Notre Centre Industriel dispose de moyens de production modernes et importants ainsi que des installations nous permettant de lier l'efficacité à la qualité. Nous recherchons pour développer de nouvelles installations et assurer le fonctionnement des installations existantes, le RESPONSABLE DES SERVICES OUTILLAGE, ENTRETIEN ET TRAVAUX NEUFS. La capacité à gérer un important budget de fonctionnement, l'aptitude à coordonner et organiser l'activité d'un service important, ainsi que les qualités d'animation, de management et de relation avec les autres services de l'établissement seront déterminants dans notre choix. Une formation mécanique supérieure (A.M., CENTRALE...) ainsi qu'une première expérience réussie au sein d'un service Entretien ou Méthode sont indispensables.

Merci de nous adresser votre dossier sous réf. 200 M ou transmettez-le à CV PLUS en composant le 36-15 code CV PLUS sur votre minitel. Jean-Claude Maurice R.A. Centre d'offices La PART DIEU 44, rue de la Villette 69003 LYON.



LE CENTRE NATIONAL DES CAISSES D'EPARGNE ET DE PREVOYANCE

INGENIEURS ANALYSTES

MVS/XA-CICS GCOSB-DM IV/TP formation supérieure informatique (BAC + 4 minimum), justifiant d'environ 5 ans d'expérience, si possible dans un organisme bancaire, pour participer à la mise en œuvre du SCHEMA DIRECTEUR INFORMATIQUE NATIONAL qui concerne 15 Centres techniques équipés de matériels de grande puissance. La mission consistera, au sein de la filière IBM ou BULL, à participer à la définition des environnements sur lesquels s'appuieront les futures applications rationales. Ils seront chargés : de développer, planifier et coordonner des standards techniques à la fois en place d'un futur Atelier de Génie Logiciel National et de définir des procédures de maintenance et de suivi de la qualité du service. Ces responsabilités s'exerceront en étroite collaboration avec les organismes concernés. Déplacements de courte durée en province.

GESTIONNAIRE BASE DE DONNEES

de formation supérieure (BAC + 4), justifiant de 2 à 3 ans d'expérience minimum dans un environnement DIGITAL (VAX 780). Des connaissances en économie sont souhaitées. Vous serez chargé : de définir avec les différentes Directions du CENCEP les extensions des bases de données de l'ensemble du réseau des Caisses d'Epargne et de proposer, mettre en place et maintenir les outils et logiciels s'intégrant à l'environnement existant (VAX/VMS) Merci d'adresser lettre manuscrite, C.V., photo et présentations en précisant le poste choisi, au CENCEP 5, rue de Valenciennes 75001 PARIS

GRANDE VILLE DE PROVINCE

homme de terrain et de communication

Nous sommes un important groupe international en expansion. En France, nous employons 3 000 personnes et réalisons un C.A. de 1,5 milliard de F.

Nous recherchons, pour l'une de nos usines situées dans une grande ville de province au nord de la région parisienne, un CHEF DU PERSONNEL. Vous serez responsable auprès du Directeur de l'usine de la gestion du personnel d'un établissement de 700 personnes.

A environ 30 ans, vous êtes diplômé de l'enseignement supérieur et avez une première expérience de 3 à 5 ans dans la fonction personnelle (sa préférence en milieu industriel). Vos qualités de contact, de dialogue et d'animation font avant tout de vous un homme de terrain et de communication. Votre réussite à ce poste pourra vous faire évoluer vers diverses autres fonctions au sein du groupe. Merci d'adresser votre dossier (lettre manuscrite - C.V., 3 réf. 455) LM, à

71, avenue de la République 75116 PARIS.

Handwritten note in Arabic script: حكيذا من الاجل

سكزا من الاجل

Le Monde
CADRES

PARTICIPER A LA QUALITE DE NOTRE FORMATION

Reconnus comme l'un des leaders pour la performance et la qualité des équipements sophistiqués que nous réalisons en imagerie médicale, nous sommes présents dans les pays avec 70 % de notre C.A. à l'export. Nous développons une politique de formation adaptée à l'évolution constante des technologies de pointe que nous recherchons un :

INGENIEUR FORMATION

Vous participez à la conception de stages de perfectionnement destinés à nos équipes techniques (définition des besoins, rédaction de documents pédagogiques), en étroite relation avec nos services études et supports techniques. Vous organisez, animez et évaluez les stages de formation. Les interventions auprès de nos filiales nécessitent des déplacements de courte durée en France et à l'étranger. Vous avez une formation d'ingénieur électronicien ou acquies une spécialisation dans ce domaine. Votre expérience préalable de formateur soit interne à une entreprise, soit en tant que support technique auprès d'une clientèle internationale vous intéresse tout particulièrement. Vous pratiquez couramment l'anglais, de bonnes connaissances en espagnol seraient également un atout. Nos produits et votre formation à la spécificité de nos produits. Ce poste est basé en région parisienne.



Merci d'adresser votre C.V. à la réf. DAV/490/LM à Jacqueline SIGOLET - THOMSON-CGR - 3, rue d'Amiens - 93240 STAINS.

Ingénieurs diplômés

Dans le cadre de l'extension de ses activités « clés en main », le Groupe Dumez recherche pour sa filiale d'études d'ingénierie le GIE SEMED, des ingénieurs diplômés :

DEPARTEMENT
Thermique-climatisation • Plomberie • Protection incendie

Expérience d'au moins 5 années en B.A. ou B.P. Formation complémentaire au COSTIC ou aux U.S.A. très appréciée. (réf. L.M001).

DEPARTEMENT
Genie Civil • Travaux Publics

Expérience d'au moins 5 ans en B.A. ou B.P. Formation complémentaire CHEBAP et/ou aux U.S.A. très appréciée. Les candidatures de débutants de valeur seront examinées avec intérêt. (réf. L.M002). Les candidats retenir l'intégration à l'équipe pluridisciplinaire en place au Bureau d'études de Nantes, chargés de tous les grands projets d'ingénierie « clés en main » que le Groupe réalise dans le monde. La connaissance de la langue anglaise est indispensable, ainsi qu'une ouverture et du goût pour l'utilisation de l'informatique scientifique. Les postes sont susceptibles d'une rapide évolution tant sur le plan des responsabilités que sur celui des rémunérations.



Envoyer C.V., photo et prétentions à G.I.E. SEMED, sous référence choisie, 345-avenue Georges Clemenceau, 92022 NANTERRE Cedex.



Au sein du DU PONT DE NEMOURS (FRANCE) S.A. (4 milliards de France C.A., 1200 personnes, 3 usines, 11 établissements) le Département Production des Cultures connaît un développement rapide.

Afin de renforcer notre force de vente de produits phytosanitaires en diverses régions, nous recrutons actuellement durant l'année 1987 :

INGENIEURS AGRI-AGRO
pour la fonction Ingénieur de Région

- Vous aurez à :
- Promouvoir nos produits et participer à l'effort de l'équipe de ventes sur le territoire assigné.
 - Contribuer au lancement des produits nouveaux.
 - Former, informer, conseiller et contrôler les membres de l'équipe de ventes, les prescripteurs, etc.
- Une première expérience du métier de l'agrofourniture (phyto, semence, engrais), et une formation universitaire ou grandes écoles sont nécessaires.
- Nous vous offrons une rémunération motivante, des avantages sociaux importants, de réelles possibilités d'évolution facilitées par votre maîtrise de l'anglais.

Vous adresser votre manuscrite, C.V. et prétentions à DU PONT DE NEMOURS (FRANCE) S.A. - Service du Recrutement 137, rue de l'Université - 75234 PARIS CEDEX 07



Implanté à ANGERS : Etablissement d'Etudes et d'Expérimentations, dépendant du Ministère de la Défense recherche

Ingénieur responsable de la cellule Architecture Véhicules Blindés (Calcul des Structures)

Titulaire ou Permis - 22 à 35 ans pour son service Véhicules Blindés Chénillé. Ce poste est destiné à un ingénieur issu d'une école d'ingénieur (ou équivalent).
- Fonctions indispensables : - mécanique des solides, - mécanique vibratoire, - méthode des éléments finis, - matériaux dont matériaux composites, - bases en informatique.
- Langues : - anglais : la (indispensable) parlé (souhaité), - allemand : lu (souhaité).
Cet ingénieur sera responsable des études d'analyse concernant l'architecture des véhicules blindés et des outils de développement de ces architectures. La nationalité française est exigée. Si cette offre vous intéresse, faites-vous connaître rapidement en écrivant à : Monsieur le Directeur de F.E.T.A.S. BP 4107 - 49041 ANGERS Cedex. (Joindre C.V. + photo + prétentions).

Profession : chargé de clientèle

Nous sommes une banque nationale de premier plan fortement implantée à Paris et en province. Pour accroître notre progression, nous recrutons pour plusieurs VILLES DE FRANCE, des chargés de clientèle :

- ENTREPRISES - réf. MPA
- PARTICULIERS - réf. MPA

Diplômés d'une Ecole de Commerce, vous pratiquez ce métier depuis 2/3 ans et vous souhaitez l'occasion d'en explorer toutes les facettes.

Vous êtes un homme de terrain, soucieux du contact et vous êtes impatient de prendre des responsabilités. Nous vous offrons l'opportunité d'évoluer en tant que Responsable de Clientèle. Intéressant, n'est-ce pas ? Cette évolution exige non seulement des compétences techniques, mais aussi des aptitudes à la gestion et à la négociation. Merci d'adresser votre dossier de candidature (lettre, manuscrite, CV, photo et prétentions) en rappelant la référence ci-dessus à notre Agence Conseil PROJETS 12, rue des Pyramides 75001 Paris. Les dossiers seront étudiés en toute discrétion.

Société d'Ingénierie Energétique
(50 personnes) recherche

1 INGENIEUR AUTOMATICIEN

Ayant une première expérience en suivi de réalisation systèmes automatiques.

1 INGENIEUR ELECTRICIEN CONFIRME

Possédant bonnes connaissances en MT/BT. Poste technique commercial et suivi de réalisations.

VILLE DE 50 000 HABITANTS

RESPONSABLE DE SON SERVICE INFORMATION

Pour mettre en œuvre la Politique Municipale de Communication.

Coord. et c.v. à Monsieur LE MAIRE 85021 La Roche-ef-Yan

UN INGENIEUR

avec DEA option matériaux structure. Étude du comportement mécanique des composites epoxy de l'aéronautique pour l'AVIONNEMENT.

Env. c.v. à M. le Directeur Univ. B.P. 232, 60200 Compiègne.

BRITANNICA INTERN.

DIVISION UNIVERSALIS recherche COLLABORATEUR(S) TRILINGUE(S) Tél. pour R.V.S 43-38-86-64.

LEADER MONDIAL Cherche pour sa nouvelle filiale Française des dirigeants (bilingues allemand ou anglais) pour la distribution d'un système de gestion d'entreprise. Responsabilité, esprit d'initiative et un engagement total seront exigés d'une personne dynamique et fructueuse. Nous attendons avec plaisir votre candidature. SWEDEX MASTER-BIND MAINSTR. 85, RUE NEUSS, 21, RFA.

Les Laboratoires UNICET

Filiale Française du Groupe Pharmaceutique SCHERING CORPORATION U.S.A.

recherchent pour leur Secrétariat Général

UN(E) JURISTE

Titulaire d'un DESS de droit des Affaires, maîtrisant parfaitement la langue anglaise, il (elle) a une expérience de 3 à 5 ans, de préférence dans une entreprise anglo-saxonne où il (elle) aura acquis la pratique de l'ensemble des problèmes juridiques de l'entreprise :

- les aspects contractuels, le contentieux, la vie des sociétés, la propriété industrielle, les assurances.

La capacité de proposer et de mettre en œuvre des solutions juridiques répondant aux problèmes pratiques de l'entreprise est indispensable pour réussir à ce poste.

Envoyer votre lettre et votre C.V. à : Laboratoires UNICET Département Recrutement 92, Rue de la République 92 LEVALLOIS-PERRET

Importante société de transports maritimes, filiale de 2 grands groupes français recherche pour ses services commerciaux un

COLLABORATEUR HF

âgé(e) de 25-30 ans, formation BAC + 2 ou 3. Expérience confirmée du shipping ou du commerce international, parlant couramment l'anglais.

Adresser C.V. et prétentions s/réf. 4983, qui seront transmis par :

Pierre Lichau s.a. 10, rue de Lavoisier - 75002 PARIS

La Caisse Régionale de Crédit Agricole de la Brie

pour son Siège à MEAUX

UN COMPTABLE DEBUTANT OU CONFIRME

Profil : DECS complet ou en cours. Connaissances comptables sérieuses. Esprit rigoureux d'analyses et synthèse. Capacité de travail et de pédagogie. Les candidatures, C.V. et prétentions à adresser au Directeur du Service des Ressources Humaines BP 205 - 77101 MEAUX



Un des leaders mondiaux de la connectique, recherche pour sa filiale française en forte progression, un

DIRECTEUR DE PRODUCTION

Rattaché au Directeur Général, vous serez chargé de diriger l'ensemble des ateliers de production (moulages, assemblages automatisés) et de la service outillage.

Responsable de manière autonome de vos budgets (production, investissements, frais) et de vos objectifs, vous devrez organiser, coordonner et contrôler la réalisation des programmes de fabrication du point de vue des quantités, de la qualité et des délais.

Vous vous assurez de l'optimisation permanente des moyens de production et serez responsable du programme de réduction des coûts.

Ingénieur diplômé Arts et Métiers, 10 ans environ, homme de terrain, vous possédez une expérience de production dans une PME - PMI utilisant les technologies.

Vous pourrez exprimer votre esprit d'initiative, votre capacité d'autonomie et votre aptitude au commandement au travers de ce poste.

Merci d'adresser lettre manuscrite, CV, photo et prétentions à Molex France Monsieur Danielo - 4, boulevard Arago BP 51 - 91320 WISSOUS.

AUDITEURS

Delaunault

Nous sommes la COPFRA (Compagnie Fiduciaire Franco-Allemande), jeune et dynamique société d'expertise comptable.

Très spécialisés dans une clientèle de sociétés filiales allemandes, nous ambitionnons de devenir leader dans notre domaine. Pour faire face à notre expansion, nous recherchons des AUDITEURS DEBUTANTS.

Après une période de formation, l'audit et le commissariat aux comptes seront l'essentiel de votre mission très élargie. Vous avez une formation Grandes Ecoles ou similaire (HEC, ESCP, Sup. de Co., ESCP...). La pratique de l'allemand est souhaitée. La connaissance de l'informatique vous aidera à réussir. Quelques déplacements sont prévus. Poste basé à PARIS.

Merci d'adresser C.V., lettre manuscrite, photo et prétentions, sous réf. AD, au Dr Kurt SCHLOTTHAUER - COPFRA - 44, rue de la Bienfaisance - 75006 PARIS.



COMPAGNIE FIDUCIAIRE FRANCO-ALLEMANDE

صحة من الاجل

Economie

Les difficultés du dialogue social

Un accord salarial dans la fonction publique semble exclu pour 1987

REPÈRES

Construction

Nouvelle baisse aux Etats-Unis

Pour le second semestre consécutif, les dépenses en construction ont baissé de 1,7 % en décembre, aux Etats-Unis. Ce mouvement est très important qu'en novembre (-1,7 %) et n'empêche pas les dépenses de construction d'enregistrer, sur l'ensemble de 1986, une progression de 5,6 % sur 1985, avec un volume de transactions de 278,9 milliards de dollars. L'importance relative des dépenses d'intérêt est à l'origine de cette amélioration sur l'ensemble de l'année 1986. Les dépenses liées à la construction de logements ont augmenté de 1,1 % en janvier et devraient continuer à croître. Le compte de la construction rétrospective se solda, en revanche, par un déficit en fin d'année.

Médecins

20,33 % pour les honoraires libres

Selon les indications fournies par la Commission nationale d'assurance-maladie des médecins (CNAMTS), 197 médecins libéraux sur 84 450, soit 20,33 %, ont opté pour les honoraires libres en décembre dernier. La proportion est un peu inférieure à celle qui laissent prévoir les sondages de la CNAMTS, qui tournent autour de 22 %-23 %. Mais la progression est quand même de 28,5 % par rapport à la période antérieure au 30 novembre 1986.

CONJONCTURE

Une vingtaine de milliards de dépenses supplémentaires grèvent déjà le budget de l'Etat estiment les barristes

Les experts proches de M. Barre s'inquiètent, dans la revue *Finances et Arguments* qu'ils rédigent, des dangers qui pèsent sur l'évolution des finances publiques. « Le nouveau gouvernement, écrit-on, a pris des mesures opportunes et courageuses pour faire face aux déficits. (...) Néanmoins, il ne faut pas se laisser aller à l'optimisme. La plus grande prudence s'impose donc, particulièrement en ce qui concerne l'évaluation des dépenses obligatoires. C'est ce que nous examinons dans la loi de finances pour 1987. Les « menaces » qui grèvent le budget pour 1987 s'évaluent ainsi à 20 milliards de francs. » Enfin, notent les experts de M. Barre, « les engagements pris pour 1987 supposent, pour être tenus, un effort supplémentaire sur les dépenses de l'Etat d'environ 41 milliards de francs. C'est un montant considérable. (...) Les promesses (...) risquent ainsi d'être difficiles à tenir, notamment en ce qui concerne le déficit budgétaire. »

Poste

Des bénéfices en 1986

Pour la première fois depuis vingt ans, la poste a enregistré, en 1986, un excédent (d'environ 100 millions de francs). Le déficit était encore de 100 millions en 1985. Ce bon résultat est dû à une progression de 8,3 % du chiffre d'affaires (CA) net, contre 3 % pour le courrier. Tous les types de envois de presse (2 milliards de magazines et de journaux, contre 2,067 en 1985). Par ailleurs, les ventes collectives par les services financiers de la poste (CFPT au Oiseau bleu) ont réalisé 403 milliards de francs (+ 5,5 %).

Productivité

Retournement de tendance aux Etats-Unis

La productivité a baissé de 1,7 % en rythme annuel dans le dernier trimestre de 1986, ramenant sa progression pour l'ensemble de l'année à 0,7 %, annonce le département du travail. Ce retournement de tendance - une baisse agricole aussi - a effacé la quasi-totalité des gains enregistrés durant le premier trimestre. Le seul secteur industriel se comporte mieux que celui des services et a enregistré au cours de l'année une amélioration de 0,2 % de sa productivité, contre 3,8 % durant le trimestre. Mais, pour l'ensemble de 1986, la productivité des industries américaines a enregistré une hausse modeste de 2,7 %, contre 3,6 % en 1985 et de 4,1 % en 1984.

L'ombre de M. Edouard Balladur a plané sur la troisième et dernière réunion de négociation salariale dans la fonction publique, le lundi 2 février, qui s'est soldée en apparence par un échec. Les déclarations du ministre de l'économie et des finances laissent entendre que l'indice des prix de janvier risquerait d'être supérieur à 0,6 %, ce qui décevrait les fonctionnaires qui, après des leçons, devaient plus exigeantes tant sur le calendrier des augmentations générales, qu'en 1987, que sur la clause de sauvegarde destinée à assurer la maintenance du pouvoir d'achat. « Le gouvernement n'a rien voulu lui donner », commentait la CFDT. « L'attention de M. Barre de Charette. « Quand on voit un chien, on dit qu'il a la rage », répondait le secrétaire aux syndicats en montrant que les objectifs du gouvernement pour l'année en cours (1,7 % en glissement) n'étaient pas atteints. Le résultat est que, si M. de Charette avait pu parvenir à un accord, il a dû déchanter en début de semaine. A l'issue de quatre heures de réunion, marquées par plusieurs suspensions de séance, l'échec s'est imposé. La CFDT donnera sa réponse mercredi, la FEN et la CGC jeudi, l'UJ et la CFTC vendredi, mais le pronostic est très pessimiste. La CGT a été la première à dire non à l'appel à l'action... « Je suis sûr de voir que les autres fédérations vont prendre la même position. » En fait, c'est ce qui s'est passé. M. Pommatou (FEN), nous pensons pour la non-signature. M. Vieillard (CFDT) a porté une « appréciation négative » et M. Guinaque a jugé que « l'appré-

ciation globale ne peut pas être favorable ». Utilisant une image pour le moins audacieuse, M. Gualezzi (FGAF, autonomes) a indiqué qu'il ne voulait pas d'un « nouveau Munich ». Seules la CFTC (3,4 %) et la CGC (1,8 %) ont paru un peu optimistes. M. Faki (CFTC) a reconnu l'aspect « positif » des mesures catégorielles, mais il a jugé le projet de conclusions « plutôt négatif », en référant au calendrier d'augmentations générales et au texte de la clause de sauvegarde. La CGC a été la plus insistante encore en parlant de « certaines avancées » et en notant que, pour la première fois, une revalorisation était en jeu pour les cadres moyens - un « acquis important », mais « à ne pas perdre ». « Le souci de maintenir un front syndical », ajoutait-il, « ne correspond pas à grand chose ». Il est donc peu probable que des organisations très minoritaires signent seules - comme la SNCF - et M. de Charette lui-même ne se fait guère d'illusions sur ce point. S'il est vraisemblable que, comme en 1977, en 1984 et en 1986, il n'y aura pas d'accord salarial dans la fonction publique en 1987, il est pourtant indéniable que M. de Charette a fait, le 2 février, de nouvelles concessions. « J'aurais fait ce que j'ai pu pour que le dialogue soit possible pour aboutir. Je crois que je suis allé au plus loin de ce que je pouvais faire », notait le ministre à la fin de la réunion, en estimant que « s'il n'y a pas de signature, ce sera un grave dommage pour la politique contractuelle ». La première concession de M. de Charette a été d'avoir modifié le

calendrier d'augmentations générales pour 1987 tout en restant dans le cadre de 1,7 % en 1987. Le 22 janvier, il avait proposé 1 % au 1^{er} juillet et 0,7 % au 1^{er} novembre. Le 2 février, il est arrivé aux nouveaux « pré-déterminés » suivants : 0,6 % au 1^{er} mars, 0,5 % au 1^{er} août et 0,6 % au 1^{er} novembre. M. de Charette a ainsi dérogé à la règle générale fixée par le premier ministre dans sa directive salariale du 17 novembre selon laquelle il ne devrait pas y avoir de hausse salariale au cours du premier semestre 1987. Les syndicats ont noté l'ouverture mais ils l'ont jugé insuffisante, observant que le 0,6 % de mars aurait été « mangé » par avance par la hausse des prix de janvier. « point de vue de l'inflation. Ils étudieront la situation des rémunérations des fonctionnaires non actifs que retraités et conditions de leur évolution. » M. de Charette est ainsi allé plus loin que les simples clauses de « rendez-vous » des syndicats de la SNCF, de l'EGF et de la RATP, mais pas autant que les fédérations qui auraient souhaité (la FEN voulait une « clause en béton » prévoyant le maintien du pouvoir d'achat individuel des fonctionnaires). Si le ministre admettait en privé qu'il y aurait sans doute « ajustement » début 1988 - quelques mois de l'élection présidentielle... - il ne voulait pas l'écrire, noir sur blanc, refusant des clauses de sauvegarde plus contraignantes que les modèles de celles de l'accord du 22 novembre 1982 (qui prévoyait « l'ajustement des rémunérations en vue du maintien du pouvoir d'achat moyen en masse ») et de celle de l'accord du 13 février 1985 (qui prévoyait de « définir les modalités de compensation par un ajustement de la base hiérarchique »). C'est donc principalement sur la clause de sauvegarde que les négociations ont échoué. Toute la question est, désormais, de savoir ce que deviendra ce projet de conclusions si, comme c'est très vraisemblable, il ne recueille aucune signature. M. de Charette n'a pas caché que, dans cette hypothèse, il ne se sentirait lié par aucune disposition, y compris la mensualisation de pensions de deux cent mille retraités supplémentaires au 1^{er} juillet ou les mesures catégorielles. « Tout est révisable », notait-il, en expliquant que seul un « contrat » de gage de « paix sociale » pouvait engager l'Etat.

La classe de sauvegarde

Tout en 1986, l'épargne a enregistré 3 % d'évolution en masse pour 1987, M. de Charette a légèrement modifié ses propositions du 28 janvier sur les bas salaires (pour une enveloppe de 300 millions). Dans son projet, la possibilité de « chevroulement » (technique permettant aux agents ayant l'ancienneté requise d'être classés dans le groupe immédiatement supérieur) est élargie pour les agents de catégorie C au 1^{er} avril. Mais la principale concession de M. de Charette concerne la fameuse clause de sauvegarde, que le ministre a préféré appeler « clause de réajustement ». L'article 7 du projet de conclusions est ainsi libellé : « Les parties signataires sont convenues de se réserver un débat de février 1988 pour faire le point des conditions d'application du présent accord à la lumière des révisions obtenues par l'économie du pays, en

particulier, au point de vue de l'inflation. Ils étudieront la situation des rémunérations des fonctionnaires non actifs que retraités et conditions de leur évolution. » M. de Charette est ainsi allé plus loin que les simples clauses de « rendez-vous » des syndicats de la SNCF, de l'EGF et de la RATP, mais pas autant que les fédérations qui auraient souhaité (la FEN voulait une « clause en béton » prévoyant le maintien du pouvoir d'achat individuel des fonctionnaires). Si le ministre admettait en privé qu'il y aurait sans doute « ajustement » début 1988 - quelques mois de l'élection présidentielle... - il ne voulait pas l'écrire, noir sur blanc, refusant des clauses de sauvegarde plus contraignantes que les modèles de celles de l'accord du 22 novembre 1982 (qui prévoyait « l'ajustement des rémunérations en vue du maintien du pouvoir d'achat moyen en masse ») et de celle de l'accord du 13 février 1985 (qui prévoyait de « définir les modalités de compensation par un ajustement de la base hiérarchique »). C'est donc principalement sur la clause de sauvegarde que les négociations ont échoué. Toute la question est, désormais, de savoir ce que deviendra ce projet de conclusions si, comme c'est très vraisemblable, il ne recueille aucune signature. M. de Charette n'a pas caché que, dans cette hypothèse, il ne se sentirait lié par aucune disposition, y compris la mensualisation de pensions de deux cent mille retraités supplémentaires au 1^{er} juillet ou les mesures catégorielles. « Tout est révisable », notait-il, en expliquant que seul un « contrat » de gage de « paix sociale » pouvait engager l'Etat.

MICHEL NOBLECOURT.

ÉTRANGER

L'OCDE dresse un sévère constat d'échec pour l'économie yougoslave

Après des résultats « assez remarquables » qui lui ont permis de renouer en 1984 avec un excédent de la balance des paiements courants et de réduire de moitié sa dette extérieure, la Yougoslavie est retombée depuis deux ans dans ses errements passés, estime l'OCDE dans son dernier rapport sur ce pays. La politique de relance engagée en 1985 et poursuivie l'an dernier a été « prématurée ». Elle a surtout confirmé que l'économie yougoslave est basée sur des faiblesses institutionnelles et structurelles d'autant plus redoutables qu'elles sont interdépendantes. L'ampleur de l'échec des réformes engagées depuis le début des années 80 est multiple. L'inflation, à 50 % en 1984, atteignant 100 % un an plus tard et a frôlé la barre des 100 % en 1986. L'excédent de la balance des paiements courants s'est considérablement amoindri, ne représentant plus, l'an dernier, que 200 millions de dollars alors que l'objectif initial était fixé à 820 millions. Autant dire que la croissance, de 3,7 % en 1985, est devenue d'inquiétants déséquilibres. Le plus grave, selon les auteurs du rapport, est l'hyperinflation. L'absence de concurrence en raison du morcellement des marchés, de disciplines

d'entreprises peu rentables, insuffisance des contrôles sur l'évolution de la masse monétaire, le bilan dressé par l'OCDE est sévère. Ses recommandations n'en sont que plus contraignantes : harmoniser la politique des prix entre les différents secteurs et provinces, poursuivre les projets d'investissement sur l'ensemble du pays, bref, tenter de créer un marché national plus unifié, concéder un réel défi pour une véritable économie yougoslave. Il ne pourra être relevé, selon les experts du cabinet de la Murette qu'à une autre condition tout aussi difficile à remplir, une refonte du système bancaire dépassant la loi promulguée en 1985 et qui s'est attaquée « aux symptômes plutôt qu'aux causes profondes » du mal yougoslave. Toujours aux mains des entreprises, les banques ne distribuent guère leurs crédits en fonction de critères d'efficacité et de rentabilité.

Ambition et réalité

Cette recherche d'une meilleure allocation des ressources permettrait de limiter le marché parallèle comme les dérapages spéculatifs des entreprises. Accompagnée d'un relèvement des taux d'intérêt, la politique négative et

l'on tient compte de l'inflation, elle devrait enfin permettre de maintenir la balance des comptes courants et de rompre le cercle vicieux de la stagnation. Un tel constat global tranche singulièrement avec les objectifs ambitieux arrêtés par Belgrade pour 1987. Une croissance de 3,5 %, un dépit d'une demande intérieure réduite de moitié à 2 %, paraît difficile à concilier avec la lutte contre l'inflation. Et les faiblesses des exportations yougoslaves, prix élevés et qualité insuffisante selon les normes nationales, rendent douteuse la possibilité de dépasser cette année un excédent de la balance des paiements courants de 760 millions de dollars. Ce dernier est pourtant d'une importance cruciale pour un pays dont la dette extérieure au moyen et à long terme s'est élevée à 18,75 milliards de dollars mais dont les échéances annuelles se sont alourdies. De 29 % des recettes extérieures yougoslaves en 1981, elles en ont absorbé 40 % dès 1985. La faible expansion du monde industriel, la contraction de la demande des pays en développement mais aussi des pays de l'Est - URSS en tête - et de la chute des recettes pétrolières - ne faciliteront pas la tâche de Belgrade.

F. Cr.

Elections professionnelles

Progression de la CFDT chez Renault

Aux élections des délégués du personnel au siège social de Renault à Billancourt, la CFDT a gagné 3,8 points dans les deuxième et troisième collèges (employés, techniciens et cadres) et atteint 27,87 % des 1 740 suffrages exprimés, dépassant de très peu la CGT (27,76 %), qui a cependant progressé de 0,65 point. FO (16,32 %) a aussi gagné 0,73 point. Ces progressions ne font aux dépens de la CGC (26,09 %), qui a perdu 4,5 points, et de la CFTC, qui ne présentait pas de candidats, et avait obtenu l'an dernier 2,62 % des voix. Le SIR (syndicat indépendant Renault) en recueille 1,96 %. Dans le premier collège, en revanche, la CGT atteint 72,89 % des 284 suffrages exprimés et progresse de 6,75 points : FO en obtient 20,42 % (+ 4,10). La CFDT (14,77 % l'an dernier) et la CFTC (3,86 %) n'y présentaient pas de candidats. La CFDT a progressé aussi dans les deuxième et troisième collèges au centre industriel de Billancourt, elle a recueilli 19,8 % des 2 733 suffrages exprimés (+ 1,06 point). Mais la CGT (39,99 % et + 0,55 point) demeure la première organisation. FO (12,59 %) perd 1,45 point ; la CFTC (24,52 %) la CFDT (2,3 %) et le SIR (1,24 %) restent pratiquement inchangés. Dans le collège ouvrier, la CGT avait obtenu 79,13 % des voix (le Monde daté 25-26 janvier).

Grande Fiera d'Aprile

Foire de Milan 4-12 Avril 1987



Renseignements: Secrétariat Opératif:
CTA
1040 Bruxelles (Belgique) - Rue Stevin, 114
Tel. 00322 - 2305074
20145 Milano (Italie), Via Tiziano, 5
Tel. (02) 4984430



Le "Progetto Europa" à la Foire de Milan

Esprit, Race, Brits, Biotechnologie, Tunnel sous la Manche, Airbus, Giomo. Certains de ces noms évoquent des projets connus. D'autres sont complètement inconnus au grand public. Mais entre eux, il y a un dénominateur commun: ils sont tous issus d'une coopération technologique et scientifique européenne. Qu'il s'agisse de projets bilatéraux, multilatéraux, communautaires, ils représentent néanmoins un essai positif en vue d'organiser la coopération industrielle et de recherche, sans laquelle notre continent ne pourrait pas survivre aux défis technologiques d'un futur très proche. Le Salon Europe veut accueillir et faire connaître la vocation européenne de grandes et petites entreprises, italiennes et étrangères, qui croient que la coopération technologique et scientifique peut constituer un bon moyen non seulement pour atteindre une croissance productive aveugle mais aussi pour essayer de conjuguer le développement économique avec la qualité de la vie. En outre, le Salon Europe veut présenter, à côté de cette réalité productive, dynamique et active, le visage le plus moderne et le plus innovateur des institutions européennes qui ont appuyé et co-financé certains des projets mentionnés ci-dessus.

AVIS D'AI

Economie

Le solde commercial de l'industrie mécanique s'effondre La France en panne de machines

Le redressement des filiales de la Caisse des dépôts se confirme

Un an après son arrivée à la présidence de la CSD (Caisse des dépôts et consignations), le holding qui regroupe depuis 1983 l'ensemble des filiales techniques de la Caisse des dépôts et consignations (CDC), M. Jean-Marie Simon a présenté à la presse, le lundi 2 février, les premiers résultats de son action. Le vigoureux plan de redressement qu'il a mis en œuvre commence à porter ses fruits. A la grande satisfaction de M. Robert Lion, le directeur général de la CDC, actionnaire unique de la CSD.

At seia de CSD (un chiffre d'affaires de 7 milliards de francs l'an dernier), les entreprises prestataires de services (étude, ingénierie...) sont en effet sorties du rouge, y compris la SCIC et la SCET. Le déficit cumulé de cet ensemble a été ramené de 195 millions de francs en 1985 à 35 millions en 1986. Les sociétés immobilières locatives (elles gèrent 185 000 logements) restent cependant encore lourdement déficitaires (une perte cumulée d'environ 300 millions de francs en 1986, comme en 1985). Les modifications législatives (loi Méhaignerie) et réglementaires amènent M. Simon à estimer que, même dans l'immobilier locatif, l'équilibre des comptes pourrait être approché d'ici à 1990.

Deux axes stratégiques

Le redressement des comptes des sociétés de services, qui reste à consolider, pour M. Robert Lion, a été rendu possible par une série de mesures prises dans le courant de 1986, en effet, une dizaine de sociétés ont été supprimées (Serequip, Maisons Terres de France, SCET International, Voyages Vacances Tourisme notamment) ou fusionnées; les effectifs du groupe ont été réduits de 10% et ramenés à 11 000 personnes; le holding a été réorganisé avec des directions par branches professionnelles (immobilier, aménagement, communication, international, tourisme...), et le management a été profondément renouvelé.

Après cette cure, CSD envisage maintenant de s'engager dans une active politique de développement. L'assainissement sera suivi de l'investissement. M. Simon, ancien d'Europe-Amériques, préconise pour le groupe deux axes stratégiques. Les filiales ne vont plus se limiter à une activité d'étude et de conseil, mais vont être incitées à jouer de plus en plus le rôle d'exploitant, notamment sur les réseaux câblés, les services locaux, les transports publics urbains, les équipements de loisirs et de tourisme. Deux axes, les sociétés du groupe vont retenir à élargir leur clientèle. Les collectivités publiques restent naturellement leur principal marché (les trois quarts du chiffre d'affaires du groupe). Les entreprises (pour l'immobilier et certains services) et les particuliers (pour le tourisme notamment) vont être plus systématiquement démarchés.

Cette politique exigera des investissements de l'ordre de 700 millions de francs, en partie autofinancés. Fort de cette évolution, M. Simon envisage d'ores et déjà d'introduire à terme certaines filiales sur le second marché et de proposer, dans certains cas, aux salariés de participer au capital de leur entreprise.

E. L.

A la fois fondement et reflet de toute l'industrie, la mécanique témoigne mieux que tout autre de l'effritement des parts de marché des entreprises françaises à l'exportation. Si les échanges de cette branche ont diminué de 2% dans le monde, ils ont baissé de 5% pour la France. Le solde commercial des industries mécaniques et transformatrices de métaux a fondu comme neige au soleil: 19,3 milliards de francs en 1984, 13,7 milliards en 1985, 4,3 milliards en 1986.

La mécanique n'est pas seule dans cette dégringolade. Chimie, électronique, automobile, biens de consommation courante... aucun secteur n'y échappe, les uns dégradant leur excédent commercial, les autres croissant leur déficit.

A la base de cette évolution « préoccupante », selon les responsables de la FIMTM (Fédération des industries mécaniques et transformatrices des métaux): l'effondrement des marchés des pays pétroliers, qui plongent de 30%. Le revers de la médaille est que la fameuse « manne pétrolière » qui a allégé la facture énergétique de la France de 100 milliards de francs.

La faiblesse des débouchés dans les pays de l'OPEP (qui représentent 18% des exportations françaises) s'est conjuguée avec celle des pays de l'Est (-23%), principalement à cause de l'URSS, qui ajoute à sa nature de pays pétrolier sa querelle avec la France sur les taux de crédit. Ce sont ainsi un tiers

des clients de la mécanique française qui ont diminué leur achats d'environ 25%.

Les performances réalisées dans les pays de la CEE et de l'OCDE (39% des débouchés) avec des progressions de 8% à 10% n'ont pu compenser l'ensemble des exportations de la branche. Le recul de 1,5% à 100,5 milliards de francs (sur un chiffre d'affaires total de 240 milliards). Et c'est une piètre consolation de constater que la baisse est plus forte dans d'autres secteurs: -2,3% pour l'ensemble des biens d'équipement, -3,1% pour les produits manufacturés, -5,2% tous produits (hors matériels militaires).

Si la mécanique a perdu des points sur les marchés extérieurs, elle s'est malheureusement aussi fait tailler des croupiers sur son propre territoire. Les ventes « domestiques » n'ont crû que de 5,7% quand les importations progressaient de 9%.

Le diagnostic de la FIMTM est comble: la France a pris, au cours des dix dernières années, un retard très important en matière d'investissements industriels qui se traduit par deux années de retard d'achats d'équipements en matériels et outillages. Du coup, les mécaniques allemande, américaine, japonaise, voire italienne, se sont modernisées et enrichies. Pendant ce temps-là, handicappées par leurs charges fiscales et sociales et par des taux de crédit trop élevés, les entreprises tricolores ont régressé et nombre d'entre elles ont périé. Le numéro un français de la mécanique lourde, Creusot-

Loire, a laissé un vide qui n'a été que très partiellement comblé par des Français. La machine-outil, qui a vécu « au carré » la crise de la mécanique (puisque'elle fournit l'équipement des industries d'équipement) a vu les sociétés disparaître les unes après les autres malgré les efforts et les subsides du plan machine-outil. L'offre française s'en trouve considérablement réduite, le taux de pénétration étrangère atteignant environ 40% des ventes dans l'Hexagone.

Quand elles n'ont pas disparu, plusieurs entreprises françaises sont passées sous contrôle étranger. Américains, Allemands ou Japonais profitent de la force de leur monnaie pour s'offrir des bases à bon marché dans l'Hexagone. On estime qu'il y a dix ans, les capitaux étrangers représentaient 7% de la production française de mécanique. La proportion serait de 20% aujourd'hui, sans que l'on puisse mesurer exactement ses effets sur les importations et les exportations de la France.

La FIMTM est d'autant plus préoccupée que, malgré la reprise de l'investissement depuis deux ans, le court terme ne se présente pas sous les meilleurs auspices. Les prises de commandes pour les neuf premiers mois de 1986 enregistrent un nouveau fléchissement de 7% sur les marchés étrangers. Le manque de

compétitivité propre aux entreprises françaises est encore accentué par des éléments extérieurs, comme la baisse du dollar ou la fermeture du marché américain, dont le principal effet est de reporter la concurrence nipponne sur les autres marchés, et principalement en Europe.

Fidèle à ses habitudes, au-delà du constat, elle évoque plus que pour mémoire les incitations fiscales à l'investissement - un débat qui n'est plus d'actualité. En revanche, elle suggère quelques pistes pour encourager l'exportation dans un document remis aux services de M. Michel Noir, ministre délégué chargé du commerce extérieur; aménagement de la procédure d'assurance-foire COFACE, achèvement de la liberté des changes, fiscalité favorable à l'implantation à l'étranger, redéploiement des crédits d'aide à l'exportation, réaménagement de la garantie du risque économique...

Avec pour objectif: faire regagner au pays sa place de quatrième exportateur mondial dans la mécanique. La France s'est fait doubler depuis mi-1984 par la Grande-Bretagne et l'Italie pour se retrouver désormais à la sixième place.

CLAIRE BLANDIN.

Pour M. Volcker le dollar a atteint un seuil dangereux

Rarement le président de la Fed avait été aussi net. Intervenant devant la commission économique conjointe du Sénat et de la Chambre des représentants, M. Paul Volcker a estimé qu'une baisse supplémentaire du dollar constituerait une menace pour la stabilité des prix comme pour la recherche de moindres déficits aux Etats-Unis. Il conviendrait à ses yeux d'éviter de tomber dans l'erreur, « dont l'histoire économique est remplie », de pays « agissant comme si une dépréciation de la monnaie pouvait seule substituer à d'autres actions de redressement des grands équilibres et de la compétitivité ».

Franchissant un pas supplémentaire, M. Volcker a rappelé aux parlementaires que si certains pays comme la RFA ou le Japon devaient faire plus pour relancer leurs économies, les Etats-Unis pour leur part devraient accepter temporairement une moindre croissance et une montée du chômage pour limiter enfin efficacement leur déficit budgétaire.

Cette analyse, partagée par de nombreux économistes, pousse-t-elle la Fed à remettre à des jours plus sables une éventuelle baisse du taux de l'escompte, actuellement de 5,5%? D'aucuns le pensent. Mais, dans un premier temps tout au moins, les marchés des changes n'ont guère tiré de conclusions des propos de M. Volcker, leur seule obsession étant de savoir si oui ou non le « groupe de Cinq » grandes puissances industrielles se réunira pour s'entendre sur une stabilisation du dollar. L'incertitude l'emportant en ce domaine, le billet vert s'effritait à nouveau ce matin, où il repassait au-dessous de la barre des 6 F à 5,97 F et s'échangeait à 1,787 DM. Il ne perdait que peu de terrain à Tokyo, où il cédait à 152,3 yens contre 152,35 yens lundi.

A TRAVERS LES ENTREPRISES

Vers une fusion des aciers inox de Sacilor et d'Usinor

Le rapprochement d'Usinor et de Sacilor commence à produire ses effets. La société Ugine-Gueugnon vient d'annoncer le regroupement prochain, sous sa coupe des sociétés des deux groupes, spécialisées dans l'acier inox, afin de constituer le « numéro un mondial des toles inoxydables ». L'ensemble constitué après l'absorption par Ugine-Gueugnon des sociétés Usinor-Châtillon et Société métallurgique de Saint-Chély-d'Apcher, réalisera un chiffre d'affaires de 5 milliards de francs pour un effectif d'environ 6 000 personnes. Notons que l'an dernier Ugine-Gueugnon, comme Usinor-Châtillon, ont réalisé des pertes, en dépit d'une amélioration de la conjoncture au second semestre. Par ailleurs, Sacilor devrait céder prochainement à un groupe d'investisseurs locaux la majeure partie du capital d'une société immobilière, Betibail, qui détient 6 000 logements en Lorraine et des bureaux à Metz, Nancy et Paris.

Buil-Belfort en grève

Une partie des salariés de l'usine de Belfort du groupe informatique Buil s'est mise en grève le lundi 2 janvier après l'annonce, par la direction, de la suppression de 345 emplois sur un total de 2 460 que compte l'usine. Selon les syndicats 70 % des salariés sont en grève tandis qu'ils ne sont que 10-15 % selon la direction. Le groupe fabrique des imprimantes et des dérouleurs de bandes magnétiques à Belfort, activités qui souffrent actuellement d'une concurrence étrangère accrue. Mais la direction assure que l'existence de ces productions n'est pas menacée.

Baisse du chiffre d'affaires de Rhône-Poulenc en 1986

Le groupe chimique Rhône-Poulenc a enregistré une baisse de son chiffre d'affaires de 6,1% en 1986 (52,7 milliards de francs) et de 6,4% à structures comparables (chiffres non audités). Cette régression, qui frappe également les autres chimistes européens, « reflète l'évolution des parités monétaires », selon le groupe nationalisé. Le bénéfice net consolidé devrait néanmoins être supérieur à 2 milliards de francs contre 2,3 milliards en 1985.

Les pertes de RVI ramenées à moins d'un milliard en 1986

Les pertes de RVI pourraient être ramenées à moins d'un milliard de francs en 1986, contre 1,54 en 1985, a indiqué M. Philippe Gras, président de la filiale poids lourds de la Régie, lors du comité central d'entreprises tenu fin janvier. Le chiffre d'affaires (13,68 milliards) est en léger recul (-0,7%) réalisé pour les deux tiers sur le marché français où RVI progresse (+6,3%) et porte sa part de marché des camions de plus de 5 tonnes à 39,7% contre 39,4%. A l'exportation, le chiffre d'affaires (4,56 milliards) est en recul de 12,3% du fait de la chute des ventes à la grande exportation (de 31% notamment sur le Maghreb (823 camions vendus contre 2 704 pour un total de 3 997 unités). En revanche, RVI a mieux réussi en Europe (+8,3% avec 4 478 camions) et surtout en Espagne (+13,5%) où sa filiale est devenue bénéficiaire. Le plan de réduction des effectifs (19 000 emplois fin 1987 contre 21 624 en juin 1986) se poursuit avec l'ouverture probable d'une septième tranche de FNE à cinquante-cinq ans pour 1987, qui concernerait 787 personnes.

Crédit plus cher pour les PME

Le FIM (Fonds industriel de modernisation) a été supprimé en 1986 par M. Balfout, ministre de l'économie, parce que, disant ses services, il ne servait pas les PME, auxquelles il était originellement destiné. Les banques qui, elles, avaient l'habitude de cet organisme, ajoutait la Rue de Rivoli, allaient prendre le relais, en distribuant un peu plus de prêts bancaires aux entreprises (PBE) à taux privilégiés, grâce à la partie des ressources CODEVI (Compos pour le développement industriel) qui ne sont plus consommées par le FIM.

Dans les faits, les banques ne sont pas aussi « PME-philles » que l'espérait le ministre d'Etat. Deux enquêtes, l'une de la Banque de France, l'autre de la FIMTM (Fédération des industries mécaniques et transformatrices de métaux), montrent que ce sont les plus petites entreprises qui profitent le moins des financements avantageux. Et on voudrait que ce soient elles qui investissent et qui créent des emplois.

Une étude confidentielle de la Banque de France, souligne que, sur la période mars-juin 1986, au-delà de la baisse généralisée du coût de crédit, l'écart sur les conditions des concours bancaires faites aux petites et aux grandes sociétés a continué de s'aggraver au détriment des PME.

L'enquête de la FIMTM, réalisée auprès d'un échantillon de cent entreprises sur les taux de crédit à l'investissement dont elles ont bénéficié en 1986, confirme la tendance. Les entreprises de 1 à 50 personnes bénéficient, pour 35,7% de leurs crédits de taux bonifiés (8,25% à 9,25% sur ressources CODEVI ou autres), et pour 64,3% de taux supérieurs à 9,25%. En revanche, les entreprises de plus de 200 personnes accèdent aux taux bonifiés pour 85,7% de leurs crédits et n'en obtiennent que 14,3% à des taux supérieurs à 9,25%.

Devant ce constat, la FIMTM propose aux pouvoirs publics d'exploiter les ressources CODEVI collectées par les caisses d'épargne (celles-ci n'ayant pas vocation à financer l'industrie, leur collecte est centralisée à la Caisse des dépôts) en les confiant au CEPME (Crédit d'équipement des petites et moyennes entreprises). Celui-ci distribuerait alors des prêts à taux bonifiés selon la procédure dite de l'article 9, qui fait appel à la quantité des organismes professionnels de caution mutuelle, pour atteindre facilement les petites entreprises.

Cette proposition de la branche mécanique est d'ailleurs soutenue par les secteurs du textile, de la chimie et de la construction électrique et par la CGPME.

Le Conseil d'Etat rejette les requêtes présentées contre la cession partielle par l'Etat d'Elf-Aquitaine

Conformément aux conclusions du commissaire du gouvernement, M. Jean Massot (le Monde daté 1-2 février), le Conseil d'Etat a rejeté, le lundi 2 février, les requêtes de M. Pierre Joxe et de M. François Bollon qui réclamaient l'annulation de l'arrêté interministériel autorisant la cession par l'Etat de 11% du capital d'Elf-Aquitaine.

Le président du groupe socialiste à l'Assemblée nationale et M. Bollon, actionnaire et administrateur d'Elf-Aquitaine, réclamaient aussi l'annulation de la décision de M. Edouard Balladur, qui avait, le 25 septembre 1986, fixé à 305 F le prix de cession des actions.

Le Conseil d'Etat s'est donc déclaré compétent pour connaître en premier ressort de l'ensemble de ces requêtes.

Il a considéré qu'aucun texte n'imposait au ministre de l'économie, des finances et de la privatisation et au ministre de l'industrie, des P et T et du tourisme de fixer, dans l'arrêté pris (...) pour autoriser l'ERAP à céder sa participation dans la société nationale Elf-Aquitaine à concurrence de 11% du capital de ladite société, le prix de

cession des titres dont il s'agit. L'avis de la commission de la privatisation fixant la valeur minimale des titres a été établi dans des conditions régulières, indique encore le Conseil d'Etat. Enfin, « en se fondant sur la valeur ainsi fixée par la commission de privatisation pour

arrêter le prix de cession des actions Elf-Aquitaine, le ministre chargé de l'économie n'a pas méconnu les dispositions (...) de la loi (...) du 6 août 1986 » (sur la privatisation). C'est ce qui a conduit le Conseil d'Etat à rejeter les requêtes qui lui étaient présentées.

(Publicité)

AVIS D'APPEL D'OFFRES

Dans le cadre de la modernisation de son système de gestion et d'information, et après avoir élaboré un schéma directeur informatique, la direction générale de la Compagnie maldienne pour le développement des textiles (CMDT) lance un appel d'offres international pour la fourniture, l'installation et l'entretien d'équipements informatiques ainsi que des logiciels de base nécessaires à ces équipements.

Le dossier d'appel d'offres peut être obtenu dans les bureaux de la direction générale à l'adresse suivante:

DIRECTION GENERALE DE LA CMDT (Service de la coordination Mali-Sud) BP 487 - BAMAKO (République du Mali) contre le paiement de la somme de 100 000 F CFA (cent mille francs CFA).

La date limite de dépôt des offres est fixée au 16 mars 1987 à 8 heures, les soumissions seront ouvertes le même jour à 10 heures à la CMDT à Bamako.

ALGERIE - الجزائر

MINISTÈRE DE L'ÉNERGIE ET DES INDUSTRIES CHIMIQUES ET PÉTROCHIMIQUES
ENTREPRISE NATIONALE DE RAFFINAGE ET DE DISTRIBUTION DES PRODUITS PÉTROLIERS

NAFTAL

AVIS DE VENTE INTERNATIONALE

L'entreprise nationale NAFTAL met en vente, pour l'année 1987, une quantité de 20 000 TONNES D'HUILES LUBRIFIANTES USAGÉES.

Cette quantité est livrable à partir du port d'Alger par cargaison de 2 000 tonnes et du port d'Oran par cargaison de 1 500 tonnes.

Les sociétés intéressées par le présent avis de vente peuvent s'adresser soit à NAFTAL, direction Monopole et importations, route des Dunes, Cheraga (Tipaza), Algérie, téléphone 81-09-69 à 96, télex 63.127, 63.128, 63.137, 63.138; soit faire parvenir leur offre à l'adresse sus-indiquée dans un délai de quarante-cinq (45) jours à compter de la première parution de cet avis dans la presse.

Outre l'adresse sus-indiquée, le pli devra porter la mention suivante: « Avis de vente huiles usagées ».

Pierre-André MANGOLTE
signe son livre
La vie privée des entreprises publiques
le mercredi 4 février 1987, à partir de 17h
à la librairie Abencerrage
80, bd Barbès, 75018 Paris
Tél. 42-23-71-17
M^e Marcadet

ECONOMIE ET CULTURE
CHIFFRES-CLÉS
Envoi sur demande écrite.
Ministère de la Culture
ÉTUDES ET RECHERCHES
2, rue Jean-Lantier, 75001 PARIS

OU TROUVER UN LIVRE ÉPUISÉ ?
Dans le stock, ou par le réseau de la
LIBRAIRIE
LE TOUR DU MONDE
9, rue de la Pompe, 75116 PARIS
45-20-87-12

سكزا من الاصل

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS



Le conseil d'administration, réuni le 30 janvier 1987, sous la présidence de M. André Mosly, a constaté que, après création de 1 063 actions nouvelles, émises au titre des conversions d'obligations, le capital de SILIC se trouve porté de 262 562 800 F à 262 669 100 F; le nombre d'obligations convertibles restant en vie au 31-12-1986 s'élevait à 27 506.

Le conseil a constaté également que les différentes augmentations du nombre d'actions étaient sans incidence significative sur le résultat par action

attendu pour 1986, qui devrait permettre de servir un dividende supérieur aux prévisions et en progression de l'ordre de 10 % par rapport à l'exercice précédent. Les loyers du premier trimestre de l'exercice 1987, non compris, par conséquent, les émissions complémentaires d'ici au 31 mars 1987, s'élevaient à 44,1 millions de francs, contre 38,4 millions de francs en 1986, soit une augmentation de 14,7 %, compte tenu de l'évolution du patrimoine et des revalorisations de loyers enregistrées lors des relocations.

DELANDE S.A.

Le conseil d'administration de Delalande S.A., réuni le 30 janvier 1987 sous la présidence de M. J.-C. Pomarot, a examiné les résultats provisoires au 31 décembre 1986.

Le chiffre d'affaires « produits » consolidé du groupe s'est élevé à 790 millions de francs. Ce montant est à rapprocher du chiffre d'affaires 1985 en excluant l'activité temporaire de distribution en Allemagne, dont le caractère exceptionnel avait été signalé à l'époque. La progression réelle du chiffre d'affaires consolidé ressort à 3,5 %.

Les ventes des Laboratoires Delalande et Carrion représentent 487 millions, en progression de 5,7 % par rapport à 1985.

En France, malgré la faible augmentation des prix (2 % en juillet 1986), les ventes ont progressé de 4,8 %. Le chiffre d'affaires consolidé ressort à 3,5 %.

Les ventes des Laboratoires Delalande et Carrion représentent 487 millions, en progression de 5,7 % par rapport à 1985.

En France, malgré la faible augmentation des prix (2 % en juillet 1986), les ventes ont progressé de 4,8 %. Le chiffre d'affaires consolidé ressort à 3,5 %.

Les ventes des Laboratoires Delalande et Carrion représentent 487 millions, en progression de 5,7 % par rapport à 1985.

En France, malgré la faible augmentation des prix (2 % en juillet 1986), les ventes ont progressé de 4,8 %. Le chiffre d'affaires consolidé ressort à 3,5 %.

Les ventes des Laboratoires Delalande et Carrion représentent 487 millions, en progression de 5,7 % par rapport à 1985.

En France, malgré la faible augmentation des prix (2 % en juillet 1986), les ventes ont progressé de 4,8 %. Le chiffre d'affaires consolidé ressort à 3,5 %.

Les ventes des Laboratoires Delalande et Carrion représentent 487 millions, en progression de 5,7 % par rapport à 1985.

En France, malgré la faible augmentation des prix (2 % en juillet 1986), les ventes ont progressé de 4,8 %. Le chiffre d'affaires consolidé ressort à 3,5 %.

Les ventes des Laboratoires Delalande et Carrion représentent 487 millions, en progression de 5,7 % par rapport à 1985.

En France, malgré la faible augmentation des prix (2 % en juillet 1986), les ventes ont progressé de 4,8 %. Le chiffre d'affaires consolidé ressort à 3,5 %.

Les ventes des Laboratoires Delalande et Carrion représentent 487 millions, en progression de 5,7 % par rapport à 1985.

En France, malgré la faible augmentation des prix (2 % en juillet 1986), les ventes ont progressé de 4,8 %. Le chiffre d'affaires consolidé ressort à 3,5 %.

Les ventes des Laboratoires Delalande et Carrion représentent 487 millions, en progression de 5,7 % par rapport à 1985.

En France, malgré la faible augmentation des prix (2 % en juillet 1986), les ventes ont progressé de 4,8 %. Le chiffre d'affaires consolidé ressort à 3,5 %.

Les ventes des Laboratoires Delalande et Carrion représentent 487 millions, en progression de 5,7 % par rapport à 1985.

En France, malgré la faible augmentation des prix (2 % en juillet 1986), les ventes ont progressé de 4,8 %. Le chiffre d'affaires consolidé ressort à 3,5 %.

Les ventes des Laboratoires Delalande et Carrion représentent 487 millions, en progression de 5,7 % par rapport à 1985.

En France, malgré la faible augmentation des prix (2 % en juillet 1986), les ventes ont progressé de 4,8 %. Le chiffre d'affaires consolidé ressort à 3,5 %.

Les ventes des Laboratoires Delalande et Carrion représentent 487 millions, en progression de 5,7 % par rapport à 1985.

En France, malgré la faible augmentation des prix (2 % en juillet 1986), les ventes ont progressé de 4,8 %. Le chiffre d'affaires consolidé ressort à 3,5 %.

Les ventes des Laboratoires Delalande et Carrion représentent 487 millions, en progression de 5,7 % par rapport à 1985.

En France, malgré la faible augmentation des prix (2 % en juillet 1986), les ventes ont progressé de 4,8 %. Le chiffre d'affaires consolidé ressort à 3,5 %.

Economie

L'inflation comme un feu sous la cendre

(Suite de la première page.)

Quel dialogue authentique peut-il y avoir aujourd'hui entre, d'une part, les dirigeants de Washington, uniquement préoccupés de réduire un déficit commercial qui fait désormais figure de constat d'échec pour leur politique, et, d'autre part, des Européens qui, après avoir un peu vite vu dans la baisse du dollar un bienfait du même genre que la trop fameuse manne pétrolière, découvrent sur le tard ses implications négatives? Exprimés en dollars — qui reste la monnaie universelle — les prix européens sont déjà redevenus les plus élevés du monde.

Le fossé qui est en train de se creuser se confond pas nécessairement avec l'Océan atlantique. On assiste à un clivage grandissant entre, d'une part, un petit nombre de pays fortement excédentaires, Japon et Allemagne fédérale en tout premier lieu, et, d'autre part, le plus grand pays déficitaire du monde, à savoir les Etats-Unis, avec, pour alliés de circonstance plus ou moins forcés, des pays à la monnaie relativement fragile, parmi lesquels on compte d'abord la France.

Cette séparation en deux blocs hétérogènes est des plus dangereuses pour l'avenir de l'équilibre du monde. On a déjà vu en tout cas la France relayer le secrétaire américain au Trésor pour dénoncer l'« égoïsme » des Allemands, qui refusent obstinément de baisser leurs taux d'intérêt. On peut en effet se demander si la République fédérale n'avait pas poussé trop loin son souci de la stabilité. Un pays dont le niveau général des prix, du moins quand il est mesuré par l'indice des prix à la consommation, baisse n'est-il pas menacé par la déflation pure et simple?

Des interventions nocives

Force est de reconnaître que, si l'on pouvait à la rigueur poser la question en ces termes il y a encore quelques semaines, les choses se présentent depuis le début du mois de décembre dernier sous un jour tout à fait différent. Rien ne serait en effet plus dangereux que de minimiser les conséquences probables des interventions effectuées qui ont lieu sur les marchés des changes pour s'opposer plus ou moins en vain à la chute du dollar. De telles pratiques nous ramènent aux années 1977 et 1978, sous la présidence de Jimmy Carter, et, plus loin encore, aux années 1971 à 1973, sous la présidence de Richard Nixon.

Selon les estimations officielles, la Bundesbank aurait dû racheter, pendant la crise qui a secoué le SME, quelque 8,6 milliards de dollars, soit l'équivalent en devises de quelque 17 milliards de marks. Les interventions ont continué depuis lors, quoique à un rythme ralenti.

De l'autre côté du Rhin, où l'on voit volontiers d'un pourcentage monétaire instable, on a fait remarquer que l'émission de deutschemarks correspondant au rachat de ces devises indésirées représente quelque 3 % de la masse monétaire allemande. Autrement dit, au cours des dernières semaines du mois de décembre 1986 et des dix premiers jours de la nouvelle année, l'institut d'émission germanique, du seul fait de interventions auxquelles il a dû se livrer sur le marché des changes, a été amené à augmenter la circulation monétaire d'un pourcentage égal à l'objectif minimal qu'il s'était fixé pour la croissance de ladite masse monétaire pour l'année 1987 tout entière.

Pour illustrer la nocivité de pareilles opérations d'intervention, il nous paraît préférable de faire remarquer que l'acquisition de cette quantité importante de devises qui lui est, en quelque sorte, arrivée sur les bras, la Bundesbank a dû agir comme l'avait fait l'année dernière l'Office international de l'étain, dont les opérations de rachat avaient abouti à l'effondrement catastrophique du marché de ce métal. En intervenant sur le marché des changes pour soutenir le dollar, un institut d'émission acquiert des créances (une devise est une créance libérée en monnaie étrangère) qu'il ne pourrait pas revendre au prix auquel il les a payées. Ce faisant, l'institut d'émission allemand a bien, à son corps défendant, encouragé artificiellement la production de dollars.

Cette dernière considération prend toute sa signification quand on s'avise que les dollars ainsi rachetés par la Bundesbank, ont été immédiatement placés par elle en bons du Trésor américain. Aux

8 milliards de dollars ainsi placés par les autorités monétaires allemandes, il convient d'ajouter les 10 à 15 milliards de dollars que la Banque du Japon avait dû racheter à peu près à la même époque et dont bien sûr elle a fait le même emploi.

Autrement dit, les interventions sur les marchés des changes des Allemands et des Japonais, ont fourni un financement automatique au déficit budgétaire des Etats-Unis, à concurrence d'environ 10 % de ce dernier, et cela en l'espace de quelques semaines.

Que se passerait-il si demain les fonds de pension japonais cessaient d'acquiescer les obligations du Trésor américain? A cette question, que l'on pose de plus en plus dans les milieux financiers, ceux-ci répondent en général que les considérations suivantes: l'afflux de capital nippon vers les Etats-Unis se tarissant, on assisterait à une baisse accélérée du dollar, laquelle pourrait entraîner le relèvement tout redouté des taux d'intérêt américains.

Il est probable que les choses se passeraient de quelque façon quelque peu différemment, en ce sens qu'un relai se produirait presque certainement. Le parti du déficit qui cesserait d'être financé par les placements volontaires des épargnants japonais (mais aussi européens, sud-américains, etc.) se serait désormais par les banques américaines. Sans entrer ici dans une discussion technique, disons qu'au cours des quinze dernières années, ce sont les interventions massives des banques centrales qui ont provoqué les grandes vagues d'inflation. La première de ces vagues a été déclenchée par les interventions de 1971, qui ont conduit à l'abandon du système des taux de change fixes de Bretton Woods; la seconde a eu lieu à partir de 1978 à l'occasion de la quasi-débauche du dollar de M. Carter.

En attendant, que peuvent faire aujourd'hui les Allemands pour essayer de neutraliser les effets inflationnistes du cadeau empoussié de 8 milliards de dollars reçu récemment? Le procédé le plus facile et le plus efficace à la disposition de la Bundesbank consisterait à réabsorber une partie des liquidités mises en circulation sur le marché antérieur par des ventes de titres aux banques et autres institutions financières. Mais une telle opération, est quasiment interdite car elle aurait nécessairement pour effet de relever les taux d'intérêt allemands ou en tout cas de les empêcher de descendre.

Des taux d'intérêt trop bas

D'où vient en définitive la cause première du mal? Risquons ici une hypothèse. Dans le souci de stimuler une économie en voie d'essoufflement rapide, les autorités monétaires américaines ont très probablement abaissé les taux d'intérêt aux Etats-Unis à un niveau trop bas par rapport aux autres pays du monde et au marché financier. Pour procéder à cette opération de baisse forcée, le système de réserve fédérale a émis une forte quantité de dollars.

L'offre surabondante de cette monnaie a provoqué la baisse sur tous les marchés des changes. En conséquence, le dollar a subi une pression sur les grands pays excédentaires, Allemagne et Japon, pour les obliger à baisser leurs propres taux. Les Américains ont obtenu satisfaction mais cela a eu pour résultat de créer les conditions pour une nouvelle et courte, mais sans doute violente, flambée d'inflation dans le monde. La probabilité qu'elle se produise dépend en réalité d'un certain nombre de facteurs. Les chances pour l'OEPEP de tenir son pari consistant à relever durablement les prix du baril de pétrole aux environs de 18 dollars seraient fortement renforcées par la continuation de la baisse du dollar, précisément parce que les interventions qui s'ensuivraient sur les marchés des changes créeraient l'inflation propre sans laquelle les producteurs se soumettraient vite au manque de possibilités de leurs clients.

PAUL FABRA.

Le Monde sur minitel

VOTRE PORTEFEUILLE PERSONNEL

Bourse : suivre l'évolution de vos actions grâce à un code personnel et secret.

3615 TAPEZ LEMONDE

Marchés financiers

PARIS, 2 février ↑

Bonne orientation

En reprise vendredi dernier, le marché des actions a encore amélioré ses positions haussières, gagnant 0,9 % en fin de séance.

La Bourse voit à nouveau l'avenir en rose après le retour au calme sur les marchés des changes. En effet, la détermination des taux d'intérêt à court terme en Allemagne et l'annonce d'une forte réduction de la balance commerciale en novembre et décembre aux Etats-Unis ont immédiatement stoppé la chute du dollar. Vendredi, le dollar vert a rebondissé même de façon spectaculaire. Mais lundi, dans le courant de la matinée, il perdait à nouveau un peu de terrain car, pour les cambistes, rien n'est encore réglé.

Il n'empêche que on raffermissement a eu des effets positifs sur le marché des actions. Les acheteurs ont repris, mais sans excès, car il y a une ombre au tableau : en janvier, la hausse des prix en France serait supérieure à 0,6 %. M. Edouard Bellocq, l'un des analystes de la Bourse, a déclaré par ailleurs, du côté de Paris.

En attendant le 12 février, jour de sa session officielle, l'indice de la Bourse de Paris a haussé à Londres et à Paris, sur le « marché gris », à près de 600 F.

Le marché obligataire et le MATIF n'ont pas bougé, en baisse de 0,6-0,7 %.

Radioéconomique émet en tête de liste des hausses avec un gain de 9 %. Guyenne et Gascogne a pris 5,6 %, Sorg 5 %, Primaget et Peugeot 4 %. Hausses de 2,6 % de BSN et de 3,3 % de Lafarge.

Les baisses étaient plus modestes. Signaux électriques a baissé 3,9 %, Presses de la Cité 2,8 %, Saint-Louis et Silex Rougier 2,7 %.

Au comportement des valeurs étrangères, bonne orientation des américaines et des japonaises. Nouveau et fort recul des allemandes. Traded à Londres à 406 dollars, l'or vait à Paris 410 dollars. Le lingot était en hausse de 400 F à 80 000 F et le rapatriement de 1 F à 520 F.

NEW-YORK, 29 janvier ↑

Nouveau record

Wall Street a établi, le 2 février, un nouveau record, l'indice Dow Jones des trente valeurs industrielles gagnant 21,57 points, pour s'élever à 2 179,49. En janvier, le baromètre de New York Stock Exchange a déjà gagné 262 points, soit 13,8 %. Quelque 177 millions de titres ont été échangés. On notait 1 151 valeurs haussées, 467 en baisse, et 384 inchangées.

Autour du Big Board, les investisseurs restent sur leur réserve impressionnés de mois écoulés, janvier étant considéré — souvent à juste titre — comme un indicateur fiable pour l'année en cours. Selon M. Henry Kaufman, « patron » de Wall Street et responsable de Salomon Brothers, la progression des cours devait se poursuivre parallèlement à un recul des taux d'intérêt et à une modification des bénéfices des entreprises américaines.

Ce repli du billet vert attire sur le marché un nombre croissant d'investisseurs étrangers, acheteurs des « blue chips » qui composent le Dow Jones. Une certaine incertitude était cependant observée le 2 février à l'approche de l'annonce par le Trésor américain de 25 milliards de dollars de notes et de bons.

Parmi les valeurs les plus traitées (figurent American Telephone (3,32 milliards de transactions), General Motors (2,175 milliards) et Chase Manhattan (2,01 milliards)).

VALEURS	Cours du 29 jan.	Cours du 28 jan.
Alcoa	33 3/4	40
Amgen	50 1/4	49 7/8
Bank of America	32 3/8	30 3/8
Boeing	73 1/4	78 3/4
Case Western	52 1/2	52 3/4
Chemical Bank	73 1/4	78 3/4
General Electric	100 1/2	101 3/8
General Motors	75 1/8	77 7/8
IBM	125 1/2	123 1/4
ITT	98 1/2	95 1/8
Johnson & Johnson	67 3/4	66 3/4
Schlumberger	38 3/8	37
Union Carbide	37 3/4	38 1/4
U.S. Steel	28 3/4	28 1/4
U.S. West	23 1/8	23 1/4
Walt Disney	81 1/8	80 1/8

CHANGES

Dollar : 5,99 F ↓

Le dollar s'est replié le 3 janvier sur les marchés des changes, il s'établissait à 5,9925 F à Paris, contre 6,06 F le 30 janvier. Il perdait du terrain face au deutschemark, à 1,79 DM (contre 1,81) et face au yen, à 182,2 (contre 183,15). Les dévaluations continuent de peser sur l'éventuelle réunion du groupe des « Cinq » ont perturbé les marchés.

FRANCFORT 26/1 31/8
Dollar (en DM) .. 1,815 1,794
TOKYO 26/1 31/8
Dollar (en yen) .. 153,15 152,28

MARCHÉ MONÉTAIRE (effet privé)
Paris (3 fév.) .. 8 3/8 %
New-York (2 fév.) .. 6 3/8 %

INDICES BOURSIERS

PARIS

(INSEE, base 100 = 31 déc. 1986)
30 jan. 21/8
Valeurs françaises .. 194,6 193,3
Valeurs étrangères .. 198,5 198,5
C° des agents de change (base 100 = 31 déc. 1981)
Indice général .. 428 424,5

NEW-YORK

(indice Dow Jones)
30 jan. 21/8
Industrielles .. 2 158,4 2 179,4

LONDRES

(indice Financial Times)
4 fév. 21/8
Industrielles .. 3 481,8 3 481,8
Fonds d'Etat .. 81,5 81,5

TOKYO

21/8 31/8
Nikkei .. 20 072,9 20 072,9
Indice général .. 1 702,7 1 737,9

MATIF

Notionnel 10 % — Cotation en pourcentage du 2 février
Nombre de contrats : 14 301

COURS	ÉCHÉANCES			
	—	Mars 87	Jun 87	Sept. 87
Dernier	104,68	105,25	105,60	106,60
Précédent	106,55	106,55	106,60	106,60

AUTOUR DE LA CORBEILLE

FORTE PROGRESSION DU BÉNÉFICE NET DE CAP GEMINI SOGEL. — Les résultats provisoires de Cap Gemini Sogel en 1986 font apparaître une progression du chiffre d'affaires consolidé de 31 %, à 2,9 milliards de francs. A structure et taux de change constants, l'amélioration est de 22 %.

Quant au résultat net, il s'élevait à 190 millions de francs, en hausse de 43 %. Pour 1987, le budget du groupe prévoit un chiffre d'affaires en progression de

24 %, et un résultat net après impôts de 240 millions de francs, soit un progrès de la rentabilité de l'ordre de 6,7 %.

MEUNIER PROMOTION (BNP) SE PORTE BIEN. — La société Meunier Promotion, filiale immobilière de la BNP, a réalisé, en 1986, un bénéfice avant impôt de 44 millions de francs, contre 15 millions de francs en 1985. Le bilan a doublé en un an, passant de 1,156 milliard de francs à 2,368 milliards de francs en 1986.

LE MARCHÉ INTERBANCAIRE DES DEVISES

COURS DU JOUR	UN MOIS		DEUX MOIS		SIX MOIS	
	+ base	Rep. + ou dép.	+ base	Rep. + ou dép.	+ base	Rep. + ou dép.
SE-UL	5,9760	5,9800	+ 100	+ 115	+ 210	+ 245
S. can.	4,6814	4,6878	+ 25	+ 42	+ 98	+ 135
Yen (100) ..	3,5251	3,5303	+ 125	+ 140	+ 268	+ 296
DM	3,3322	3,3392	+ 104	+ 122	+ 230	+ 259
Flors	2,9522	2,9597	+ 63	+ 73	+ 138	+ 160
F.R. (100) ..	16,6682	16,1143	- 76	- 49	- 48	- 122
ES	3,9524	3,9576	+ 150	+ 171	+ 326	+ 369
L (1 000) ..	4,6888	4,6974	+ 105	+ 66	- 182	- 129
£	3,1283	3,1484	- 188	- 148	- 393	- 516

TAUX DES EUROMONNAIES

	6 1/4		6 1/8		6 1/4		6 3/16		6 1/2	
	3 7/8	4 1/8	4 1/8	4 1/8	5 1/8	5 1/8	5 1/8	5 1/8	5 1/8	5 1/8
SE-UL	5 1/4	5 1/2	5 7/8	5 7/8	5 3/8	5 3/8	5 3/8	5 3/8	5 3/8	5 3/8
DM	8 3/4	9 3/4	8 1/4	8 3/4	8 3/8	8 1/2	7 7/8	8 1/4	8 1/4	8 1/4
F.R. (100) ..	9 1/2	9 3/4	9 3/4	9 3/4	9 3/8	9 3/8	9 3/8	9 3/8	9 3/8	9 3/8
L (1 000) ..	9 1/2	10 1/2	10 1/2	11 1/2	10 3/8	10 3/8	10 3/8	10 3/8	10 3/8	10 3/8
£	10 3/4	11 1/2	11 1/2	11 1/2	11 1/8	11 1/8	11 1/8	11 1/8	11 1/8	11 1/8
F. Singap. ..	8 1/4	8 1/4	8 5/8	8 5/8	8 5/8	8 5/8	8 5/8	8 5/8	8 5/8	8 5/8

Ces cours pratiqués sur le marché interbancaire des devises nous sont indiqués en fin de matinée par une grande banque de la place.

Marchés financiers

BOURSE DE PARIS

2 FEVRIER Cours relevés à 17 h 34

Main table of stock market data for Paris, including various indices and individual stock prices.

Comptant (addition)

Table of stock market data for the 'Comptant' section, including various indices and individual stock prices.

Second marché (addition)

Table of stock market data for the 'Second marché' section, including various indices and individual stock prices.

Actions

Table of stock market data for the 'Actions' section, listing various companies and their stock prices.

Étrangères

Table of stock market data for the 'Étrangères' section, listing foreign stocks and their prices.

SICAV (addition)

Table of stock market data for the 'SICAV' section, listing investment funds and their prices.

Droits et bons

Table of stock market data for the 'Droits et bons' section, listing warrants and bonds.

Cote des changes

Table of exchange rates for various currencies.

Marché libre de l'or

Table of gold market prices and related data.

MINITEL

Textual information regarding Minitel services and contact details.

Indices Bourse

Table of various stock market indices and their values.

Handwritten text at the bottom of the page, possibly a signature or note.

Table with 7 columns: ÉTRANGER, POLITIQUE, SOCIÉTÉ, CULTURE, ÉCONOMIE, SERVICES, MINITEL. Lists various news items and their page numbers.

Le décès du cinéaste italien Alessandro Blasetti

Néoréalisme et péplum

Le cinéaste italien Alessandro Blasetti, hospitalisé depuis une semaine à la suite d'une chute, est mort lundi 2 février à Rome. Il était âgé de quatre-vingt-six ans.

Accroché à plus de 1000 mètres, sur un fauteuil solidement vissé à la plate-forme de la grue, avec des jambières de cuir scintillantes, un foulard de soie indienne au cou, coiffé d'un casque, trois mégaphones, quatre micros et une vingtaine de effets accrochés au cou, il y avait un homme, c'était lui, c'était le metteur en scène Blasetti.

Federico Fellini, qui en trace ce portrait, le considérait comme un virtuose de la caméra et comme un des meilleurs cinéastes de son temps. Il tourne son premier film, Il Sole, en 1928, où l'on discerne les prémices du néoréalisme italien.

Pour la première fois, écrit Alberto Cecchi, les méchants étaient vraiment méchants et les ouvriers étaient des travailleurs. Il réalise ensuite Néron, Résurrection, Mère Patrie et, surtout, 1860, l'épopée garibaldienne vue par les yeux d'un jeune garçon.

BOURSE DE PARIS

Matinée du 3 février

Irrégulier + 0,07 %

La Bourse de Paris a évolué sur une note irrégulière, le 3 février en séance du matin, gagnant 0,07 %. En hausse, figuraient Sommer-Allibert (+ 5 %), Signaux (+ 2,9 %), Via Banque (+ 2,7 %), Havas (+ 2,3 %), Hachette (+ 2,3 %) et Dumez (+ 2,2 %).

Table with 4 columns: Valeurs françaises, Cours précédent, Cours, Différence. Lists various stocks and their price changes.

Le numéro de « Monde » daté 3 février 1987 a été tiré à 517 911 exemplaires

ORDI UNE DISQUETTE GRATUITE pour essayer Word Perfect sur IBM-PC

A B C D E F G

Selon des déclarations concordantes

M. Terry Waite a bel et bien été enlevé

BEYROUTH de notre correspondant

Tout semble indiquer que M. Terry Waite, l'émissaire de l'Église anglicane, a bel et bien été enlevé. Tout d'abord, sa disparition remonte maintenant à deux semaines. C'est long, même pour une négociation ardue.

Le chef du mouvement chiite Amal, M. Nabih Berri, a affirmé, de Damas, où il se trouve depuis quatre mois : « D'après les informations dont je dispose, M. Waite a été arrêté ».

Le chef du PSP (druze), M. Walid Joumblatt, qui avait pris en charge la sécurité de M. Waite jusqu'à ce que ce dernier exige de se rendre seul à un rendez-vous, a annoncé qu'il « ferait de son mieux pour le délivrer ».

Les interlocuteurs de M. Waite le retiendraient jusqu'à obtenir un engagement formel des États-Unis de ne pas intervenir militairement ni au Liban, pour tenter de délivrer leurs otages, ni au détriment de l'Iran dans la guerre du Golfe.

Outre l'affaire Waite qui prend corps, le problème des otages étrangers, essentiellement occidentaux, au Liban ne fait que se compliquer.

Le Djihad islamique pour la libération de la Palestine, dont l'OLP s'est dissocié, qui détient en otage quatre professeurs du Beirut University Collège, a ainsi menacé de les exécuter si les États-Unis tentaient une quelconque opération au Liban, a souligné les avoir transféré « en lieu sûr » et a appelé tous les autres détenteurs d'otages occidentaux au Liban à faire de même.

Le Djihad islamique tout court, qui détient deux Américains et trois Français (ou quatre selon que M. Saurat est mort ou pas), a proféré la même menace « au cas où les États-Unis s'attaqueraient aux musulmans du Proche-Orient, notamment au Liban ».

« qu'aucun otage américain ne sera libéré tant que des musulmans seront détenus dans les prisons du Koweït, d'Israël et des pays occidentaux ».

La guerre chéto-palestinienne des camps, entrée dans son cinquième mois, se poursuit sans relâche. D'autre part, un violent bombardement par l'artillerie palestinienne installée dans la montagne druze, près de la banlieue chiite de Beyrouth, a sérieusement atteint le domicile d'un dignitaire religieux chiite, Cheik Mebdi Chamseddine. Il a été suivi de menaces du chef d'Amal, M. Nabih Berri, d'installer ses propres caissons dans la même montagne, fief de M. Walid Joumblatt, en principe son allié.

Dans le même domaine, on relève que le Hezbollah (Parti de Dieu) empêche Amal de reprendre ses positions à Maghdouché, au Sud, maintenant que le Fath de M. Arfat les a finalement évacués.

LUCIEN GEORGE.

A propos du mort de la Drôme

« Informations absurdes » déclare le porte-parole du vice-président syrien

Aucun des membres de l'entourage du vice-président de la République arabe syrienne, M. Rifat el Assad, ne manque à l'appel, a indiqué, lundi 2 février, à l'AFP, M. Khalil Ahmed, le porte-parole de M. Rifat el Assad. Cette mise au point fait suite aux informations faisant état de l'assassinat, le 4 décembre dernier sur l'autoroute A 7, près de Montélimar (Drôme), d'un homme présenté comme étant « le bras droit » de l'un des fils du frère du chef d'État syrien, M. Hafez el Assad (nos dernières éditions).

Le porte-parole du vice-président syrien, M. Khalil Ahmed, a précisé à l'AFP : « Ces informations sont absurdes. Le plus âgé des fils de M. Rifat el Assad vivant en France a neuf ans et il possède toujours son bras gauche et son bras droit. »

La victime - qui n'a pas encore été identifiée - est un homme âgé d'environ quarante-huit ans, dont le cadavre a été retrouvé sur le talus de l'autoroute. Dépouillé de tout papier d'identité, il portait une montre électronique munie d'un mini-ordinateur permettant de mémoriser des numéros de téléphone. Une vingtaine de numéros - incomplets - ont été retrouvés par les enquêteurs.

Une déclaration de M. Albin Chalandon

Georges Ibrahim Abdallah devant la cour d'assises avant la fin du mois

Georges Ibrahim Abdallah, chef présumé des FARL (Fractions armées révolutionnaires libanaises), comparaitra devant la cour d'assises de Paris avant la fin du mois, a déclaré, dans la soirée du lundi 2 février, M. Albin Chalandon, ministre de la Justice, qui était l'invité du journal « Soir 3 ».

« J'avais donné mes instructions en ce sens au Parquet en octobre 1986. La justice a intérêt à aller le plus vite possible, surtout en matière de terrorisme », a déclaré M. Chalandon.

Interrogé sur son projet de prisons privées, le ministre a ajouté : « J'espère que nous aurons, dans les deux ou trois ans qui viennent, les prisons modernes que nous devons avoir en France. »

Enfin, à propos du code de la nationalité, M. Chalandon a indiqué : « Nous sommes allés trop vite. Il faut, dans ce domaine, une large concertation avant de décider quoi que ce soit. »

Pas de pourvoi en cassation pour le chef des FARL - Georges Ibrahim Abdallah a décidé de ne pas se pourvoir en cassation contre l'arrêt de la chambre d'accusation de la cour d'appel de Paris qui avait décidé, le 28 janvier, de le renvoyer devant la cour d'assises de Paris, composée, pour la circonstance, de sept magistrats professionnels.

Le Monde ARTS ET SPECTACLES Le Monde Infos-Spectacles sur Minitel 36-15 + ISLM

A Dijon

Un responsable du parti de M. Ben Bella écroué pour « complicité de coups et blessures »

M. Khier Sedira - responsable pour la région Est de la France du MDA (Mouvement démocratique algérien), le parti de l'ancien président algérien, M. Ahmed Ben Bella - qui avait été interpellé le 28 janvier (Le Monde du 31 janvier) vient d'être incarcéré à la maison d'arrêt de Dijon sous l'inculpation de « complicité de coups et blessures ».

M. Sedira, marié, père de quatre enfants, demeurant à Mandour (Doubs), est soupçonné par les enquêteurs d'avoir organisé une expédition punitive, le 28 décembre 1985, au cours de laquelle un délégué de l'Amicale des algériens en Europe, M. Laid Ammar, avait été roué de coups par une dizaine d'inconnus armés. Le demi-frère de M. Sedira, M. Laid Rabat, qui avait été interpellé, au même temps que lui, a été remis en liberté, au terme d'une garde à vue de quarante-huit heures.

A Champigny-sur-Marne

Des caméras de surveillance ont enregistré la tentative de hold-up

M. Édouard Leclerc a indiqué, dans la soirée du lundi 2 février, que « les caméras fonctionnent » lors de la tentative de hold-up, samedi en fin d'après-midi, à l'hypermarché de Champigny-sur-Marne, et que la scène avait donc été enregistrée.

Toutes les bandes ont été remises au service de répression du grand banditisme à Paris, a précisé M. Leclerc.

Cette tentative de hold-up commise par trois malfaiteurs - dont l'un a été blessé - a provoqué la mort de deux personnes : un convoyeur de fonds, M. Pierre Gaudin, et une fillette âgée de treize ans et demi, Stéphanie David (nos dernières éditions).

Sur le vif

Pas touche !

Bon, allez, ça va, ça suffit comme ça, entrez de faire semblant de gouverner, mes-sieurs les ministres. C'est ça que ça devient gênant, pénible. Moi, j'en suis malade pour vous. Prenez des vacances, retournez dans vos circonscriptions, repêchez votre appart, sortez votre collection de timbres, mais au nom du ciel ne vous occupez plus de diriger le pays. Touchez à rien. Quoi que vous fassiez, là, maintenant, ça vous retombera sur la gueule. Et sur la nôtre, par ricochet. Alors épargnez-vous, épargnez-nous le ridicule et l'inconfort d'une politique décidée par la rue.

Non, c'est vrai, ça commence à bien faire : les étudiants, les roulants de la SNCF, les employés du métro et ceux de l'EDF... Aujourd'hui, les instituteurs, l'entendais, ce matin, un de leurs responsables questionné à la radio, vous savez contre quoi ? Contre le choix du maître-directeur : pourquoi lui et pas moi.

Ça va beaucoup plus loin qu'on ne l'imagine, cette

histoire-là. Si demain le pouvoir déclinait - à Dieu ne plaise ! - qu'un des deux ébroués aurait le droit de poser ses fesses à côté du chauffeur, ce serait l'émeute, la révolution. Je suis désigné le mec autorisé à passer de l'arrière à l'avant de la voiture-banane, hein ? Jolie grève en perspective. Sur le tas de nos oracles !

Alors, fini, vos projets de loi, les prisons, la garde conjointe des enfants en cas de divorce, foutez-moi tout ça au panier et contentez-vous d'expédier les affaires courantes. Renseignez, ce que j'en dis, c'est pour taquiner mon Mimi. Moi, à sa place, je commencerai à m'insulser. Ça va trop vite, ça va trop loin, cette débauche. Il a cru bien jouer et pourtant le piège est en train de se refermer et sur vous et sur lui. Parce que là, comme c'est parti, dans dix-huit mois, bonsoir mon Jacques et mon Mimi, bonjour mon Béatrice.

CLAUDE SARRAUTE.

EN BREF

TCHAD : le colonel Kamougué se rallie à M. Hissène Habré. Le colonel Kamougué, ancien vice-président du GUNT, a annoncé mardi 3 février à Libreville qu'il avait décidé de « suspendre », sans conditions, son opposition au régime de M. Hissène Habré. Il rentrera jeudi à N'Djamena avec plusieurs de ses amis. (AFP.)

URSS : inondations catastrophiques en Géorgie. Des chutes de neige exceptionnelles suivies d'inondations sans précédent ont touché la Géorgie. Le fleuve du nord 3 février précède que « le fleuve a fait des victimes et provoqué des dégâts considérables (...). Une commission gouvernementale a été constituée pour éliminer les conséquences de cette catastrophe ».

Dans une dépêche datée de Tbilissi, Tass avance un premier bilan de vingt-huit morts. (Corr.)

Le consulat des États-Unis à Lyon bientôt fermé ? La réduction du budget du département d'État devrait entraîner la fermeture de plusieurs consulats nord-américains à travers le monde, dont celui de Lyon. Bien qu'aucune décision définitive n'ait été prise, les milieux économiques et politiques lyonnais se mobilisent : M. François Collob, maire de Lyon, a déjà effectué des démarches auprès des autorités américaines, soutenu par M. Charles Hamu, maire de Villeurbanne. M. Michel Noir, ministre du commerce extérieur, s'est également saisi du dossier. (AFP.)

Un dépistage gratuit du cholestérol. À l'initiative du Centre national des biologistes, le plus important syndicat de directeurs de laboratoire d'analyse médicale, il sera possible les 5 et 12 février de se faire pratiquer gratuitement un dosage du rapport cholestérol total HDL cholestérol. Les laboratoires ayant accepté de participer à

« action de prévention du risque athéromateux » apposeront à cet effet une affiche « opération bon cholestérol » sur leur porte d'entrée. Les candidats au dépistage devront se présenter le jour. Les résultats leur seront communiqués quelques jours plus tard.

[Publicité]

Entraînement Carnegie® Prenez plaisir à communiquer

En attendant, réunions, l'assemblée, devant une vingtaine de personnes, cultivez cet état qui est acquis les leaders. L'Entraînement Carnegie®, essentiellement pratique vous y aidera en développant en vous maîtrise, diplomatie, esprit positif, enthousiasme. 2.000 nouveaux diplômés dans le monde chaque semaine.

Conférence d'information, où interviendront d'anciens participants : PARIS : Merc. 4 Fév., 19 h Ven. 6 Fév., 19 h 90, Champ-Elysees (George V) - Entraînement Carnegie® - Resp. France : G. Weyan (1) 39.94.61.06

TUTORTECH INTERNATIONAL Il n'est pas nécessaire d'acheter un ordinateur pour apprendre à s'en servir. INITIATION AUX ORDINATEURS PERSONNELS. AVANT D'ACHETER. L'AFFAIRE MULTIPLAN. PROGRAMMER EN BASIC. CROQUEZ L'APPLE IBM ET AUTRES.

LES AMATEURS D'APPLE ONT LE SERVICE APRES-VENTE D'INTERNATIONAL COMPUTER LES N'ONT QUE DES PEPINS. Un Macintosh +, une imprimante et un disque dur compatibles 29.900 F HT 35.462 F TTC Jusqu'au 14/02